Conservatoire de la Convention

ESSAI

SUR LA

CONDITION DES FEMMES

PAR

L. COSSON

PARIS
SOCIÉTÉ D'IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ADMINISTRATIVES ET CLASSIQUES
PAUL DUPONT
41, RUE JEAN-JACQUES-ROUSSEAU, 41
1883

10849

ESSAI

SUR LA

CONDITION DES FEMMES

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
R.F.
IMPRIMÉS

PAR

L. COSSON

R.F. 97

PARIS
SOCIÉTÉ D'IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE ADMINISTRATIVES ET CLASSIQUES
PAUL DUPONT
41, RUE JEAN-JACQUES-ROUSSEAU, 41
1883

Q

ESSAI

SUR LA CONDITION DES FEMMES

INTRODUCTION

Dans les temps modernes, d'éminents esprits ont pensé que la femme n'occupait pas dans la société la place qui lui convient, et qu'il y avait lieu de s'en préoccuper, parce que la civilisation est, jusqu'à un certain point, solidaire de la condition des femmes dont l'état de subordination serait un obstacle au progrès de l'humanité. Ces idées sontloin d'être partagées par les masses, mais la semence n'a pas été perdue.

Toute réforme sociale passe par trois phases successives : Le ridicule, l'examen, l'adoption. La réforme qui a pour objet la condition des femmes ne saurait échapper à cette loi, par la raison qu'elle attaque un état de choses invétéré,

universel, et enraciné à ce point qu'il a résisté à la grande révolution de 1789.

On peut dire que la question des femmes est maintenant à l'ordre du jour du monde civilisé. Le premier porte-drapeau de l'émancipation féminine, qui est descendu dans l'arène pour protester contre cette lacune sociale, a été un enfant de la France, Condorcet, qu'on pourrait appeler à cet égard, le coryphée du XVIII^e^ siècle.

Mais si, dans ce tournoi qui avait un côté chevaleresque, le premier champion de la femme a été le peuple galant, la France a bien été distancée depuis. L'Amérique, l'Angleterre, la Russie, l'Italie, la Suisse ont déjà modifié leurs législations. Les autres nations se mettent en branle et entrent dans le mouvement. Partout, dans les deux hémisphères, cette question rencontre de brillants interprètes. Qu'il nous suffise de mettre en ligne les noms de Voltaire,Sieyès, Condorcet, Milln-Édouard, Shéridan, Daniel O'Connell, M^me^ Lucretia-Mott, M^lle^ Susan Anthony, M. Georges William Curtis, M. Higginson, M^me^ Élisabeth Ladystanton, M^lle^ Dickinson, M. Théodore Stanton, Michelet, Louis Blanc, Jules Simon, Victor Hugo, Alexandre Dumas, Legouvé, Émile de Girardin, Georges Sand.

Quand une question se présente avec un si nombreux et si brillant parrainage, l'indifférence n'est plus permise : la discussion s'impose.

En France, nous sommes sortis de la première

phase pour entrer dans celle de l'examen. Au théâtre, dans les livres, dans les journaux, à la tribune, dans les conférences, des réformes sont proposées, par nos illustrations en littérature et en philosophie. Aujourd'hui on prête volontiers l'attention à ce qui se dit et s'écrit sur ce grand problème qui vise directement les destinées d'une bonne moitié du genre humain, et dont la solution, en définitive, intéresse un peu tout le monde.

Il faut voir là un vaste champ d'étude qui appelle de nombreux pionniers. Il n'est pas superflu que les compétences diverses fournissent leur contingent de travail et d'observations.

J'apporte aujourd'hui mon grain de sable à l'édifice commun.

S'il est un sujet qui demande l'ordre et la méthode, c'est assurément celui de la condition des femmes, question complexe entre toutes, puisqu'elle a des attaches un peu partout : dans les sciences médicales et juridiques, comme dans l'histoire, la religion, la morale, l'anthropologie et l'économie politique.

Voici le plan adopté pour ce travail. Il comprend trois divisions.

Dans la première j'étudie la situation de la femme dans le passé.

La seconde division est consacrée à montrer la condition actuelle des femmes, considérées à tous les points de vue.

Dans la troisième et dernière division, je m'attache à indiquer les améliorations pratiques dont est susceptible le sort des femmes.

Classement qui peut se résumer dans cette trilogie épigraphique sur la femme :

Ce qu'elle a été, ce qu'elle est, ce qu'elle sera.

PREMIÈRE DIVISION

LA FEMME DANS LE PASSÉ, OU HISTORIQUE DE LA FEMME.

Consulter l'histoire sur la question de la femme, rechercher le rôle qu'elle a joué dans les grandes phases de l'humanité, n'est pas sans intérêt. Nous pouvons trouver dans l'histoire des indications précieuses. Toutefois, la tâche pour être complète serait trop longue et trop difficile. Je me bornerai à esquisser à grands traits cette histoire du passé féminin, en glanant les faits les plus saillants dans les quatre grandes civilisations du monde antique : celles de l'Inde, de l'Égypte, de la Grèce et de la Rome.

LA FEMME DANS L'INDE.

L'Hindoustan nous offre le tableau d'une civilisation très ancienne ; civilisation élevée dont la

grandeur passée est attestée par ces superbes pagodes et ces myriades de rochers où sont gravées dans la pierre les scènes de la mythologie indoue.

Cette nation antique nous a laissé des vestiges encore plus précieux. Tels sont *Les Vedas*, ou livres sacrés de l'Inde, qui sont le monument littéraire le plus ancien, puisque au dire de William-Jones, ils auraient été écrits avant que l'Égypte et la Grèce fussent colonisées.

Indépendamment de la Genèse très remarquable, dont je parlerai plus loin, *Les Védas* écrits dans un style simple, mais grandiose et poétique, comprennent de nombreux passages concernant la femme, dont voici quelques-uns :

« *L'homme est la force, la femme est la beauté. Il est la raison qui domine, mais elle est la sagesse qui tempère. L'un ne peut exister sans l'autre. C'est pourquoi,* BRAHMA *les a créés deux pour un seul but.*

« *C'est à la parole d'une femme que Brahma a pardonné aux hommes, malheur à celui qui l'oublie.*

« *Malheur à celui qui se rit des souffrances des femmes ; Brahma se rira de ses peines.*

« *Les chants des femmes sont plus doux à l'oreille du Seigneur, que ceux des hommes; c'est pourquoi ceux-ci, s'ils veulent être écoutés, doivent prier avec elles.*

« *Il n'y a pas de crime plus odieux que de persécuter*

une femme ou de profiter de sa faiblesse, pour la dépouiller de son patrimoine.

« *Les parents qui, par égarement, se mettent en possession illégalement des propriétés, de la fortune, des bijoux ou des voitures d'une femme, descendent aux séjours infernaux.*

« *Les femmes doivent être comblées d'égards et de présents par leurs maris, leurs pères, leurs frères, et les frères de leurs maris.*

« *Partout où les femmes vivent dans l'affliction, la famille est maudite par* BRAHMA ; *mais là où elles sont heureuses et honorées, la famille prospère.* »

Voilà des maximes édifiantes au premier chef. Ces principes édictés dans les livres sacrés, et érigés en commandements religieux ne pouvaient manquer d'avoir des conséquences heureuses pour les femmes indoues. C'est ce qui est arrivé, car nous les voyons jouir, pendant de longs siècles, d'une excellente situation morale et matérielle.

On voit encore dans *les Védas*, ce passage qui trouve aujourd'hui en France son actualité :

« La femme vertueuse ne doit avoir qu'un seul « époux, de même que l'homme de bien ne doit « avoir qu'une seule femme. Mais le mariage peut « être dissout, s'il est prouvé que l'un des époux « est indigne. La femme peut abandonner son « mari en divorce, s'il est criminel, impuissant, « chassé de sa caste, affligé de lèpre, ou encore « s'il a fait au loin, une absence prolongée.

« Le mari de son côté, peut faire prononcer le « divorce contre sa femme si elle commet l'adul- « tère. »

L'adultère était donc, du côté de la femme, la seule cause qui entraînait contre elle le divorce.

L'homme qui séduisait une femme mariée ou une femme vierge, était puni de la peine terrible du *Paria*.

C'est ici le lieu de parler d'un usage à la fois original et prévoyant qui a longtemps prévalu chez le peuple indou :

« Quand une jeune fille était courtisée par un « jeune homme, elle pouvait réclamer préala- « blement le don du *Tally*, sorte de monnaie « trouée pour recevoir un ruban avec lequel « l'homme l'attachait autour du cou de la jeune « fille. Si l'homme donnait le *Tally*, il contractait « l'engagement d'épouser la jeune fille ; s'il le « refusait, la jeune fille était prévenue des mau- « vaises intentions du séducteur. La possession « du *Tally* et son serment suffisaient à la jeune « fille séduite pour faire condamner à une peine « rigoureuse le séducteur qui refusait de l'épou- « ser. Le serment affirmant qu'elle avait reçu le « *Tally* était valable, à moins que la fille ne fut « notoirement de mœurs légères. »

Il y a dans la longue histoire de l'Inde, des époques distinctes, dont la plus brillante est sur la fin de la grande ère védique, illustrée par la chevalerie, la poésie et le théâtre.

Plusieurs poèmes et pièces de théâtre ont été traduits par le savant *William-Jones*, en 1789. Les uns et les autres présentent toujours la femme avec un beau rôle. Le théâtre indou démontre que la femme était caissière et souveraine au logis, et qu'elle était toujours respectée.

Enfin, avec la période dite brahmatique, la grande civilisation indoue s'éteignit graduellement, et la démoralisation de ce beau pays fut achevée par l'intrusion des conquérants étrangers.

Les actrices, les brahmanes pures firent place aux *bayadères* et aux *almées*. Ces dernières étaient des courtisanes agrémentées de chant et de poésie, sortes de chanteuses et comédiennes ambulantes qui, malgré leurs mœurs plus que légères, ont joui d'une grande considération dans l'Inde.

Il nous a paru intéressant à plus d'un titre, d'exposer ici la Genèse *des Védas*, telle qu'elle se trouve dans le remarquable ouvrage de M. *Jacolliot*, Genèse qui a six mille ans de plus que la Genèse de *Moïse*.

« La matière est soumise à une loi unique;
« elle se retrouve dans tous les corps, dans toutes
« les plantes, dans tous les animaux.

« De la lumière, Brahma tira la lumière, l'air et
« les eaux. Ensuite il exprima l'âme suprême, *la*
« *vie*, ou *Manas*, et il donna cette essence aux
« plantes, aux animaux et à l'homme.

« Enfin il tira de son *âme divine* l'*Ahançara*,
« c'est-à-dire la conscience, le moi avec toutes
« ses facultés. Il donna *l'Ahançara* à l'homme
« seulement.

« Brahma forma un corps mâle et un corps
« femelle; il donna à ces deux corps, formés de
« la matière, la vie ou *Manas*, et l'*Ahançara*, ou
« conscience et volonté. Ceci devait distinguer
« la race humaine des races animales, et l'a
« rendue supérieure à elles toutes.

« L'homme et la femme ont donc été formés
« par la matière, et ont reçu à dose égale la
« vie et l'*Ahançara*.

« L'homme reçut le nom d'*Adima*, en sanscrit :
« premier homme-

« La femme reçut le nom d'*Ève*, en sanscrit :
« ce qui complète la vie.

« Brahma les créa égaux, pour qu'ils pussent
« se compléter l'un par l'autre. L'homme reçut
« en apanage la force physique, la raison et la
« volonté.

« La femme reçut la grâce qui charme, la sa-
« gesse qui tempère.

« *Brahma* donna, pour séjour à *Éva* et à *Adima*,
« l'île *Taprobane* (aujourd'hui l'île de Ceylan) et
« leur dit : « Aimez-vous, puis unissez-vous. Mais
« ne quittez pas cette île, car le reste de la terre
« n'est point encore prêt à recevoir l'humanité.
« Lorsque le nombre de vos enfants sera tel que
« vous vous y trouverez à l'étroit, vous me con-

« sulterez, et je vous indiquerai une autre terre. »
« Cela dit, *Brahma* disparut dans une nuée bril-
« lante. *Adima* et *Éva* restèrent seuls dans le
« paradis terrestre

« *Adima* considéra sa compagne, il la trouva si
« belle que l'amour se glissa dans son cœur. Ému,
« il lui murmura de douces paroles; ses yeux,
« pleins d'une ardente passion, se fixaient sur
« elle.

« *Éva* jeta sur lui un regard furtif. Elle le
« trouva beau. Ses paroles lui parurent agréables
« à entendre. Elle sentit son cœur battre plus
« vite. Troublée et rougissante, elle balbutia un
« aveu. Les oiseaux se mirent à gazouiller leurs
« chants les plus enamourés; les fleurs exhalè-
« rent leurs parfums les plus enivrants; les ar-
« bres frémirent d'un frisson d'amour; leurs
« branches se penchèrent vers leurs compagnes.
« La nature entière eut un long frémissement de
« joie voluptueuse; car l'amour pur et sain venait
« de naître dans le cœur des rois de la création.

« *Adima* et *Éva*, troublés et éperdus se rappro-
« chèrent, le premier baiser fut échangé sur la
« terre.

« Ils vécurent longtemps, heureux de leur
« amour, ne prêtant qu'une attention distraite
« aux beautés de la nature qui les entouraient.

« Un jour, cependant, *Adima* éprouva le désir
« de parcourir leur prison charmante. Le séjour
« était vraiment enchanteur. Partout des arbres

« aux fruits succulents, aux doux ombrages ; des « fleurs superbes, un gazon verdoyant faisait « un tapis velouté sous leurs pieds nus. *Adima* et « *Éva* admiraient les richesses de cette luxuriante « végétation, et ils rendaient grâce au divin « Créateur de les avoir placés dans cet Éden.

« Un jour, *Adima* aperçut au delà de l'île une « terre qui lui parut plus belle. Un tout petit « bras de mer guéable la séparait de l'île de *Ta-* « *probane*. Il montra cette terre à sa compagne « en lui disant : Allons nous y promener ; l'eau « est peu profonde en cet endroit. Nous y arri- « verons facilement.

« *Éva* lui fit observer que *Brahma* leur avait « défendu de quitter leur île, et qu'en allant « dans ce lieu ils pourraient l'irriter.

« Mais *Adima* regardait toujours les rives de « cette terre, il apercevait des arbres encore plus « beaux que tous ceux qu'il avait vus ; des oi- « seaux aux plumages bien plus éclatants. Il « se sentait pris d'une fiévreuse curiosité. Allons- « y pour quelques heures seulement, dit-il à sa « compagne, nous reviendrons après ici.

« *Éva* le conjura de renoncer à cette excursion, « et de ne pas désobéir au Seigneur. « Ne sommes- « nous pas heureux ici, dit-elle ? Nous avons des « fruits exquis, des sources d'eaux fraîches et « pures, des ombrages ravissants et des fleurs « qui embaument l'air autour de nous. »

« Mais *Adima*, sans écouter sa compagne, s'a-

« vança vers la mer, *Éva* le suivit alors, car elle « l'aimait, et voulait partager le châtiment que « sa désobéissance pouvait lui attirer.

« *Adima* porta *Éva* sur ses épaules, ils traver- « sèrent ainsi la petite plage qui les séparait du « rivage.

« Mais dès qu'ils eurent posé le pied sur ce sol « qui leur avait paru enchanteur, le mirage s'é- « vanouit; ils ne virent plus qu'une terre stérile « et désolée. Ils avaient été trompés par une il- « lusion, ouvrage de *Rackassas*, le chef des dé- « mons, qui avait fait miroiter à leurs yeux ce « site féerique, pour les tenter et les pousser à « enfreindre les ordres du divin Créateur.

« *Adima*, en comprenant de quelle ruse il avait « été victime, se laissa tomber sur le sol, et se « mit à pleurer. *Éva* s'agenouilla près de lui, et « par de douces paroles, elle essaya de le con- « soler : « Ne nous désespérons pas, dit-elle; mais « prions plutôt *Brahma;* il est miséricordieux et « bon, il nous pardonnera ».

« *Brahma* entend la prière d'*Éva;* sa voix s'élève « dans l'espace : « Femme, dit-il, tu n'as péché « que par amour pour ton époux, que je t'avais « ordonné d'aimer. Je te pardonne, je lui par- « donne à lui, à cause de toi, qui as eu foi et « confiance en ma miséricorde. Mais par votre « désobéissance, l'esprit du mal est entré sur la « terre. Comme punition, je vous condamme à « ne plus rentrer dans le lieu de délices où je

« vous avais placés. Vous resterez sur ce sol in-
« grat, et vous et vos enfants, vous serez réduits
« à cultiver la terre pour qu'elle vous accorde
« votre nourriture. Un jour, vos enfants de-
« viendront méchants, ils m'oublieront et ne
« connaîtront plus le bien et le vrai.

« Mais alors, j'enverrai vers eux *Wishnou*, pour
« les rappeler à la vertu et à la vérité; et comme
« toi, femme, tu n'as pas péché, le Rédempteur
« s'incarnera dans le sein d'une femme, sans la
« coopération de l'homme. Il apportera à l'hu-
« manité l'espoir d'une vie meilleure. »

Maintenant, à cette Genèse, comparons la Genèse de Moïse, et signalons les particularités qui se dégagent de ce rapprochement.

Ce qui frappe tout d'abord, ce qui saute aux yeux du lecteur, c'est l'analogie de l'une à l'autre, analogie qui, pour l'historien critique, accuse une parenté manifeste de notre Genèse avec la Genèse indoue, et démontre clairement que l'écrivain hébraïque avait connaissance du livre des *Védas*, écrits à une date antérieure de six mille ans.

Ensuite, il y a des divergences, mais exception faite des hautes conceptions théologiques, ces divergences ne sont pas à l'avantage du récit de Moïse.

Pour les premiers rapports entre les deux sexes, pour l'intervention de la femme avant et après la chute du premier homme, on remarque

dans la légende indoue, une délicatesse de sentiment qui pourrait dignement figurer dans les productions les plus exquises de notre littérature contemporaine.

Quelle différence avec le récit de Moïse, qui expose avec une crudité passablement brutale les terribles questions de l'origine du mal, de la révolte de l'homme contre Dieu. On dirait que le farouche auteur a écrit dans les ténèbres de la nuit.

Il faut savoir gré à la Genèse *des Védas*, de n'y point trouver la bizarre histoire de la côte d'Adam, non plus que celle de la pomme défendue et du serpent.

Un bon point pour ce passage palpitant d'actualité dans la question que nous traitons. « L'homme et la femme ont reçu à *dose égale*, la vie et l'*ahançara* » c'est-à-dire le souffle divin qui rend la personnalité humaine supérieure à toutes les races animales.

Mais les deux Genèses diffèrent par un point essentiel, par une chose qui a exercé une immense influence sur le sort de la femme. Ce point essentiel, c'est l'auteur du premier péché.

La nôtre le met sur le compte de la femme. La Genèse indoue le place sur le compte de l'homme.

La tradition de la Bible n'est donc pas seule et unique dans le monde ; il y en a d'autres qui la contredisent sur la question de la faute originelle.

Assurément, on ne peut revendiquer pour la Genèse indoue le caractère sacré et infaillible. Mais au point de vue de la critique historique, ce récit des *Védas* a pour le moins autant de valeur que le récit de Moïse.

Ce qui précède est la réfutation de cette erreur longtemps accréditée, que l'esclavage de la femme est consacré par le temps, par la tradition et par les croyances religieuses de tous les peuples.

La Bible est par endroits un beau livre de conception théologique, d'autorité sacerdotale, mais elle est loin d'être exemplaire pour la pureté des mœurs, témoins les récits sur *Loth* et *Sodome*, sur la *femme du lévite*, sur *Judas* et *Tamar*, sur *Sarah*, *Naomi*, *Ruth*, *Suzanne*, *Judith*, les histoires d'*Abraham*, de *Jacob*, de *David*, de *Salomon;* récits qui déconcertent le lecteur moderne et accusent un étrange oubli du sens moral.

Ajoutons enfin que la Bible est absolument défavorable à la femme dont elle consacre en quelque sorte la déchéance, en la vouant pour toujours aux douleurs de l'enfantement et à la domination de l'homme.

LA FEMME EN EGYPTE.

L'Égypte fut aussi le théâtre d'une grande et savante organisation sociale de l'antiquité. L'empire égyptien est à jamais célèbre par sa durée et

sa grandeur qui sont attestées tant par les historiens que par les monuments et leurs hiéroglyphes, sarcophages, stèles, obélisques, pyramides.

Une constitution physique vraiment phénoménale, un fleuve aux débordements périodiques et merveilleusement fécondants, dont les sources ont été inconnues jusqu'à ces derniers temps, le culte divin qu'une philosophie reconnaissante décerna à ce fleuve, père nourricier de l'Égypte, une organisation morale et politique, vraiment admirable, et dont l'origine se perd dans la nuit des temps; Tout dans cette contrée se présente avec un cachet à la fois grandiose et mystérieux.

Je ne peux résister au plaisir de citer ce passage du savant *Champollion* pour lequel les innombrables hyéroglyphes n'ont pas de secrets :

« A Thèbes, des portions ruinées de divers édi-
« fices permettent de reconnaître des restes de
« contructions antérieures, employées comme ma-
« tériaux dans ces mêmes édifices, qui existent
« aujourd'hui depuis trente six siècles. Où re-
« monte donc la véritable souche de ces généra-
« tions successives de ruines ?

« Les origines de l'Égypte sont peut-être dé-
« robées pour toujours à notre légitime curio-
« sité.

« Arriva-t-elle par la voie si lente de l'expé-
« rience et du progrès au point d'avancement
« que nous montrent ses plus anciens ouvrages?

« Ou bien reçut-elle une science toute faite d'un « autre peuple qui l'avait précédée dans cette « voie de primitifs essais d'organisation sociale?

« Dans l'une et *l'autre supposition qu'elle longue « série de* siècles! »

Dans ces conditions il ne serait pas impossible que l'Égypte ait été le premier berceau de la civilisation du monde : tel serait l'avis de certains savants égyptologues de nos jours. Nos explorateurs archéologiques poursuivent encore leurs études pour résoudre, approximativement du moins, cet intéressant problème :

Les migrations de la civilisation ont elles eu lieu d'Asie en Afrique ou d'Afrique en Asie?

Suivant le témoignage de l'historien grec Diodore de Sicile, confirmé par Champollion, l'histoire de l'Égypte comprend deux périodes bien distinctes : 1° la période mythologique et sacerdotale, qui n'aurait pas une durée moindre de dix-huit mille ans ; 2° la période où, par suite d'une révolution, le pays fut gouverné par des rois pendant une durée de près de cinq mille ans.

Cette seconde et dernière période a duré jusqu'à la cent quatre-vingtième olympiade (soixante ans avant Jésus-Christ) époque où, par la chute de la reine Cléopâtre, l'Égypte devint province romaine.

Dans les premiers temps de la seconde dynastie des Pharaons, il fut établi que, dans les fa-

milles royales, à défaut d'héritier mâle, la fille succéderait au père sur le trône.

Cinq femmes ont, dans l'histoire égyptienne, bénéficié de cette loi, et ces cinq reines n'ont point eu un règne effacé.

La première, *Nitocris*, tint avec habilité et sagesse les rènes du pouvoir, et sur la fin d'un règne de douze ans, se fit construire une pyramide.

La seconde, *Amenzé* a laissé des traces de son amour pour les arts. Son règne nous offre cette particularité que le mari de la reine n'avait que la position effacée de *Prince-époux*, ce qui prouve que cette bizarre invention remonte à dix-huit cents ans avant l'ère chétienne.

La troisième reine est *Imahumot* qui fut vantée par son habileté et reçut le nom de Mère des grâces.

Puis viennent, en leur temps, la reine *Tahoser*, la reine *Bérénice*, et enfin la reine *Cléopâtre la grande*, qui après un règne tourmenté mais non sans éclat, mourut de la mort tragique que l'on sait, entraînant avec elle la ruine du grand empire égyptien. On peut lui reprocher ses amours coupables, mais Cléopâtre n'est point tombée sans grandeur.

Le peuple égyptien a su fonder une société basée sur des lois sages et éclairées, qui font encore l'admiration du monde moderne.

Les livres de *Thouth* sont la réunion de ces lois écrites.

La législation égyptienne n'a nullement consacré l'asservissement de la femme. Le législateur l'a considérée comme la compagne de l'homme et l'a traitée sur le même pied que celui-ci, politiquement, judiciairement et socialement.

Les lois criminelles étaient égales pour l'homme et pour la femme.

Une de ces lois, voulait que la femme enceinte, convaincue d'un crime capital, ne fût jugée qu'après l'accouchement, afin que l'enfant innocent fût soustrait à l'infamie.

Les attentats de l'homme contre la femme étaient punis de la mutilation. La femme adultère était punie dans sa beauté, on lui coupait le nez, et son complice était frappé de verges en public.

Pendant des milliers d'années, le mariage fut indissoluble; le divorce n'a été établi qu'après la conquête de Cyrus, ainsi que l'usage des mariages entre frère et sœur.

La monogamie a été une des lois fondamentales de cet empire. La classe sacerdotale qui jouissait pourtant de grands privilèges était expressément assujettie à cette loi.

Suivant l'historien *Hérodote*, les femmes égyptiennes allaient au marché, s'occupant du trafic, du négoce; les hommes pendant ce temps, restant au logis et tissant le lin et la laine.

Ce détail prouve qu'on reconnaissait à la femme l'intelligence et la capacité pour les affaires du dehors, et qu'elle n'était point assujettie au confinement domestique.

On trouve dans les monuments égyptiens de nombreux bas-reliefs représentant des intérieurs de famille où l'on voit la femme riche vivant gaiement dans une habitation luxueuse et comfortable, tantôt jouant aux échecs avec son mari, tantôt entourée de danseuses et de musiciennes.

Dans les fêtes publiques, elle figure à côté de l'homme, avec un costume riche et coquet, et assistée d'un nombreux personnel de serviteurs. Parfois on la représente dans des villas superbes, au milieu des fleurs et des pièces d'eau.

La civilisation égyptienne a été surtout caractérisée par un luxe extraordinaire.

Callixène, dans son histoire d'Alexandrie, à donné les détails d'une fête publique célébrée, l'an 284 avant Jésus-Christ. Cette fête donnée par le roi *Ptolémée Philadelphe*, dépasse de bien loin par son grandiose et son déploiement de richesses, tout ee qui a pu se faire dans les capitales de l'Europe moderne.

Les Égyptiennes aimaient beaucoup les bijoux, et les femmes riches en portaient à profusion : boucles d'oreilles, colliers, bagues, bracelets, ainsi que le démontrent les fouilles pratiquées dans ce pays, particulièrement les observations faites sur les sarcophages et leurs momies. On y

a trouvé des bijoux de toutes sortes de matières ; en ivoire, en émail, en corail, en perles fines, en or et en argent, et souvent d'un admirable travail.

En Égypte, le sacerdoce n'était point fermé aux femmes, comme il l'est aujourd'hui dans les nations européennes. Les monuments du pays nous montrent en effet des prêtresses consacrées au culte *d'Isis*.

On peut en voir un spécimen dans la *stèle* du Musée du Louvre. Cette stèle montre le roi *Thoumosis III* accompagné de la princesse *Mouthétis*, sa sœur, qui est qualifiée de prêtresse des déesses *Moulekis* et *Hathor*.

Dans la religion égyptienne, le féminin est sur le même pied que le masculin. Ainsi, selon la mythologie du pays, toutes les forces divines et naturelles obéisssent à un être suprême appelé *Ammon* ou Amon-Ra. Mais il a une compagne, la déesse *Bouto*, qui est qualifiée de *Grande déesse*, *Mère des dieux*, *Génératrice des dieux grands*.

Après viennent les divinités secondaires, qui servent d'intermédiaires auprès des humains, et parmi lesquelles il y a autant de déesses que de dieux.

LA FEMME EN GRÈCE.

L'histoire de la nation grecque présente de nombreuses particularités relatives à la femme, mais toutes ne lui sont pas favorables.

Dans la première période, celle des temps homériques, les récits poétiques de l'Illiade et de l'Odyssée, témoignent d'une vie simple, de mœurs chastes et pures.

C'est Alceste mourant pour son époux ;

C'est Orphée suivant son Eurydice aux enfers, et donnant ainsi un frappant exemple d'amour conjugal ;

C'est Pénélope résistant à l'amour des prétendants pendant ce long voyage de vingt ans, tandis qu'Ulysse résiste aux séductions de Calypso et de Circée ;

C'est Antigone, type parfait de l'amour filial et de l'amour fraternel, se dévouant à son père, et bravant la colère d'un farouche vainqueur, pour rendre à son frère les honneurs funèbres.

Dans les écrits d'Homère et d'Hésiode, nous voyons la femme estimée et vénérée, et chez les hommes une espèce de chevalerie qui les porte à se faire tuer pour elle.

Témoins, la jeune *Briséis*, enlevée au bouillant Achille ;

La belle *Chryséis* tombée captive dans les mains du brillant Agamemnon ; témoin surtout la fameuse Hélène, dont l'enlèvement par Paris, fait naître une guerre sanglante qui finit par la destruction de la ville de Troye.

On voit cependant, suivant les œuvres d'Homère, quelques exceptions à la simplicité patriarchale, exceptions qui prouvent que le luxe

n'était pas absolument banni des mœurs de ces temps reculés de l'histoire grecque.

C'est ainsi qne dans sa description du Palais de Priam, le grand poète parle des cinquante appartements, revêtus d'un marbre éclatant dans lesquels reposaient les princesses aux somptueux costumes.

Ce qui ressort clairement des documents de l'histoire pour cette période homérique, c'est que la femme grecque, la femme riche, est reine dans sa maison.

Ajoutons ici que la femme oisive n'existe pas. A l'intérieur elle est livrée aux gracieux travaux des doigts, et à l'extérieur, sous des poétiques figures, on découvre souvent de rudes et grossiers labeurs. Ici, la jeune princesse *Nausiaca* lave le linge du palais paternel sur le bord de la mer ; là, de jeunes filles grecques portent des fardeaux sur la tête, d'où sont nées les *Canéphores*, et les *Cariatides*.

Le passage suivant nous initie aux travaux de l'intérieur du palais : « Cinquante femmes esclaves servent dans le palais ; les unes broient sous la meule le jaune froment, les autres tissent la laine ou filent la toile, et les mains de ces femmes sont aussi mobiles que les feuilles d'un haut peuplier agité par le vent. Une huile éclatante semble découler de ces magnifiques étoffes tissées avec tant d'habilité. Autant les *Phéaciens*, surpassent tous les autres hommes dans l'art de

diriger les rapides navires sur les mers ténébreuses, autant les *Phéaciennes* l'emportent sur les autres femmes par leur adresse et l'excellence de leurs tissus, car Minerve leur accorde la faveur de produire des ouvrages superbes, et d'avoir de sages pensées. »

Nul doute que les femmes grecques étaient occupées aux travaux des champs et de jardinage, comme la bergère Chloé, quand elle fit la rencontre du berger Daphnis. Nul doute que, placées sur les bords de la mer, elles ne fussent associées aux rudes occupations des pécheurs.

Le mariage était alors considéré comme une sainte institution, aiusi que l'indique le passage suivant de *l'Odyssée* :

« *Ulysse* dit à *Nausicaa* : Puissent les dieux te donner un époux, une famille, et faire régner parmi vous l'heureuse concorde. Il n'est pas de bien plus grand, de bonheur plus désirable, que celui de deux époux gouvernant leur maison, animés par une seule et même pensée. Cette réunion fait le désespoir de leurs ennemis, la joie de leurs amis et les époux eux-mêmes sentent tout le prix de ce bonheur. »

Il était d'usage de mériter sa femme par des présents ou des services rendus à sa famille.

La polygamie n'existait pas, mais nous voyons dans l'Illyade que tous les guerriers gardaient pour concubines les prisonnières de guerre ; et les épouses, malgré une certaine suprématie,

devaient tolérer sous la tente la présence de ces belles esclaves qui leur prenaient le cœur de leurs maris.

Plus tard, l'époque des lois draconiennes fut très mauvaise pour les femmes qui furent réduites en esclavage, et c'est à partir de ce moment que la Grèce fut envahie par la débauche.

Les lois de Solon, qui vinrent ensuite améliorèrent bien peu cette situation si défavorable au sexe.

Ménandre a écrit ces lignes : « Une fille est un fardeau incommode et pesant pour son père. On expose les filles, même quand on est riche. »

Apulée de son côté raconte qu'un mari partant pour un long voyage et laissant sa femme enceinte, lui ordonna de mettre l'enfant à mort si c'était une fille. Le père avait donc droit de vie et de mort sur elle.

Les filles qui arrivaient à vivre, étaient mariées sans être consultées.

Les futurs, la veille du jour des noces, offraient à Minerve, à Diane et aux Parques, une mèche de leurs cheveux, pour se rendre favorables les divinités ennemies des mariages heureux.

Le jour de la noce, les époux couronnés de pavots et de sésame, allaient au temple où ils étaient reçus par un prêtre qui leur présentait une branche de lierre, symbole de l'éternité de de leurs nœuds.

Le père mettait la main de la mariée dans celle de l'époux, et il lui disait : Je vous l'accorde afin que vous donniez des citoyens à la République. On conduisait la mariée dans un char au domicile de son époux, et ce char était brûlé à la porte de la maison pour indiquer que le retour n'était plus possible.

Alors commençait la vie du *Gynécée*, (1) véritable réclusion domestique, d'où elle ne sortait guère que pour se rendre aux cérémonies religieuses. On imposait à cette femme épouse et mère une morale sévère, avec cette séquestration humiliante qui rendait son sort aussi précaire que celui des autres esclaves de l'État.

Quelle a été la conséquence du régime du Gy-

(1) Le Gynécée était la partie la plus reculée de la maison. Cet appartement était séparé par la cour de l'*Andron*, partie habitée par les hommes. Aux siècles héroïques, le beau sexe logeait au grenier. Les jeunes filles, les jeunes mariées surtout, étaient tenues avec une grande sévérité. Se présenter à la porte extérieure du logis, eût été une tache à la réputation des femmes. Elles osaient à peine franchir le seuil du Gynécée, où elles étaient parquées pour paraître dans la cour qui les séparait de l'Andron. Cette claustration devenait moins rigoureuse quand les femmes avaient donné un enfant à leur époux. Mais l'usage et la modestie portaient les femmes à n'user de cette tolérance qu'avec la plus grande réserve ; elles ne paraissaient jamais en public que la tête couverte d'un voile, accompagnées de vieilles servantes. Pour les femmes de qualité, leur garde était confiée à des eunuques.

nécée pour la moralité des femmes d'Athènes ? elle fut déplorable d'après les indications que nous fournit le théâtre de cette époque. Le théâtre ne fait pas les mœurs, mais il les reflète assez exactement, quand on tient compte, bien entendu, des exagérations des auteurs.

Dans une de ses tragédies, *Euripide* prête au héros de la pièce la tirade suivante :

« Oh Jupiter, pourquoi as-tu créé sous le so-
« leil, ce fléau funeste aux hommes, la femme ?
« S'il était dans tes destinées de reproduire la race
« humaine, ne pouvais-tu le faire, sans les
« femmes? Ne pouvais-tu décréter que les hommes,
« au prix d'une offrande portée dans les temples,
« offrande d'or, de fer ou d'airain, iraient acheter
« des germes, chacun y mettant le prix suivant
« son rang ? Et maintenant ils vivraient en paix,
« dans leurs maisons, sans l'engeance féminine! »

Dans Sténobie, Euripide écrit encore :

« Terrible est la violence des flots, qui soulève
« la mer en fureur, terrible le soufle du feu, ter-
« rible le tourbillon des torrents, terrible la pau-
« vreté, terribles mille autres fléaux : Cependant
« il n'en est pas de plus terrible que la femme. »

« Nulle couleur ne saurait peindre ce désastre,
« nulle parole en donner l'idée. Si c'est un dieu
« qui a inventé la femme, qu'il sache, ce dieu,
« quel qu'il soit, qu'il a créé pour l'homme, le
« funeste artisan d'un mal suprême. »

Les comédies d'*Aristophane*, ce Molière de la

Grèce, mettent surtout en évidence les mauvais instincts qu'avait développés chez les femmes la séquestration du Gynécée. Ainsi malgré les verrous, les scellés, les dogues molosses, transformés en gardiens des sérails grecs, les femmes trompent leurs maris, font danser l'anse du panier, s'adonnent souvent à l'ivrognerie et, pour tout dire, la dépravation était descendue assez bas pour engendrer ces deux monstruosités : le crime socratique et le vice saphotique.

Tout cela ressort surtout de la comédie, toute féminine, *L'assemblée des femmes;* mais on ne peut rien citer textuellement, et pour cause : Aristophane parle avec une crudité de langage et un cynisme que ne peut admettre une plume française.

Pendant que les femmes se morfondaient ou se dépravaient dans les Gynécées, sevrées des attentions délicates de leurs maris, ceux-ci guerroyaient sur les champs de bataille, ou péroraient sur la place publique, ou encore allaient déposer leurs hommages au pied des belles impudiques, les *Courtisanes*.

Ces courtisanes ont joué parfois un rôle important dans la société grecque, et leur influence a été immense, au point que plusieurs ont eu leur nom transmis à la postérité, à côté des héros ou des hommes d'État de l'époque.

Consacrons-leur à ce titre une courte mention :

Aspasie fut célèbre par sa beauté, son intelli-

gence et sa distinction : Son salon devint le rendez-vous de toutes les illustrations de la Grèce, et elle collabora à tout ce qui fut fait de beau et de grand pendant le règne de Périclès, dont elle devint l'épouse, après en avoir été l'amante.

Laïs tint aussi un salon de bel esprit, et fut élève du célèbre Apelle.

Phrynée fut une des plus belles femmes de la Grèce. Amante de Praxitèle, elle lui servit de modèle pour ses statues de Vénus.

A coté de ces impures célébrités, on retrouve aussi dans l'histoire grecque d'autres femmes savantes, notamment des femmes poètes et des femmes philosophes.

Citons tout d'abord la plus célèbre de toutes, l'immortelle *Sapho*, qui porta si haut la poésie lyrique par ses odes sublimes, et ses *vers saphiques*. Elle a composé entre autres le fameux hymne à *Aphrodite*, qui a fait l'admiration des poètes et mérité les honneurs de la traduction dans nos langues modernes.

Les trois *Corinne* qui ont composé de nombreux livres de poésies épiques.

Arétie, fille du philosophe *Aristippe*, continua avec talent après la mort de son père, l'enseignement de sa curieuse doctrine, basée sur ce principe, que la vie étant courte, il faut la rendre agréable, éloigner de soi les peines et les ennuis, éviter toutes les sensations désagréables, rechercher les moments agréables, mais sans en abuser,

posséder le bonheur, sans se laisser posséder par lui. Selon Aristippe, tout homme avait le pouvoir de se faire une vie heureuse ; il suffisait qu'il possédât la philosophie nécessaire pour y parvenir. Il laissait le *malheur*, *comme le lot des imbéciles.*

La théogonie grecque contraste singulièrement avec les idées courantes du siècle de Périclès sur le sexe féminin. Les déesses tiennent autant de place que les dieux ; et remarquons ici que c'est la règle générale qu'on retrouve dans les conceptions religieuses de toutes les grandes civilisations antiques. Une seule fait exception, c'est la nation juive, dont la théologie n'admet aucune déesse.

Les Grecs adoraient à des titres divers les déesses suivantes :

Junon, épouse et sœur de Jupiter.

Ilithya qui présidait aux couches.

Iris, personnification de l'arc-en-ciel.

Pallas qui présidait aux arts et aux combats et fut aussi appelée *Athénée*.

Aphrodite, dont on a fait plus tard la Vénus chaste et la Vénus impudique.

Puis viennent les divinités secondaires où l'élément féminin est aussi largement représenté.

Némésis, déesse de la vengeance.

Erynnis, implacable déesse du remords.

La Parque, terrible moissonneuse.

Thémis, déesse de la justice et présidente du conseil des dieux dans l'Olympe.

Thétis, fille et reine des eaux.

Amphitrite, personnification de la mer remplie de poissons, et nourricière de l'homme.

Hestia, déesse protectrice du pays.

Enfin, les *Nymphes*, les *Naïades*, les *Dryades*, les *Epiméliades*, les *Muses*, personnifications de la poésie.

Terminons cette nomenclature par les *Bacchantes*, auxquelles étaient confiés les anciens sacrifices mystérieux célébrés après le solstice d'hiver ; de là, l'origine des réjouissances de nos carnavals modernes.

Euripide donne des détails sur ces mystères, où ces femmes se livraient à des scènes de folle lubricité. Dans ces moments d'excitation nerveuse, ces bacchantes possédaient, dit-on, un pouvoir surnaturel.

Du reste, nous ferons remarquer ici, que chez les Grecs, comme chez la plupart des anciens, on croyait que le féminin était plus rapproché de la divinité que le masculin.

Sybilles, *magiciennes*, *devineresses*, *pythies*, tels étaient les noms donnés à toutes ces femmes, qui rendaient des oracles, composaient des filtres, et évoquaient les morts.

LA FEMME A SPARTE.

Les femmes d'Athènes n'ont pas été le type unique des femmes de la Grèce ; il en est d'autres

qui contrastent singulièrement. Telles sont les femmes spartiates ; elles méritent à ce titre une mention spéciale.

Le célèbre Lycurgue, dans l'intention de faire des citoyennes utiles à la défense de la patrie, avait donné l'émancipation aux femmes, et proclamé l'égalité civile et politique entre l'homme et la femme. Les jeunes filles recevaient, pour former l'esprit et le corps, le même enseignement public que les hommes, et s'il faut en croire les historiens grecs, les femmes de Sparte étaient admirées pour leur vigueur, leur beauté sévère et leur belle stature. Elles mettaient au monde, sans grandes douleurs, des enfants robustes et sains.

Voilà qui est fort beau, et assurément très enviable pour les femmes trop souvent anémiques de nos grandes villes, moins toutefois les étranges moyens employés alors pour produire ces magnifiques résultats :

Les jeunes filles de Sparte se livraient à tous les exercices corporels toutes nues et devant le public.

Nous voulons bien croire avec Plutarque que la vertu leur servait de voile et écartait toute idée de débauche, que les mœurs étaient restées pures et austères à Sparte, il n'en est pas moins vrai que ce genre d'éducation féminine restera comme une exagération choquante et il est à présumer que dans nos civilisations modernes, ce système ne sera pas de sitôt adopté par un

ministre de l'instruction publique, eût-il l'esprit le plus novateur.

Le mariage s'accomplissait à Sparte d'une façon aussi bizarre que poétique : Lorsque deux jeunes gens s'aimaient, et qu'ils avaient obtenu le consentement de leurs parents, la jeune fille était conduite dans une vaste chambre sombre. Le jeune homme s'y livrait, à cache-cache, à la découverte de sa future; puis il l'enlevait de force et l'emportait chez lui. Dès ce moment, elle était véritablement sa femme.

Lycurgue imposa moralement le mariage comme une obligation envers la patrie, et les célibataires étaient tellement méprisés, et il leur était si difficile de chasser sur les terres du voisin, que le célibat devint fort rare à Sparte.

Les Lacédémoniennes ont été très renommées par leur patriotisme. Les mères s'occupaient avec un grand soin de l'éducation de leurs enfants, en leur transmettant ce qu'elles avaient appris elles-mêmes; force physique, héroïsme, amour de la vertu, amour de la patrie.

Les femmes spartiates prenaient part aux affaires publiques et partageaient les honneurs comme les travaux de leurs maris; c'est ainsi que le citoyen qui venait de recevoir une récompense publique s'approchait ostensiblement de sa femme et lui disait : « Je te remets une portion de l'honneur que je viens de recevoir. »

Signalons, en terminant, une autre loi de Ly-

curgue, faite aussi pour révolter nos mœurs actuelles.

Cet homme d'État partant de cette donnée que la vraie mission de la femme est de mettre au monde des enfants forts et robustes, édicta cette loi singulièrement naturaliste, d'après laquelle une femme qui aurait un mari impuissant, pourrait, avec son consentement, avoir un enfant d'un jeune homme fort et vigoureux; de même qu'un homme robuste à qui sa femme ne donnait pas d'enfant, pouvait demander le droit d'en obtenir un d'une autre femme.

Comme atténuation, cette loi ajoutait qu'après ces unions passagères, l'homme et la femme ne devaient plus se voir, une fois que celle-ci était reconnue enceinte. Autrement, on se mettait dans le cas de l'adultère clandestin, qui était puni à Sparte comme un crime. L'homme avait les yeux crevés, la femme était condamnée à porter un costume spécial, qui la désignait comme adultère, et l'entrée du temple lui était interdite.

Il y a loin de cette pénalité contre l'adultère de l'homme et de la femme, aux deux articles 229 et 230 du Code Napoléon, et l'on voit clairement qu'ici les rédacteurs de notre Code civil sont loin de s'être inspirés des lois de Lycurgue.

Les splendeurs du grand siècle de Périclès rapprochées de l'étroit assujettissement des femmes au Gynécée, semblent donner un démenti à cette assertion souvent répétée (Gide,

Stuart-mill) et qu'on peut résumer ainsi : « L'homme et la société tout entière ont été « dégradés ou relevés, selon que la femme l'a été « elle-même. »

Nous croyons que cette assertion prise dans un sens général, est dans le vrai, et que la contradiction signalée ici n'est qu'apparente.

Sans doute les hommes d'Athènes ont brillé par leur amour passionné de la liberté; sans doute la Grèce de Périclès a eu sa pléiade de grands génies qui ont produit d'éclatants chefs-d'œuvre dans les branches diverses de l'esprit humain. Mais quand on y regarde de près, on découvre des lacunes choquantes dans cette organisation sociale, qui, à tout considérer, ne saurait être présentée comme modèle, et dont personne ne voudrait dans nos démocraties modernes. C'était moins une République, qu'une sorte d'oligarchie où la minorité était libre, éclairée et omnipotente, tandis que la grande majorité de la nation était dans l'ignorance et l'esclavage.

La législation athénienne ne s'était pas préoccupée de la constitution de la famille, non plus de la liberté individuelle.

Au reste, nous avons vu en dehors du Gynécée, un certain nombre de femmes distinguées, vivant au grand jour de la vie publique, exercer leur salutaire influence dans la société athénienne, collaborer aux grandes et belle choses, et con-

tribuer ainsi à cette gloire nationale dont elles pourraient revendiquer leur part.

LA FEMME ROMAINE.

L'étude de la femme romaine nous intéresse particulièrement, parce qu'elle se rattache à une civilisation moins ancienne, et qui a laissé des traces profondes dans notre législation, nos mœurs et notre langage. Nous savons que la France, appelée alors la Gaule, fut conquise par Jules César, dans le même siècle qui a vu naître Jésus-Christ, et qu'elle n'est qu'un débris du vaste empire romain, dont nous ressentons encore la forte empreinte.

Examinons rapidement le rôle que la femme a joué dans les deux grandes périodes de l'histoire romaine.

Nous savons que les premières femmes de Rome furent les *sabines*, captives des guerres entreprises par les audacieux fondateurs de la ville éternelle.

Ces femmes furent si bien traitées par leurs ravisseurs, qu'ont les vit s'interposer entre leurs parents et leurs maris pour faire cesser la guerre. Effectivement, elles avaient été admises dans la cité naissante sur le même pied que les hommes qui leur firent une position honorable. Les travaux pénibles leur furent épargnés, pour les

laisser à une caste esclave que s'étaient créée Romulus et ses compagnons.

La famille fut constituée d'une manière sage et équitable, avec une autorité égale pour le père et la mère. L'homme était le maître absolu à l'extérieur, la femme la maîtresse absolue dans l'intérieur, en communauté de biens avec son mari. Elle était respectée par les lois et les usages, et elle jouit de nombreux privilèges, jusqu'à la *Loi des douze tables*.

On donne ce nom au recueil de lois édictées par les Décemvirs vers quatre cent cinquante ans avant Jésus-Christ, et formant le premier code écrit des Romains.

Ce nom de *Loi des douze tables*, lui vient de ce que les lois furent gravées sur douze tables de pierre, lesquelles furent exposées au Forum.

Ce code primitif, passablement incomplet, n'en a pas moins été la base de tout le droit romain, pendant de longs siècles.

Cette loi des douze tables établit la déchéance de la femme et consacre l'omnipotence de l'homme chef, puisqu'elle s'asseoit sur une seule et unique idée, *Manus*, la main, la puissance dans son expression la plus générale, son symbole le plus rigoureux.

Les biens, les esclaves, les enfants, la femme, tout est sous la main du chef, *in manu*. Chaque famille constitue une société soumise au pouvoir despotique du *Pater-familias*, propriétaire

absolu des biens et des gens de toute sa maison.

Quand la femme romaine était mariée par le *Pater-familias*, pas n'était besoin de son consentement. Le mariage était réglé exclusivement entre ce dernier et le futur auquel était transmise l'autorité paternelle par un cérémonial qui variait suivant qu'il s'agissait d'une patricienne ou d'une plébéeinne.

La patricienne passait sous la main de son mari par une cérémonie religieuse la *confarreatio*, dont le caractère et le symbole sont pleins de dignité et de noblesse, et qui rendait ses enfants aptes aux hautes fonctions sacerdotales.

La femme plébéienne était vendue à son mari par la cérémonie beaucoup plus modeste de la pièce d'airain et de la balance, *peræs et libram*, ou encore elle était acquise *usu*, par la possession d'une année, comme objet mobilier.

Dans ces conditions, le rôle de la femme dans la société ne pouvait être brillant. Néanmoins on a vu quelquefois la matrone romaine intervenir dans les grands évènements de l'histoire et présenter des types remarquables :

Véturie et *Volumnie*, mère et femme de Coriolan, désarment cet envahisseur par leurs larmes et leurs supplications. Le sénat reconnaissant leur érigea un monument.

En cinq cent neuf ans avant Jésus-Christ, la royauté tomba, et cette révolution eut pour cause immédiate l'héroïsme d'une femme. La chaste

Lucrèce, déshonorée par le fils du roi, se poignarda pour ne pas survivre à cette souillure. Ce suicide souleva le peuple qui remplaça la royauté par le Décemvirat.

Ce Décemvirat fut à son tour aboli, grâce à la mort tragique de la jeune et belle *Virginie*, que son père, à la vertu farouche, poignarda pour la soustraire à la séduction du décemvir *Appius Claudius*.

Ces faits attestent des mœurs pures et austères dans les familles patriciennes de la cité. C'était de la matrone des meilleurs temps de la République qu'on avait pu dire cette belle et fière sentense :

Domum Sedebat, Lanam filabat.

Les annales de Rome présentent, çà et là, de nobles caractères de femme.

Tacite parle avec éloge de la veuve de Germanicus, *Agripine*, qui remplit un instant les fonctions de général, ranimant le courage chancelant des légions romaines fatiguées de la guerre.

Livie, excitée par son ambition pour son fils, fait des prodiges d'habileté et de persévérance pour le faire monter sur le trône.

L'épouse de *Sabinus Julius*, *Éponine*, donna l'exemple d'un amour conjugal porté jusqu'à l'héroïsme, en se dévouant avec courage pendant de longues années pour son mari proscrit.

Au milieu de la morale troublée et des cruautés commises, la femme de Trajan, la fille d'Agrippa, ont des vies graves et pures.

La femme de Pline le jeune montre un beau caractère en s'enorgueillissant de la gloire de son époux.

On ne peut oublier la femme de Sénèque, dont le sublime dévouement toucha même le cœur de Néron.

Porcia, la femme de Brutus, qui eut le sauvage courage d'avaler des charbons ardents, pour suivre son mari dans l'autre monde.

La savante *Cornélie*, fille de Scipion l'Africain et veuve de Gracchus, laquelle tenait à Rome un brillant salon, et pour mieux se consacrer à l'éducation de ses douze enfants, refusa de nombreux et illustres prétendants. Les Romains lui élevèrent une statue avec cette inscription : *Cornelia mater Gracchorum*.

Épicharis, une courtisane celle-ci, et conspiratrice contre Néron. Elle préféra endurer les tortures et la mort à la dénonciation de ses complices.

Quelque temps après l'établissement de l'empire romain, la décadence commença, et la société se vit envahir insensiblement par la lèpre d'une hideuse démoralisation. La Rome conquérante est conquise à son tour par les vices honteux des pays qu'elle a soumis. Le luxe devient fabu-

leux, et elle s'endort dans une orgie épouvantable.

Dès ce moment, la femme devient courtisane, esclave et méprisée. Le mariage tombe en discrédit; le vice s'étale à la clarté du jour. Le scandale de l'immoralité est donné par la cour, où règnent effrontément l'inceste et l'adultère.

Un historien a rapporté que la dépravation était tellement générale que le recrutement des jeunes Vestales était devenu impossible dans tout l'empire romain.

Juvénal, Tacite, Martial et Ovide, peignent en traits sanglants le dévergondage des mœurs romaines, en même temps que le luxe désordonné, les prodigalités insensées des riches matrones.

C'est ainsi que la patricienne *Lollia-Paulinia* se montra, dans les splendeurs de son dîner de fiançailles, éblouissante de perles et d'émeraudes, et tellement surchargée de bijoux qu'elle en avait ce jour-là pour 40 millions de sesterses (9 millions de francs).

Pétrone donne beaucoup de détails sur le luxe des femmes romaines, elles avaient des miroirs de la grandeur du corps, ciselés en or, en argent, et garnis de pierreries.

En France, beaucoup de dames riches se contentent du service d'une bonne, femme de chambre; il était loin d'en être ainsi pour les Romaines de distinction, lesquelles avaient :

1° La *flabellefera* dont la mission unique était

de réveiller sa maîtresse en agitant doucement un éventail près du lit.

2° La *distributrice des tâches*, qui avait en quelque sorte la direction du personnel de service.

3° *Cinq ou six habilleuses*, dont chacune était chargée respectivement de la toilette du matin, de la toilette du soir, de la toilette de cérémonie, du galant déshabillé, etc.

4° La *coiffeuse*.

5° L'*ornatrice*, chargée de distribuer avec goût les ornements dans les cheveux.

6° Les *porteurs de litières*.

Indépendamment de ces serviteurs attachés à la personne, il y avait encore un nombreux personnel, pour les soins du palais. Le train de maison des cours royales ou impériales de l'Europe actuelle est peut-être moins compliqué que cela.

Sur la tunique de laine, fine, plus chère que la plus belle soie d'aujourd'hui, les élégantes de Rome portaient la *stole* blanche, retenue sur l'épaule par une agrafe de pierreries ; en outre la *Ralla*, vaporeux manteau de gaze, brodé d'or ou d'argent ; et sur la tête le *Ricinum*, voile carré qui leur retombait sur les épaules.

Leurs pieds étaient chaussés de sandales élégantes, couvertes de pierres précieuses.

L'argent dépensé pour la toilette d'une de ces matrones romaines ferait vivre aujourd'hui une honnête famille bourgeoise.

Les seuls cheveux demandaient les soins de

plusieurs suivantes, en même temps qu'une masse d'ingrédients soit pour les parfumer, soit surtout pour les teindre.

Les nuances préférées des belles romaines devaient être le blond doré, et le blond cendré, parce que ces couleurs sont fréquemment mentionnées dans les vers galants des auteurs. S'il faut en croire Properce, la fantaisie des romaines alla jusqu'à se teindre les cheveux en bleu, avec un certain cosmétique belge.

Du reste les hommes de ce temps-là sacrifiaient aussi à la coquetterie, quand les neiges d'antan avaient blanchi leur chevelure. Témoin l'épigramme lancée par le satirique Martial à un ex-beau de Rome :

Quelle métamorphose insigne !
Tu fais un singulier oiseau !
Hier tu me semblais un cygne,
Aujourd'hui te voilà corbeau !

Ovide a composé sur les fards de ce temps-là, un livre intitulé : *Medicamina faciei*, tout rempli de recettes qui généralement ne sont pas marquées au coin de la science. Je ne veux en citer qu'une pour la signaler à la désapprobation de nos parfumeurs de Paris : *une liqueur souveraine contre les rides était obtenue par la décoction d'un jeune taureau blanc, prolongée pendant 40 jours et 40 nuits.*

Les fragments qui restent du livre d'Ovide ne

sont pas faits pour faire regretter ce qui nous manque.

La mouche assassine était connue et employée à Rome. Ce que nous appelons aujourd'hui le maquillage, était pratiqué en grand par les Romaines qui trouvaient dans le commerce des fards très nombreux, dont quelques-uns étaient vendus à des prix exorbitants. Mais rien ne coûtait à ces riches élégantes pour se procurer ces auxiliaires de la beauté composés dans le but de

Réparer des ans l'irréparable outrage.

Est-il besoin d'ajouter que toutes ces teintures desséchaient la peau et aboutissaient presque toujours à une calvitie précoce? Aussi l'usage des perruques se répandit bientôt dans la classe riche, et alimenta un grand commerce de faux cheveux.

Dans Rome les parfums ont coulé à flots. Les femmes étaient parfumées de la tête aux pieds. Elles en remplissaient leur baignoire, elles parfumaient leurs chevaux, leurs chiens et toutes les salles de leur palais.

Le parfum était l'accessoire obligé de tous les festins. Petrone en parlant du fameux festin de *Trimalcion* raconte que de nombreux esclaves étaient occupés à verser des flots d'essence sur les pieds des convives, et que le plafond s'ou-

vrait à certains moments pour laisser tomber sur la salle une pluie odoriférante.

N'est-ce pas ici l'occasion de répéter la spirituelle boutade du satirique Martial ?

« Que l'on devait finir par sentir mauvais, à force de sentir bon. »

Telle a été la matrone romaine, au temps de Juvénal, de Martial, d'Horace et d'Ovide.

Hâtons-nous de remarquer que cette licence échevelée a coincidé non avec l'émancipation légale de la femme, mais avec une législation oppressive pour elle, on peut en juger par l'historique suivant :

« Nous avons vu le caractère draconien de la « loi des douze tables à l'endroit de la femme. « Dans la suite, cette législation se modifia insen- « siblement, mais sans grand profit pour les per- « sonnes du sexe. Cela est si vrai, que pendant « de longs siècles, la naissance d'une fille, pre- « nait, dans certaines familles pauvres, les pro- « portions d'une véritable calamité. »

Le père eut la faculté de marier sa fille, sans la clause *in manu*, et dans ce cas l'épouse était maîtresse absolue de ses biens, mais elle restait sous la tutelle de son père, et à son défaut des *agnats* (tuteurs choisis parmi les parents masculins). Tant il est vrai que suivant les mœurs et les lois, on considérait la femme comme frappée d'incapacité naturelle et vouée par son sexe à une minorité éternelle.

La tutelle de ces agnats était généralement oppressive, et assez souvent peu honnête, attendu qu'ils ont quelquefois usé de leurs droits pour s'approprier l'argent de la pupille. En outre, chose monstrueuse, l'agnat pouvait céder cette tutelle à qui bon lui semblait, comme son patrimoine.

Plus tard, la tutelle des femmes devient optive par le testament de celui qui la possédait, et la femme peut même devenir tutrice.

L'usage s'établit aussi de donner à la femme une faible dot et de lui constituer la majeure partie de sa fortune en biens paraphernaux, sur lesquels le mari n'avait aucun droit.

Dans l'intervalle de la loi des douze tables au Code justinien, fut édictée la *Loi Voconienne* qui permit aux pères des classes prolétaires, de laisser la totalité de leur fortune à leurs filles. Alors il s'est produit plus d'une fois ce fait signi-ficatif de pères des classes supérieures, préférant renoncer à leurs droits et distinctions pour entrer dans la classe des prolétaires, et pouvoir ainsi léguer tout leur avoir à leurs filles qu'ils aimaient tendrement.

Suivant le *Code Justinien*, les filles ne pouvaient être exclues entièrement de l'héritage paternel ; mais les femmes, ne pouvaient ni ester, ni emprunter en justice.

Le mari pouvait répudier sa femme pour le prétexte le plus futile, pouvoir exorbitant, qui

rendait très précaire la situation de l'épouse, et ne pouvait que contribuer à la démoralisation générale. Cette trop dangereuse facilité de répudiation de la part des hommes, a eu un exemple mémorable donné par l'illustre *Cicéron*, qui renvoya *Térentia* sous le seul prétexte qu'elle n'avait pas pour lui une assez grande affection.

Il y avait même la répudiation simple, par laquelle le mari n'avait qu'à dire : *Dehors femme !* et elle était répudiée.

Martial assure, que de son temps, le mari qui voulait se débarrasser de sa femme, réunissait sa famille ; puis appelant son épouse, lui disait : « Rends-moi les clés, rends-moi ma fortune, emporte la tienne, et sors d'ici, tu n'es plus ma femme. »

Si la répudiation était motivée par l'inconduite de la femme, le mari avait le droit de garder sa dot, et l'épouse ainsi renvoyée se trouvait dans la misère et réduite à vivre de débauche.

L'adultère de la femme était puni d'une manière très sommaire. Le mari qui possédait sa femme suivant le régime *in manu*, pouvait en cas d'adultère la juger, la condamner et la tuer lui même, sans autre forme de procès.

Métellus tua sa femme par la seule raison qu'elle s'était enivrée, triste exemple qui atteste d'un côté combien la femme était peu protégée par la société, et de l'autre que les matrones ro-

maines connurent tous les vices, même le plus sordide, celui de l'ivrognerie.

Le mari qui ne possédait pas sa femme *in manu*, devait en cas d'adultère la renvoyer simplement à sa famille. Le père ou à son défaut l'agnat la jugeait sans appel.

Le complice de la femme pouvait être tué par le mari qui surprenait le flagrant délit, s'il appartenait à une classe inférieure à celle de l'époux outragé. Mais quand il était de même classe ou d'une classe supérieure, le mari n'avait plus que le droit assez bizarre de le garder prisonnier dans sa maison pendant 24 heures. On peut se demander à quel usage servait cette claustration légale de 24 heures; il est probable que le Romain étant assez âpre au gain, demandait une forte rançon.

Les empereurs chrétiens adoptèrent la loi de Moïse qui condamnait à mort la femme adultère.

A Rome le mariage était civil et religieux. Les clauses du contrat étaient sanctionnées par des magistrats et signées par deux témoins.

Comme cela se fait en France, les parents de la jeune fille lui donnaient un trousseau, des bijoux, des meubles et de l'argent. Dans les classes riches, le futur envoyait, dans un coffret élégant, des bijoux, des pierreries, des parfums et des boîtes de fard.

Ajoutons enfin que dans les hautes classes, les

mariages donnaient lieu à des dépenses folles et à un déploiement de luxe inouï.

On offrait aussi à la mariée des esclaves. A la fin du cérémonial du contrat et de la religion, la jeune fille chaussait le cothurne jaune, mettait la ceinture de laine et le voile de pourpre. Les parents et amis assemblés poussaient des cris de joie, le cortège se mettait en marche, et l'on conduisait les époux à leur demeure. Cette conduite se faisait le soir, en grande pompe, et à la clarté des flambeaux. La mariée entrait la première dans la chambre conjugale, vêtue d'une tunique blanche. Elle s'asseyait sur le lit, recouvert d'étoffes précieuses. Le marié venait la rejoindre en entrant par une porte opposée à celle qui avait donné passage à la fiancée. Il portait une tunique de soie, et la chlamide brodée d'or.

Il s'asseyait sur le lit à gauche de la mariée, et lui prenait la main. En ce moment, les assistants entonnaient l'*épithalame*, et se retiraient ensuite en invoquant les divinités favorables à l'hymen.

Notons, pour mémoire, que dans les croyances populaires, le mois de mai était réputé comme un mois néfaste aux mariages.

La théogonie romaine est presque identique à la théogonie grecque. C'est dire que le féminin y avait une large part.

Citons en première ligne *la déesse Vesta*, l'*Hestia* asiatique, qui fut adorée dès les commence-

ments de Rome, dont elle était la protectrice, le bon génie tutélaire de l'État et du foyer domestique.

Symbole de la terre et du feu qui devait ne jamais s'éteindre, le roi Numa déclara que des filles pures et chastes pourraient seules être dignes de servir la déesse. Telle fut l'origine de l'institution *des Vestales*, chargées d'entretenir ce feu éternel, et de remplir certains rites mystérieux. On imposait aux vestales une virginité perpétuelle, mais en retour, elles avaient de grands privilèges. C'est ainsi qu'elles étaient crues sur parole en justice, sans avoir besoin de prêter serment. Elles n'étaient soumises à aucune tutelle, et leur présence suffisait pour sauver la vie aux criminels.

Elles étaient choisies dans les familles honorables et haut placées, et vouées au culte dès l'âge de six à sept ans. La principale fonction de ces vestales était de surveiller nuit et jour le feu sacré, et quand on apprenait que ce feu s'était éteint, la terreur se répandait dans Rome, les affaires s'arrêtaient, et le sénat cessait de délibérer. Le feu sacré était rallumé aux rayons du soleil, à l'aide d'un miroir ardent, et le grand pontife faisait flageller la vestale coupable de ce sacrilège.

Plus grande encore était la panique publique, dans le cas, très rare d'ailleurs, où une vestale avait violé son vœu de chasteté. L'empire était

alors menacé des plus terribles fléaux. La vestale et son complice étaient punis d'une manière cruelle. La vestale était enterrée toute vivante au milieu des imprécations de la foule, tandis que le complice était battu en public, à coups de verges, jusqu'à ce que mort s'ensuivît.

Qu'il nous suffise de citer les autres déesses adorées dans l'empire romain, à des titres divers :

Junon ou la brillante, qui eut de nombreux temples.

Cérès ou *Libera*.

L'Aphrodite, adorée sous les deux noms de *Victrix* et *Genitrix*.

Cybèle, adorée sous le nom de *Magna mater*.

Tacita, divinité infernale.

Fauna et *Palès*, déesses des troupeaux.

Les *Lupercales* et les *mystères d'Isis* étaient les deux grandes fêtes religieuses, qui, pendant les derniers temps de l'empire, furent marquées par des scènes de débauche.

Les *sybilles* et les *magiciennes* furent nombreuses à Rome, où le peuple était très superstitieux. Ces femmes passaient pour avoir le secret de converser avec les morts et de prédire l'avenir ! Nous avons eu, en France, l'équivalent de ces femmes, dans les sorciers et sorcières du moyen âge.

Telle a été la condition des femmes dans les quatre grandes civilisations de l'antiquité. De

cette étude, détachons les généralités suivantes :

L'assujettissement de la femme ne date pas absolument du commencement du monde, comme on l'a cru longtemps. Le dogme de son infériorité originelle, adopté par un seul peuple, est battu en brèche par la Genèse de tous les autres. En Grèce, la destinée des femmes a subi des fluctuations suivant le milieu où elles ont vécu. Nous avons vu la femme honorée et respectée dans la marche ascendante des nations, tandis que plus tard sa décadence et son esclavage ont marché de front avec la décadence et la démoralisation des hommes.

Le luxe public et privé n'est nullement une particularité des temps modernes. Partout et toujours les femmes riches ont pratiqué le culte de la toilette pour leur personne et du luxe pour leur habitation. Dans les sociétés antiques ou modernes, le moraliste et le législateur ont mieux à faire que de provoquer ou édicter des lois somptuaires, en prônant la simplicité patriarcale ou lacédémonienne comme l'idéal de l'humanité. Sans doute, dans le luxe, comme en toutes choses, l'excès est pernicieux. Mais, qui pourra dire où commence l'excès? Voltaire a dit : « Dans un pays où tout le monde allait pieds nus, le premier qui se fit faire une paire de souliers avait-il du luxe? N'en est-il pas de même de celui qui eut la première chemise? » On a

déclamé contre le luxe depuis deux mille ans, en vers et en prose, et on l'a toujours aimé.

Enfin, nous signalerons surtout cette vérité mise en lumière par notre rapide esquisse. Dans le passé, le hasard, les circonstances, ou la naissance ont placé la femme dans toutes les positions sociales, sans en excepter les plus difficiles et les plus élevées; et nous avons vu qu'en différents temps et en différents lieux, il s'est trouvé des femmes qui se sont montrées à la hauteur des tâches que la destinée leur avait confiées dans toutes les sphères de l'activité humaine.

Dans maintes occasions, du cœur féminin ont jailli des étincelles accusant le feu sacré des grandes vertus sociales, des nobles sentiments de l'humanité. Aux époques les plus lointaines de la civilisation, l'intelligence de la femme a eu de ces éclairs qui semblent attester la valeur intrinsèque de son sexe, et affirmer son droit à la vie et à la lumière.

Un auteur anglais a écrit ces lignes significatives :

« Beaucoup de femmes ont brillamment gou-
« verné les hommes, particulièrement dans
« l'Inde. Quand une principauté de l'Inde est
« gouvernée avec vigueur, vigilance et économie,
« quand l'ordre y règne sans oppression, quand
« la culture des terres y devient plus éten-
« due, et le peuple plus heureux. C'est trois fois

« sur quatre parce qu'une femme y règne. Ce
« fait que j'étais loin de prévoir, m'a été révélé
« par une longue pratique des affaires de l'Inde.
« Il y en a beaucoup d'exemples, car bien que
« les institutions indoues excluent les femmes du
« trône, elles leur donnent la régence pendant la
« minorité de l'héritier, et ces minorités sont
« fréquentes dans un pays où les princes péris-
« sent prématurément victimes de l'oisiveté et
« de la débauche. Quand on songe que ces prin-
« cesses ne pouvaient, dans leur position, rece-
« voir aucune éducation spéciale, on reste con-
« vaincu qu'elles présentent un exemple saisis-
« sant de l'aptitude notable des femmes pour le
« gouvernement. »

Qu'était la femme dans les temps préhistoriques ? Les documents font naturellement défaut. Mais on peut s'en rendre compte par analogie. La femme primitive a dû être hélas ! ce qu'elle est aujourd'hui dans les peuplades encore sauvages, telles que les ont trouvées les explorateurs Livingstone, Speke, Stanley, Soleillet, marquis de Compiègne, dans le vaste continent africain. Là, le toit domestique n'existe presque pas. La tribu est errante. L'activité de la femme, comme celle de l'homme, se porte au dehors, et lutte incessamment pour l'existence. L'homme poursuit le gibier, et le frappe de ses flèches. La femme rapporte la proie sur ses épaules. La femme, l'être faible, est le portefaix, la bête de

somme. Là prévaut brutalement le barbare axiome : *La force prime le droit.*

Toutes les peuplades non civilisées ont dû passer par cette phase lamentable pour le sexe faible.

DEUXIÈME DIVISION

LA FEMME DANS LE PRÉSENT, OU LA FEMME D'AUJOURD'HUI.

Dans cette section, nous n'avons pas seulement étudié la femme actuelle au point de vue familial et social, nous avons cru devoir l'envisager aussi sous le rapport scientifique et naturel, et par là déblayer le terrain, éclairer la voie et préparer la solution du problème cherché.

Un problème bien posé est à moitié résolu.

L'étude éminemment complexe de la condition des femmes présente de nombreux points de vue qui ressortissent des sciences médicales et anthropologiques, et les questions morales et sociales ont souvent leur origine dans les faits d'histoire naturelle.

LA FEMME.

Histoire naturelle et physiologique.

Les deux sexes, dans l'espèce humaine, présentent quelques différences qui ne se manifestent qu'à une période avancée de la vie fétale, et qui s'atténuent ensuite dans la vieillesse. Il semblerait que la côte d'Adam est chargée d'une mission, et que, l'ayant accomplie, elle s'efforce de rentrer dans le rang.

La différence de la femme à l'homme se retrouve dans le squelette. Le squelette de la femme est généralement plus petit, plus grêle, plus délicat. La différence moyenne en hauteur est de 10 à 12 centimètres, et en poids de 15 à 20 0/0. Chez la femme, le corps des vertèbres est surbaissé, les apophyses moins accentuées, le sternum plus long et plus étroit, la cage thoracique moins large. Les saillies transversales de la face interne de l'omoplate sont moins prononcées; moins prononcées aussi les courbures en S de la clavicule. Mais il faut dire ici que toutes les aspérités donnant naissance aux muscles sont moins prononcées sur le squelette de l'homme de bureau que sur celui de l'ouvrier, parce que les parties osseuses se développent en raison de l'activité déployée par les muscles.

C'est surtout le bassin qui offre des différences caractéristiques d'un sexe à l'autre, mais ici à l'avantage de la femme, où il est sensiblement plus grand, particularité que réclamait la fonction génératrice dans la gestation.

Le crâne a un volume et une capacité moindres chez la femme. Selon le savant *Morcelli*, le poids des deux crânes féminin et masculin est dans la proportion de 85 à 100. Le cerveau de la femme a un volume moindre de 2 0/0.

Cette différence encéphalique de la femme à l'homme est une objection aux féministes qui peut paraître grave, à cause de son caractère scientifique, puisqu'elle semble établir physiquement l'infériorité intellectuelle de la femme. Cette objection demande qu'on si arrête un peu.

Tout d'abord on peut citer les paroles du savant docteur *Louis Bûchner :* « Pour déterminer « la valeur intellectuelle d'un cerveau, il faut « tenir compte non seulement de sa grandeur ou « de sa circonférence, mais tout autant, si non « plus, de sa texture intime, etde la délicatesse de « chacune de ses parties. Il ne répugne donc pas « de supposer que, sous ce rapport, le cerveau « féminin l'emporte sur le cerveau masculin, au- « tant qu'il est primé par lui en volume, et cela « concorde avec la finesse, la délicatesse plus « grande du corps féminin. »

Nous dirons que le fait lui-même pourrait être contesté puisque nous savons que de tous les

cervaux humains qui ont été pesés, le plus lourd en poids a été celui d'une femme, lequel pesait 2 kil. 200 grammes, c'est-à-dire 400 grammes de plus que celui du grand *Cuvier*, le plus lourd pourtant de tous les cervaux d'homme rapportés dans les livres.

Il n'est pas constaté que le cerveau de la femme soit plus petit que celui de l'homme, toutes choses égales d'ailleurs. Cette conclusion ne saurait découler rigoureusement de cette particularité que le crâne féminin a généralement des dimensions moindres que le crâne masculin. A ce compte, les géants de nos foires seraient bien supérieurs en intelligence à feu Thiers. L'éléphant, la baleine, le cachalot seraient prodigieusement au-dessus de l'humanité.

En outre, les différences qu'on a observées dans les deux squelettes peuvent être rapportées, dans une large proportion, aux circonstances au sein desquelles s'écoule la vie des femmes. C'est ainsi que cette infériorité crânienne pour la femme est beaucoup moins sensible dans les races préhistoriques que dans nos races contemporaines. C'est ce qui a été relevé dans le célèbre mémoire de L'antropologiste *Broca* sur les crânes de la caverne de l'homme mort :

« D'un coté les progrès de la civilisation tendent généralement à assurer à la femme la « protection de l'homme et à la dispenser des « travaux fatigants, pendant que l'homme lutte

« au dehors pour l'existence. Cette femme civili-
« sée se trouve donc, par rapport à l'homme,
« des conditions assez analogues à celle de dans
« l'homme civilisé qui, soutenu par la société,
« se trouve par rapport au sauvage qui ne se
« soutient journellement que par ses propres
« forces. On trouve dans l'état social de la femme
« civilisée des conditions de nature à exagérer
« la différence qui existera naturellement entre
« le volume de son cerveau et celui du cerveau
« de l'homme.

« Ces conditions n'existent généralement pas
« chez les sauvages où les femmes prennent part
« aux travaux, aux luttes, et aux dangers de la
« tribu. Elles subissent presqu'à l'égal de l'homme
« les lois de la sélection naturelle. Un des crânes
« féminins de la caverne de l'homme mort, por-
« tait des traces indiquant que la tête avait été
« fendue par un coup de hache. »

C'est d'ailleurs un fait bien connu, que chez beaucoup de peuplades sauvages, la constitution de la femme diffère bien moins que chez nous, de celle de l'homme.

L'argument tiré de la différence de capacité crânienne d'un sexe à l'autre, perd donc beaucoup de sa valeur.

Les organes sexuels ne sont pas les seuls caractères qui distinguent la femme de l'homme. Sa taille est plus petite, sa tête moins volumineuse proportionnellement, sa poitrine plus

étroite, et son bassin beaucoup plus large, ainsi que nous venons de le dire à propos du squelette. La bouche de la femme est plus petite, ses fesses plus relevées et ses cuisses plus rondes. Tous ses membres sont plus délicats et plus arrondis, ses mains moins grosses, ses doigts plus effilés et plus agiles, sa marche toute particulière à cause de la plus grande étendue transversale du bassin et de la disposition de la tête des fémurs.

La peau de la femme est remarquable par sa blancheur, son éclat et sa douceur. Les poils qui la recouvrent sont fins et peu abondants, excepté à la tête, où les cheveux prennent un accroissement considérable. Ses épaules, son sein, et toute la surface du corps présentent des contours arrondis et les formes gracieuses qui caractérisent ce sexe, particulièrement chez les nations des climats tempérés.

Voilà pourquoi la forme féminine a été et sera considérée comme l'idéal du beau dans les arts plastiques. De là cette beauté du corps de la femme, qui fut, chez les peuples du paganisme, l'objet d'un culte religieux sous les symboles de *Junon*, de *Diane* et *de Vénus!* Cette beauté qui exerça le ciseau et les palettes des grands artistes de la Grèce et de Rome, et leur inspira ces immortels chefs-d'œuvre admirés du monde entier.!

Le système musculaire est généralement peu développé chez les femmes, qui ont moins de

force corporelle que l'homme. C'est ce qui a fait dire qu'elles sont impropres aux fatigues de la guerre et aux pénibles travaux de certaines professions.

La voix de la femme, souvent d'une octave plus aiguë que celle de l'homme, est d'un timbre plus agréable, et se prête mieux au chant. C'est là une particularité assez remarquable parce qu'elle ne se trouve chez aucune autre femelle de la série animale. Nous savons que dans les espèces volatiles, il y a un certain nombre d'oiseaux chanteurs, à des degrés divers, depuis la touterelle rieuse, et le ramier roucoulant, jusqu'à l'incomparable rossignol. Ce talent que leur a départi la nature est invariablement l'apanage exclusif des mâles. Certains insectes présentent une particularité analogue; dans le genre cigale, le mâle seul chante, non avec la bouche, mais avec le ventre ; la cigale femelle est muette. Rien de cela ne se rencontre chez la femelle de l'homme. Le mutisme n'est pas le défaut dominant des femmes.

L'organe le plus important chez les femmes est l'utérus, vulgairement appelé matrice. Lequel utérus imprime à leur moral un caractère particulier.

Douées d'un système nerveux prédominant, leurs sens ont une finesse extrême. Elles jouissent d'une sensibilité exquise qui rend leurs sensations plus multipliées, plus vives et plus

rapides, mais d'une courte durée, parce qu'une impression nouvelle en efface bientôt une autre. Cette disposition du système nerveux rend chez les femmes les sympathies pathologiques plus actives.

Le système sanguin n'a pas chez les femmes autant d'énergie qu'il en présente chez les hommes. Aussi les affections qui les atteignent sont-elles moins graves et moins aiguës que chez ces derniers.

Cette différence tient peut être aux bienfaisantes évacuations dont la nature les a pourvues pendant la plus belle partie de leur existence. Il est très rare d'observer la constitution bilieuse chez les femmes.

Les maladies nerveuses et les affections mentales sont plus communes chez elles que chez les hommes. En revanche, les femmes sont plus rarement que nous affectées de la pierre et des maladies des voies urinaires. La goutte ne les atteint que très rarement.

Il est d'observation que pendant l'état de grossesse, elles échappent souvent aux épidémies les plus meurtrières. Enfin des faits innombrables prouvent que la plupart de leurs maladies se terminent par l'apparition de leurs règles, ainsi que l'avance l'aphorisme bien connu :

In mulierum morbis, menstruis erumpentibus solutio fit.

Les maladiesqui sont particulières aux femmes sont celles qui les atteignent :

1° A l'époque de la puberté.

2° Pendant la grossesse.

3° Au temps de l'accouchement.

4° A l'arrivée de l'âge critique.

Puberté.—Elle arrive à un âge très variable pour les climats et s'annonce par trois phénomènes principaux ; le gonflement des seins, la naissance des poils au pubis, et l'apparition des règles. Cette apparition des menstrues est quelquefois anormale et accompagnée de certaines maladies, comme l'aménorrhée, la dysménorrhée, la leucorrhée, la ménorrhagie, la chlorose, l'hystérie.

Des soins intelligents, un régime convenable préviennent ces maladies ou en atténuent beaucoup l'intensité. L'hystérie par exemple est beaucoup plus rare, aujourd'hui que la société est plus sérieuse.

Grossesse. — Une éducation où l'hygène aura sa large part sera toujours un puissant préservatif contre les nombreuses incommodités dont souvent la jeune femme paye les plaisirs qui lui procure la maternité.

Accouchement. — Assez souvent l'accouchement demande les secours de l'art. C'est alors que l'on

peut connaître toute l'énergie du caractère des femmes pour supporter la souffrance. Combien le sentiment de la maternité augmente leurs forces !

La grossesse, l'accouchement sont d'ailleurs des fonctions naturelles, qu'il serait barbare d'imputer à mal aux femmes, et qui appellent au-contraire la sympathie et la déférence de la société tout entière. Les anciens ont porté loin ce respect de l'état de grossesse. Un criminel qui entrait dans la maison d'une femme enceinte avait la vie sauve.

Age critique. — C'est le nom donné à l'époque où cesse définitivement la menstruation des femmes. Cette particularité qui apparait de quarante-cinq à cinquante ans, apporte de notables changements dans le physique de la femme, parfois aussi dans son moral. L'embonpoint augmente, le visage se couvre quelquefois de poils rudes comme la barbe de l'homme ; les cheveux perdent leur éclat et commencent à blanchir. Les rides sillonnent le visage.

En définitive, il reste fort peu de chose de cette beauté idéale qui a tant de fois exercé le pinceau des peintres et la muse des poètes. L'influence de la femme, son rôle dans la famille et la société, sont-ils donc évanouis? Une parole grave a été prononcée au XVIII^e^ siècle par un éminent publiciste : Montesquieu a dit dans l'*Esprit des Lois :* « La nature qui a distingué les hommes

par la force et la raison, n'a mis à leur pouvoir d'autres termes que cette force et cette raison. Elle a donné aux femmes des agréments et a voulu que leur ascendant finit avec ces agréments. »

Une pareille opinion ne saurait prévaloir. Les trois quarts de la vie des femmes se passent à n'avoir pas encore ces agréments, ou à ne les avoir plus. Leur rôle se résumerait donc en deux mots : *attendre* et *regretter*.

Non, il n'est pas vrai que l'ascendant de la femme soit condamné à expirer sur le seuil de la cinquantaine. Quand un heureux naturel, une bonne éducation, un esprit cultivé lui auront donné la conscience de sa dignité et de son importance dans le monde, la femme pourra, sans trop s'amoindrir, doubler ce cap des tempêtes. Si elle a perdu ces avantages corporels qui augmentaient sa puissance, elle doit avoir conservé cette influence que donnent les charmes et les qualités du cœur.

La neige des cheveux a bien sa beauté, sa poésie.

Plaignons les femmes qui, voyant s'évanouir cette beauté éphémère, sur laquelle elles ont trop compté, tremblent de voir s'échapper entièrement leur pouvoir, et s'éloigner les hommages qui les entouraient. Oubliant ce qu'il leur reste encore d'empire, elle contribuent à le perdre en devenant méchantes et acariâtres. Cette dis-

position morale ne peut qu'aggraver les accidents auxquels les femmes sont exposées à cette époque de leur existence ; telles sont les congestions sanguines, les hémorragies internes, les tumeurs cancéreuses aux mamelles et à l'utérus, l'hydropisie, etc.

Arrivées à cette époque critique, les femmes ont besoin d'observer avec exactitude toutes les règles de l'hygiène.

Les femmes vivent un peu plus que les hommes, c'est-à-dire que dans une génération, on trouve plus de vieilles femmes que de vieillards. C'est ce qu'ont démontré les statistiques faites en Europe. Il est à croire qu'il en est ainsi dans les autres parties du monde, du moins pour les peuples vivant en société, notamment pour les Chinois. Voltaire rapporte que l'impératrice *Yong-tching* ayant fait des libéralités aux pauvre femmes de la Chine qui passaient 70 ans, on compta dans la seule province de Canton parmi celles qui reçurent ces présents, 98,222 femmes de 70 ans passés; 40, 893 âgées de plus de quatre-vingts ans, et 3,453 d'environ cent années.

Par contre, la jeunesse des femmes est plus courte que celles des hommes.

CONCLUSIONS DE CET ARTICLE.

Ce qui précède est une réponse à cette question souvent posée dans le monde. La femme n'est-

elle pas empêchée par son organisation spéciale de remplir un certain nombre de professions ?

Les particularités biologiques qui distinguent les deux sexes, sont loin d'être considérables, et n'ont rien de concluant contre la femme. Sa force musculaire est moindre, mais cette différence n'a rien d'absolu, s'atténue beaucoup par l'exercice. Témoin ce fait que les hommes de bureau et les petits crevés de nos grandes villes ont des membres plus faibles que nos robustes campagnardes. Rien, dans les données scientifiques, ne permet d'admettre une incapacité déterminée des femmes.

On a opposé les maladies spéciales au sexe féminin, Mais nous avons vu que d'un autre côté, les femmes sont exemptes de certaines maladies qui affectent spécialement les hommes, telles que la cystite, la goutte et les maladies du foie. D'ailleurs, un fait biologique a été mis en lumière par la statitisque, à savoir que si les femmes sont plus souvent malades que les hommes, leurs maladies sont plus courtes, et en somme moins gênantes pour le travail. Suivant une étude de morbosité fait en 1880 par d'éminents économistes d'Italie, au sujet des institutions de prévoyance, la moyenne des journées de maladie a été pour les hommes de 18, 73 jours, et pour les femmes de 14, 41 seulement.

LA FEMME EN LÉGISLATION.

C'est une opinion généralement accréditée dans le monde, que les hommes ayant fait les lois, les ont faites pour leurs intérêts, en s'arrogeant la part du lion. Cette opinion exagérée quelquefois dans ses échos, n'est pas dénuée de fondement. Sans doute il serait difficile de signaler un pays où la condition des femmes soit environnée de plus de dignité qu'en France; sans doute, les conquêtes de la civilisation ont lentement modifié les codes et les mœurs et amélioré les conditions de son existence; sans doute la distance de l'homme à la femme est bien différente de ce qu'elle fut sous Périclès ou du temps des Césars. Mais tout n'est pas pour le mieux dans les lois qui concernentl a femme et il reste beaucoup à faire pour que sa situation légale n'ait rien à envier à celle de l'homme.

La société française est régie depuis 78 ans par le Code civil, aussi appelé Code Napoléon, lequel fut élaboré et promulgué au commencement de ce siècle par les ordres du premier consul Bonaparte. Ce recueil, précieux monument des conquêtes de la grande révolution de 89, a été adopté par la plupart des États européens et consacre dans les rapports sociaux un immense progrès sur le passé. Quelques modifications y ont été apportées sous les gouvernements divers qui se sont

succédé en France depuis sa promulgation ; mais rien ou presque rien, n'a été changé en ce qui concerne directement les femmes. Un seul point a subi un remaniement, le divorce qui, admis dans le Code civil de 1803, a été aboli sous le gouvernement de Louis XVIII, en 1816.

Notre législation actuelle, fut le produit de la Révolution qui a été fille de l'Encyclopédie. Dans l'une comme dans l'autre, la France fut traversée par un courant libéral, brillant d'espérances pour la femme. De grands écrivains se sont montrés pour donner plus d'ampleur au mouvement général d'émancipation et en faire bénéficier les deux sexes.

Des publicistes de l'Encyclopédie avaient écrit :

« La société dépend des femmes, tous les « peuples qui ont le malheur de les enfermer « sont insociables. »

VOLTAIRE.

« Il serait difficile de démontrer que l'autorité « du mari vienne de la nature, parce que ce prin- « cipe est contraire à l'égalité naturelle des « hommes et des femmes, et de cela seul qu'on « soit propre à commander, il ne s'en suit pas « qu'on en ait actuellement le droit.

« Les divers préjugés sur le rapport de l'excel- « lence de l'homme à la femme ont été produits

« par les coutumes des anciens peuples, les sys-
« tèmes politiques, et les religions. »

Le cahier des doléances et réclamations des femmes daté de 1789, contient une énergique revendication des droits civils et politiques.

Plus tard, Sieyès et Condorcet ont réclamé avec une chaleureuse éloquence, une place pour la femme plus digne d'elle, dans le Code et dans la société :

Voici un passage d'un long article écrit dans le *Journal la société* en 1789, par le grand philosophe, sur l'admission des femmes au droit de cité :

« Les droits des hommes résultent de ce qu'ils
« sont des êtres sensibles suceptibles d'acquérir
« des idées morales et de raisonner sur ces idées.
« Ainsi les femmes, ayant ces mêmes qualités, ont
« nécessairement des droits égaux. Ou aucun in-
« dividu de l'espèce humaine n'a de véritables
« droits, ou tous ont les mêmes ; et celui qui vote
« contre le droit d'un autre, quel que soient sa
« religion, sa couleur ou son sexe, a dès lors ab-
« juré les siens. »

Il est permis de croire que ces illustres interventions auraient eu des échos dans l'opinion publique, et auraient fini par ébranler les nouveaux législateurs. Nous savons tous que le mouvement révolutionnaire a été enrayé par l'arrivée au pouvoir suprême du général Bonaparte.

La femme n'avait rien à espérer de l'autocrate

qui fut un grand guerrier, mais un grand ennemi du féminin, et pesa de tout son génie autoritaire sur les rédacteurs du Code qui porte son nom.

Lors de la discussion de ce Code, au Sénat, n'a-t-il pas prononcé cette phrase typique?

« Il est une chose qui n'est pas française, et qui ne saurait le devenir. C'est que la femme puisse faire ce qui lui plaît. »

Précédemment, après son retour de la campagne d'Égypte, il avait fait à une question de la baronne de Staël, cette réponse peu courtoise : « Les femmes sont données à l'homme pour faire, non des livres, mais des enfants. »

Les articles de notre Code concernant la femme furent rédigés sous l'influence du maître.

Bonaparte était dans son rôle. Le despotisme du foyer s'alliait assez bien avec le despotisme des Tuileries.

Le nouveau Code de 1803, sauf sur quelques points, a continué de sacrifier la femme en la rejetant hors du droit commun.

En face de notre législation actuelle, la femme peut être envisagée de la manière suivante :

Avant le mariage.

Pendant le mariage.

Après le mariage.

Et comme femme d'une manière générale.

1° LES FEMMES AVANT LE MARIAGE.

Pour l'âge de majorité, le droit aux héritages, la faculté de tester, de contracter, la jeune fille est traitée sur le même pied que l'homme. Elle a même sur celui-ci certains avantages, tels que 1° la liberté de se marier à l'âge de quinze ans, les garçons ne pouvant le faire qu'à dix-huit ans accomplis ; 2° la liberté de se marier à vingt et un ans, sans le consentement de ses père et mère, tandis que le fils ne peut se dispenser de ce consentement qu'après vingt-cinq ans révolus.

En outre, les formalités des actes respectueux ne sont prescrites pour les filles que jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans. Les fils ne peuvent s'en affranchir qu'après l'âge de trente ans.

Mais il est une circonstance où la loi manque de protection pour la jeune fille; c'est quand celle-ci a été séduite et qu'elle devient fille mère. Notre législation lui interdit toute action judiciaire contre le séducteur, qu'il soit marié ou célibataire. La recherche du séducteur comme celle du père de l'enfant naturel sont défendues tant de la part de celui-ci ou de son tuteur, que de la part de la fille mère qui a été séduite. Cette dernière est pourtant recherchée d'office par le parquet, quand elle a abandonné ou exposé son enfant. Dans ce cas, elle est passible du Code pénal. Sur ce point l'homme est

favorisé par le Code au détriment de la femme. L'homme et la femme ne sont pas égaux devant la loi. Cette loi n'intervient que dans le cas de proxenétisme habituel, c'est-à-dire dans le cas d'excitation à la débauche de la jeunesse pour le compte d'autrui, comme l'indique la rédaction de l'article 334 du Code pénal : Quiconque aura attenté aux mœurs, en excitant, favorisant ou facilitant habituellement la débauche ou la corruption de la jeunesse de l'un ou l'autre sexe, au-dessous de l'âge de 21 ans, sera puni d'un emprisonnement de six mois à deux ans, et d'une amende de cinquante francs à cinq cents francs.

Enfin, il est dans la société une catégorie spéciale de femmes assurément fort peu intéressantes, mais qui n'en sont pas moins des créatures humaines, aux yeux du philosophe. Les prostituées de nos grandes villes, tolérées, reconnues, réglementées par le gouvernement, sont placées hors la loi, et ne relèvent que de la police des mœurs.

2° LES FEMMES PENDANT LE MARIAGE.

La femme majeure et célibataire est libre de sa personne, de ses actions et de ses caprices. Elle est seule maîtresse de ses biens qu'elle gère à sa guise, sans avoir de compte à rendre à personne. Elle ne relève que de sa conscience. Mais il est

loin d'en être ainsi, quand elle contracte mariage. Alors, au point de vue légal, la scène change considérablement.

Regardons cette jeune fille le jour de son mariage :

En voyant cette toilette blanche, cette couronne de fleurs, ce visage radieux, ce long voile vaporeux qui semble l'idéaliser, on se prend à rêver aux anges. Assurément cette éblouissante fiancée qui ne voit autour d'elle que des visages souriants, à qui tous, parents et amis, semblent promettre toutes les félicités terrestres. Assurément cette reine du jour qui, peut-être, dans les secrets de son cœur, a caressé l'image d'une émancipation mondaine à travers l'eden matrimonial. Cette fiancée, disons-nous, est loin de soupçonner les redoutables fléaux que le Code civil recèle dans ses flancs à son endroit, et que le mariage pourra déchaîner sur elle au nom de la loi. Le spectateur réfléchi ne peut manquer de voir flamboyer cette autre épée de Damoclès que suspend sur la tête de la mariée le magistrat civil, quand il prononce les paroles sacramentelles :

Au nom de la loi, vous êtes mariés.

A cette heure solennelle entre toutes, la femme française, majeure ou mineure, perd son nom, son indépendance, enchaîne outre sa personne et ses biens, sa volonté à une autre volonté. Elle abdique sa personnalité, son autonomie, le soin de défendre ses intérêts, le tout en faveur

de son mari, pour s'identifier avec lui et confondre son existence avec la sienne.

Le mari devient son suzerain, le maître auquel la femme doit obéissance de toute la vie. de tous les instants, qu'elle devra suivre partout, même quand il lui ordonnera de quitter son pays, sa famille, ses amis, pour aller par delà l'Océan, résider à l'étranger, aux antipodes, sous des climats meurtriers, dans des contrées infestées de maladies contagieuses ou épidémiques.

Cette dictature qui a nom, *puissance maritale*, qui met l'épouse à la merci de l'époux. L'homme en est investi par le contrat civil. C'est ce qui ressort des articles 213, 214, 215, 217 du Code français.

La vassalité de la femme mariée est encore consacrée et déterminée dans les autres articles qui suivent :

Article 215. La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation de son mari, quand même elle serait marchande publique ou non, commune, ou séparée de biens.

Article 217. La femme non commune ou séparée de biens, ne peut donner, aliéner, hypothéquer, acquérir à titre gratuit ou onéreux, sans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit.

Article 373. Le père seul, pendant le mariage, exerce l'autorité sur les enfants jusqu'à leur majorité ou leur émancipation.

Article 148. Les enfants ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère. En cas de dissentiment, le consentement du père suffit.

Article 1421. Le mari administre seul les biens de la communauté. Il peut les vendre, les aliéner, les hypothéquer sans le concours de la femme.

Article 1422. Le mari peut disposer des effets mobiliers à titre gratuit et particulier au profit de toute personne.

Article 1428. La femme séparée de biens, reprend la libre administration de ses biens. Elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner. Elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari, ou sans être autorisée en justice, à son refus.

Article 1538. Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou à son refus, sans être autorisée par justice.

Pour toutes les femmes mariées qui meurent avant leur mari, c'est la mise en tutelle à perpétuité. Elles sont mineures, aussi bien à 60 qu'à 18 ans.

A cette exorbitante autocratie, qu'on peut appeler l'autorisation donnée au mari indigne ou incapable, de martyriser sa femme, de la ruiner, elle et ses enfants, la loi apporte quelques restrictions. Telles sont l'hypothèque légale, la fa-

culté laissée à la femme de se marier sous le régime dotal, de constituer les biens paraphernaux, et d'obtenir la séparation de corps et de biens.

Cette séparation doit être poursuivie en justice et ne peut l'être que par la femme seule. Ajoutons que cette instance en séparation est assez coûteuse, et hérissée de nombreuses formalités, dans le but déclaré de sauvegarder l'intérêt des tiers.

Abordons ici la dissemblance frappante que le Code établit entre l'époux et l'épouse relativement à l'adultère. Cette dissemblance résulte de la comparaison des deux articles 229 et 230 du Code civil et les articles 337 et 339 du Code pénal.

Article 229. Le mari pourra demander la séparation pour cause d'adultère de sa femme.

Article 230. La femme pourra demander la séparation pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune.

Article 337. La femme, convaincue d'adultère, subira la peine de l'emprisonnement pendant trois mois au moins et deux ans au plus.

Article 339. Le mari qui aura entretenu une concubine dans la maison conjugale, et qui aura été convaincu sur la plainte de sa femme, sera puni d'une amende de 100 francs à 2,000 francs.

L'adultère de la femme est toujours une cause de séparation et dans tous les cas passible d'em-

prisonnement. Quant au mari, l'adultère ne devient légalement répréhensible que dans la circonstance monstrueusement aggravante d'une concubine entretenue au foyer conjugal. Dans ce cas encore, l'adultère de l'époux n'entraîne qu'une amende de 100 francs à 2,000 francs.

On a expliqué cette différence de traitement de la part du législateur par les conséquences qu'entraîne l'adultère dans l'un et l'autre cas. Il n'en est pas moins vrai qu'en droit naturel, l'adultère, tant du côté du mari que du côté de la femme, est toujours une violation essentielle des lois du mariage.

La dissemblance est flagrante et a été l'objet de violentes attaques contre les rédacteurs du Code.

3° LES FEMMES APRÈS LE MARIAGE.

La femme, que la mort du mari rend veuve, recouvre la liberté quant à ses biens et quant à sa personne. Elle rentre en possession de tous les droits civils qui appartiennent à la célibataire majeure.

Si elle a des enfants mineurs de son mariage, la tutelle lui appartient de droit, article 390 du Code civil, et par suite, elle exerce sur eux, en place du mari décédé, tous les droits de la puissance paternelle, y compris les droits de jouis-

sance et d'administration de leurs biens personnels. Articles 384, 385 et 477 du Code civil.

Une restriction temporaire est apportée à cette indépendance qui assimile la veuve à la célibataire majeure. L'article 228 lui interdit de contracter un second mariage avant un délai de dix mois révolus depuis la mort du premier mari. Cette sage précaution est légitimée par la crainte d'une confusion de part.

Mais voilà où la loi change sa prévoyance en suspicion. Si la veuve mère se remarie, elle perd le droit de correction paternelle. La tutelle des enfants du premier mariage est remise en question. Un conseil de famille s'assemble pour décider si elle lui sera enlevée.

A défaut de parents au degré successible, le mari et la femme succèdent réciproquement aux biens l'un de l'autre.

LA FEMME EN GÉNÉRAL.

En outre des dispositions légales que nous venons de passer en revue, et qui envisagent la femme, selon qu'elle est jeune fille, mariée ou veuve, il en existe quelques autres dans le Code français, qui visent directement le sexe féminin.

Depuis un temps immémorial, la femme française est exemptée de tout service militaire, fa-

veur qu'elle partage avec les autres femmes de toutes les nations européennes.

Sur tous les autres points où elle est visée, notre législation lui est défavorable. Nous savons tous que les femmes sont exclues d'une manière absolue des droits politiques. Elles ne sont ni éligibles, ni électeurs à aucun degré, et dans aucun genre d'élections. Pas même pour les élections municipales et les élections consulaires.

Les femmes ne sont pas non plus admises à faire partie de nos jurys de justice criminelle.

Jusque-là, on leur a également interdit l'accès aux hautes fonctions publiques, dans l'ordre administratif comme dans l'ordre judiciaire.

Depuis un certain nombre d'années, on a dérogé à cette sévérité contre la femme, pour un petit nombre de modestes emplois. Bureaux de tabac, postes et télégraphes.

Ajoutons ici que tout récemment, les femmes ont emporté, de haute lutte, les redoutes universitaires que leur opposaient les mœurs ou les règlements, et qu'on leur a ouvert les portes de la médecine.

La lutte s'est d'abord engagée sur le terrain du baccalauréat, en la personne de M^lle^ *Julie Daubié*, la première candidate qui se présentait devant les facultés. Le recteur prétendait que les femmes ne pouvaient pas être admises au baccalauréat, parce que c'était contraire à tous les usages. Néanmoins il céda devant l'insistance de M^lle^ Dau-

bié, et la candidate fut inscrite et admise à subir les épreuves de l'examen. Elle fut reçue avec les plus grands éloges.

Toutes les difficultés n'étaient pas vaincues. Quand Mlle Daubié se présenta pour l'obtention de son diplôme, le recteur de la faculté de Lyon n'osa prendre sur lui d'introduire cette étrange innovation d'un diplôme accordé à une femme. Il en référa au ministre, qui répondit par un refus net. M. Arlès Dufour, à qui l'affaire fut racontée, partit pour Paris, se rendit au débotté au ministère, et trois jours après, revint à Lyon, ayant en poche le fameux diplôme.

Une porte était forcée, et la routine vaincue.

Nous n'en avons pas encore fini avec les défaveurs du Code pour la femme. C'est ainsi qu'elle ne peut figurer comme témoin dans les actes publics et authentiques : Un acte civil de naissance, de mariage, un testament, une vente, un bail notarié, où une femme aurait concouru comme témoin instrumentaire, seraient nuls de plein droit.

Enfin, il résulte des trois articles 442, 443 et 444 du Code civil que : ne peuvent être tuteurs, ni membres d'un conseil de famille, les mineurs, les interdits, les hommes condamnés à une peine infamante, et les femmes. Il n'y a d'exceptions que pour la mère et l'aïeule.

Ici, la rédaction a été trouvée blessante pour la femme que le législateur, par un rapproche-

ment trop peu ménagé, semble assimiler aux interdits, aux fous, aux voleurs.

Terminons cet article en citant pour mémoire *la loi salique*, qui excluait les femmes du trône en France, et leur permettait la régence du royaume, dans le cas de minorité de l'héritier présomptif. Cette loi salique est virtuellement abrogée par notre constitution républicaine où le pouvoir est électif et non héréditaire.

Enfin, nous constatons avec regret que les femmes en France n'ont aucune part à l'administration des bureaux de bienfaisance, à l'organisation des sociétés de secours mutuels, à la direction des hôpitaux, à la visite des malades, à la tutelle légale des enfants trouvés, à la commission des prisons, toutes choses qui semblent constituer un ministère supplémentaire, le ministère de la bienfaisance, dans lequel les femmes doivent être tout, en vertu d'une prédestination providentielle.

LA FEMME AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE.

Le travail est la loi générale de l'humanité. La nature, en nous créant, nous a obligés au labeur. Elle a tout mis à notre portée, mais elle l'a mis à l'état rudimentaire, afin que l'homme soit obligé de le transformer pour l'approprier à ses besoins ; ce qu'il ne peut faire sans travailler.

Un philosophe des temps modernes a dit : quiconque se refuse au travail est indigne de vivre. Saint Paul n'a-t-il pas dit que celui qui ne sait pas travailler n'a pas droit de manger? Cette pensée peut paraître sévère. Elle n'en est pas moins sérieuse.

Un des caractères du XIX^e^ siècle c'est de glorifier le travail, et d'en faire l'apothéose dans ses solennités. Que nous sommes éloignés par l'action et la pensée de ces temps où le travail manuel était le triste apanage des esclaves. La nation grecque fait du travail une honte, et ses philosophes s'attachent à démontrer qu'un homme libre ne doit pas travailler de ses mains. Le monde romain qui occupe la scène à son tour a des esclaves à foison qui travaillent pour les citoyens voués à l'oisiveté ou à la guerre.

Que nous montre le moyen âge? La classe qui se prétendait la plus éclairée, se targuait avec orgueil de son ignorance et de son incapacité à travailler. Qui n'a vu les vieux manuscrits où l'on transcrivait naïvement cette phrase sacramentelle « *a déclaré ne savoir signer, attendu sa qua-* « *lité de gentilhomme?* »

Il en est bien autrement aujourd'hui que la condition de travailleur est souvent invoquée comme un titre à la considération publique.

Mais le travail ne saurait se présenter pour tous dans une condition uniforme. Ce serait le retour à l'état primitif de l'humanité. Dans le

mécanisme si compliqué de nos civilisations modernes, il y a presqu'à l'infini des conditions différentes de satisfaire à cette grande obligation du travail; et l'on peut dire que du mineur à l'homme de lettres, du cultivateur à l'artiste, de l'industriel au financier, du prolétaire au capitaliste-rentier dont la fortune est du travail accumulé, tous sont travailleurs à des taches diverses; chacun apporte son grain de sable au bien-être général. Ici, le travail doit s'appeler production matérielle; là, il doit se nommer charité, philantrophie.

La femme, cette moitié de la personnalité humaine, ne saurait échapper à cette grande loi du travail. Travailler est un devoir pour la femme. Ce n'est pas tout. Nous disons que pour elle, le travail est une nécessité matérielle et morale. Nécessité matérielle parce que pour la grande majorité des femmes célibataires ou veuves, elles ont à pourvoir à leur subsistance, et que le travail est le gagne-pain du jour ou du lendemain. Nécessité morale parce que le travail a une haute influence moralisatrice. Il donne à la femme l'indépendance, la libre possession d'elle-même, et une arme précieuse pour résister au vice. La jeune fille est doublement réconfortée, quand, en mangeant elle peut dire : *Voilà du pain qui ne doit rien à personne.*

Le travail donne la joie du devoir accompli. J'ai perdu ma journée, disait l'empereur Titus,

quand il ne pouvait enregistrer aucune bonne action, dans le jour qui venait de s'écouler ; eh bien ! le travail est la bonne action qui est à portée de tous. Il chasse de l'esprit les pensées mauvaises et envahissantes, il améliore le cœur en le rendant plus sensible et plus compatissant pour les travailleurs dont la tâche est trop lourde.

Dans ces derniers temps, deux opinions opposées se sont fait jour sur cette question économique des personnes du sexe féminin.

Les uns seraient d'avis de supprimer, par mesure générale, le travail des femmes, alléguant que l'organisation de la société devrait permettre à l'homme de suffire par son travail personnel à l'existence de la famille, la femme ayant pour devoir d'élever ses enfants et de pourvoir à leur éducation.

D'autres prétendent qu'il ne doit être porté aucune entrave au travail productif de la femme, et réclament pour celle-ci, la liberté devant le travail et l'égalité avec l'autre sexe.

L'une et l'autre opinion ont eu d'éminents interprètes. Michelet a écrit cette ardente invective :

« L'ouvrière, mot impie, sordide, qu'aucune « langue n'eût jamais, qu'aucun temps n'aurait « compris avant cet âge de fer, et qui balance- « rait, à lui seul, tous nos prétendus progrès. »

M. *Jules Simon* a jeté aussi son cri d'alarme

contre le travail aggloméré, ce *minautore* moderne qui menacerait la famille ouvrière, en écartant la femme et la jeune fille, loin du foyer domestique.

La seconde opinion a trouvé d'éloquents défenseurs dans MM. *Reybaud* et *Leroy-Beaulieu*.

Quelle est la tâche dévolue aujourd'hui à la femme dans cette grande ruche du travail national ? C'est ce que nous avons à rechercher dans cet article et que nous allons esquisser à grands traits.

Avant d'aborder la véritable ouvrière, disons quelques mots des femmes riches, des femmes bourgeoises, et des femmes de commerçants.

Les femmes du grand monde, les femmes, privilégiées de la fortune, ont un abondant superflu qui leur permet de dépenser beaucoup de temps et d'argent. La vie luxueuse de ces grandes dames alimente de nombreuses professions et se traduit naturellement en surcroît de consommation industrielle, profitable aux classes laborieuses.

Indépendamment de cette considération, la plupart de ces femmes riches accomplissent un travail précieux en coopérant à de nombreuses sociétés philanthropiques, en patronnant et aidant de leur bourse les œuvres de charité, les institutions diverses qui concourent à soulager les deshérités du monde, ou à favoriser le progrès général de la civilisation.

Les artistes de nos grandes villes qui côtoient souvent les grandes dames, par le faste de leur existence, apportent aussi un utile contingent au travail national en qualité de brillantes interprètes des grandes pensées, des sentiments élevés, des éternelles lois de la morale. Nous savons aussi qu'aujourd'hui ces femmes artistes ne marchandent pas le gracieux concours de leurs talents aux fêtes de bienfaisance.

Nous entendons par bourgeoisie, l'ensemble de ces nombreuses couches, de la moyenne société, qui n'est ni le grand monde, ni la classe laborieuse ; cette classe qui est, ici, *la mediocritas aurea*, dont parle Horace ; là, la demi-aisance voisine de la gêne. Dans la première bourgeoisie, les femmes ou filles de rentiers, de hauts fonctionnaires ne se livrent à aucun travail effectif; leur occupation, en effet, indépendamment de la part faite aux plaisirs et aux relations sociales, se borne à diriger l'intérieur de la maison et à surveiller l'éducation des enfants. Il n'en est pas de même de la petite bourgeoisie, où tant de femmes d'employés, d'humbles fonctionnaires, cherchent dans les occupations de leurs doigts un supplément de ressources. Il faut encore mentionner pour les grandes villes, toute cette catégorie plus nombreuse qu'on ne pense, de femmes déchues ou déclassées, qui veulent dissimuler leur misère. En tout, plusieurs milliers de femmes qui, à Paris, travaillent une partie de la journée.

Elles jettent toutes leur dévolu sur la broderie et la passementerie, deux états qui ont une apparence de dignité et dont les produits vendus discrètement, presque en cachette, leur rapportent à peine 100,150 à 200 francs par an. Cette concurrence ne laisse pas d'être nuisible aux ouvrières de profession.

Les femmes de commerçants apportent aux affaires de la communauté une très utile coopération, particulièrement pour les commerces de détail où elles sont l'élément indispensable. Enfin nous dirons que Paris seul compte plus de 3,000 maîtresses de musique, d'italien, d'anglais, de littérature, qui poursuivent le cachet dans la capitale pour un modeste salaire.

OUVRIÈRES PROPREMENT DITES.

Les occupations diverses où les femmes font argent de leurs dix doigts, sont en nombre presqu'infini. Pour nous reconnaître dans ce labyrinthe, nous adoptons la division générale de la grande et de la petite industrie.

Dans notre XIX^e^ siècle, l'industrie française a réalisé d'immenses progrès et subi de profondes transformations Chacune de ses étapes a été marquée par une véritable révolution dans l'organisation du travail féminin.

Le travail des matières textiles, coton, chan-

vre, lin, laine et soie, alimente surtout ce qu'on appelle aujourd'hui la grande industrie. Cette production des tissus a toujours fait une large part au travail des femmes. Mais que nous sommes loin de la quenouille, du rouet, et du métier à bras, qui, autrefois dans les chaumières, filaient et tissaient modestement les étoffes et occupaient tant de ménages ! Aujourd'hui ce travail, avec l'interminable série des opérations partielles, s'opère avec de puissants engins et dans d'immenses établissements. La mécanique chasse le travail à la main. On ne peut plus vivre en épluchant le coton, en triant la laine, en bobinant au coin de son foyer. La machine accapare ou avilit toutes les opérations faciles. Le travail isolé disparaît devant le travail aggloméré des manufactures. La grande industrie ne se contente pas de fabriquer automatiquement les étoffes qui sont les matières premières des vêtements de l'homme; elle a poursuivi sa tâche beaucoup plus loin : elle coupe les étoffes, les coud, les confectionne, si bien qu'elles sortent de l'usine toutes prêtes à servir aux besoins de la vie.

Dans sa marche envahissante, le régime manufacturier tend à accaparer le travail de la soie, cette matière précieuse, dont on a dit avec raison qu'elle était le domaine des femmes, qui y trouvent du travail, depuis la feuille du mûrier sur laquelle on élève le ver, jusqu'à l'atelier où l'on

façonne la robe et le chapeau. Dans le travail de la soie, il y a plusieurs opérations où les machines ont pu intervenir avec une forte économie dans la main-d'œuvre. C'est ainsi que pour les vers à soie même, les éducations domestiques ont été souvent transformées en chambrées industrielles.

Notons ici que la fabrication de la soie est une de celles qui se sont le plus modifiées, depuis quinze ou vingt ans spécialement, par le développement des manufactures internats, sur lesquelles MM. *Reybaud* et *Jules Simon* ont attiré l'attention avant 1860, système qui présente de nombreux avantages au point de vue économique et moral, et sur lequel nous reviendrons plus loin.

Maintenant quelle a été l'influence sur le travail et le sort des femmes ouvrières, de ce régime manufacturier adopté définitivement et pour ne plus le quitter, par nos industries textiles ?

A première vue, le résultat semblait devoir être désastreux. Il en est tout autrement. Les grandes fabriques n'ont pas supprimé le travail des femmes ; elles l'ont déplacé et profondément modifié, ainsi que nous allons le voir.

Constatons tout d'abord qu'un éminent publiciste a signalé avec une éloquence pénétrante les dangers de cette vie d'atelier pour la constitution de la famille, dans le mémorable livre *L'ouvrière*.

Constatons aussi que cet envahissement des procédés automatiques n'a pas laissé de provoquer des cris de détresse dans la classe ouvrière. Mais nous ferons remarquer que le même accueil défavorable a été fait aux inventions les plus considérables et les plus utiles à l'humanité, au moment de leur apparition. L'invention de l'imprimerie devait ruiner la corporation des copistes; l'établissement des chemins de fer semblait condamner l'industrie chevaline. Aujourd'hui, le nombre des typographes dépasse de beaucoup le nombre des copistes. Qui pourrait comparer le nombre des chevaux d'autrefois à celui qui existe depuis les transports par la vapeur?

La grande industrie des matières textiles s'est développée dans des conditions analogues. Elle a été comme la lance d'Achille, elle a guéri d'elle-même les blessures qu'elle avait faites. La production ainsi que la consommation des ateliers industriels ont plus que décuplé, et aujourd'hui les femmes participent à la production dans une mesure beaucoup plus large qu'autrefois. Cette fabrication sur une grande échelle a nécessité un très nombreux personnel, recruté surtout dans le sexe féminin. La femme qui se voyait enlever son modeste gagne-pain a bientôt trouvé une heureuse compensation dans les emplois divers de la manufucture. La force matérielle de la vapeur et des machines dispense des

bras vigoureux, et n'a besoin pour la servir que de l'adresse et de l'intelligence, en sorte que la femme, même l'adolescente, peuvent remplacer l'homme dans un grand nombre de cas.

La grande industrie avait posé aux femmes cette alternative de renoncer absolument aux travaux qui les occupaient jusque-là, ou de s'acquitter de ces travaux dans l'atelier commun. Les femmes n'ont pas hésité ; elles se sont précipitées dans la manufacture et leur nombre s'y accroît chaque jour.

Quelques chiffres donneront une idée de l'extension qu'a prise partout la main-d'œuvre féminine :

Il n'y a pas de statistique officielle ; mais on peut approcher de la réalité par induction. En 1873, M. Leroy-Beaulieu évaluait à 450,000 le nombre des femmes employées alors en France, dans les manufactures de coton, de laine, de lin et de soie. Cet auteur qui a soigneusement étudié la question, prévoyait le doublement de ce nombre pour un temps rapproché. Comme nous comprenons dans la grande industrie, celle des tabacs et des papiers, il n'est pas téméraire de dire qu'aujourd'hui, en 1882, les ouvrières des grandes manufactures atteignent, ou sont près d'atteindre le chiffre de 1 million, dont près de 500,000 pour le travail du coton seulement.

La plus nationale de nos industries, celle de la soie, paraît avoir définitivement adopté l'organi-

sation du régime des internats. C'est par centaines que l'on compte aujourd'hui dans le midi de la France ces manufactures internats, où plus de 40,000 jeunes filles grandissent, internes de ces établissements.

Le type le plus étudié de ce genre, c'est la manufacture de *Jujurieux* dans l'Ain. En s'étendant et se perfectionnant, cette grande usine a fini par comprendre toute la série des opérations de la soie, depuis le dévidage jusqu'aux apprêts. Les hommes sont exclus de tous ces travaux ; des jeunes filles seulement y participent. Toutes sont internes et astreintes à un genre de vie qui les sépare du monde et les préserve, bon gré, mal gré, de toute tentation et de tout péril. Quatre cents ouvrières environ y sont enfermées ; elles y entrent à l'âge de treize ou quinze ans. Le travail effectif y est de treize heures. Le dimanche est rempli par des exercices religieux, par quelques cours élémentaires et par une promenade. Ce sont des religieuses qui ont toute la surveillance de la maison : ateliers, réfectoires, dortoirs. Les ouvrières ne peuvent sortir que toutes les six semaines pour voir leurs familles ; elles sont logées, nourries et entretenues, avec un gage annuel, qui peut être augmenté par des primes mensuelles. La plus grande partie de ces gages et de ces primes constitue une épargne qui sert à l'ouvrière de dot quand elle se marie.

Tel est l'établissement de *Jujurieux*, qui, à tout

considérer, est un véritable cloître industriel. Les autres institutions du même genre, qui sont venues après dans le midi de la France, ont plus ou moins modifié cette organisation spéciale, notamment, la rubannerie de la *Séauve* qui a a su introduire de grandes améliorations. C'est aussi un internat de jeunes filles surveillées par des religieuses. M. Colcombet a supprimé les salaires à la journée et le système des primes, pour mettre les jeunes filles à leurs pièces. Ce sont presque des enfants, tout au moins des adolescentes qui travaillent dans l'usine et y sont logées et chauffées seulement. Quant à la nourriture, on se borne à mettre à la disposition des jeunes filles, sous la surveillance des sœurs, des fourneaux économiques, où elles préparent elles-mêmes les aliments apportés tous les dimanches de leurs familles. Méthode qui a l'avantage de les initier à la cuisine et à l'économie domestique. Chaque dimanche, les ouvrières se rendent chez leurs parents. La durée du travail est moins grande, et l'on en profite pour l'instruction scolaire et l'enseignement des travaux d'aiguille. Certains établissements ont une chapelle spéciale où un aumônier fait le service divin. L'esprit religieux tient dignement sa place dans tous ces établissements.

Ces manufactures internats, surtout celles qui se rapprochent du type de *la Séauve*, sont un véritable progrès sur l'état de choses antérieur. Il

est consolant de songer aux services rendus par ces institutions à plus de 40,000 jeunes filles, qui y grandissent efficacement, en force de caractère, en habileté professionnelle, qui se préparent des ressources pécuniaires et un fond de résistance morale, pour subvenir aux devoirs ultérieurs de la vie.

Ce régime des internats a aussi été appliqué dans les papeteries, où de toutes jeunes filles sont employées aux travaux de satinage, glaçage, collage, pliage et réglure. On assure qu'aujourd'hui, dans les fabriques de papier à la mécanique, le nombre des femmes est supérieur à celui des hommes. Nos manufactures de tabac occupent plusieurs milliers d'ouvrières pour la préparation des cigares et des cigarettes. La manufacture de Marseille occupe à elle seule plus de mille femmes, sans compter celles de Reuilly et du gros Caillou.

Parlons maintenant de la moyenne et petite industrie. Quelle est la démarcation de la grande, de la moyenne et de la petite industrie ? Quel est le point fixe où finit la grande, et où commence la petite ? Il devient chaque jour plus difficile de le déterminer. La tendance de notre siècle est de concentrer tous les genres de production dans les usines, qui permettent de mieux diviser le travail, d'y appliquer des mécanismes plus ingénieux et plus puissants, et de produire rapi-

dement et à bon marché de grandes quantités.

Les machines n'ont-elles pas commencé à soumettre à leur domaine jusqu'aux opérations délicates qui semblaient réservées, pour l'éternité, à l'adroite main de la femme? Qui aurait cru, il y a vingt ans, que les machines s'attaqueraient au travail si minutieux de l'aiguille, à la fabrication de la dentelle, ces deux opérations essentiellement féminines et qui semblaient défier la mécanique? Grâce aux machines à coudre, la couture a subi déjà une transformation considérable. Ce n'était pas tout de coudre à la mécanique, il fallait que la machine marchât à la vapeur. De là, à concentrer dans les grands ateliers le travail à domicile pour la confection des vêtements, il n'y avait qu'un pas. Ce pas a été franchi.

Quoi qu'il en soit, nous voyons que dans la moyenne et petite industrie, la main-d'œuvre féminine s'est aussi accrue considérablement. A la faveur des progrès mécaniques, les femmes ont envahi beaucoup d'industries qui, auparavant, leur étaient étrangères.

Mais cette main-d'œuvre est éparpillée à l'infini, en province comme à Paris, il faut nous résigner à glaner quelques généralités sur les principaux groupes de professions.

Commençons par la province.

Nous devons une mention spéciale à deux

branches d'un travail essentiellement féminin : la broderie et la dentelle.

Legs de l'antiquité et du moyen âge, la broderie a pris un grand essor au dix-huitième siècle, époque où la broderie blanche envahit à la fois tous les États européens. Nos provinces furent dotées du travail au tambour et au crochet, et cette industrie toute féminine occupa dès lors des milliers d'ouvrières. Les articles de broderie ont pour débouché la toilette des dames, les ornements d'église et ceux des ameublements des maisons riches. Cette fabrication concentrée surtout dans les montagnes des Vosges, du Forez et du Beaujolais, occupe aujourd'hui en France plus de cent cinquante mille ouvrières.

Plus importante encore est la dentelle pour laquelle la France tient la première place. M. Reybaud, vers 1860, évaluait à 220,000 les dentellières de France dont 120,000, dans la seule Auvergne. Le reste de l'Europe n'en contient que 295,000.

Mais cette somptueuse industrie est loin d'être florissante. Cette tâche facile et gracieuse qui s'offre sous un jour si séduisant à l'observateur superficiel, suffit à peine à nourrir la jeune fille qui s'y livre. La main-d'œuvre a subi un avilissement graduel par suite des empiètements de la mécanique qui menace sérieusement les carreaux de nos dentellières, par la production de la dentelle courante, de la guipure surtout. Seule, la dentelle riche, élégante et variée n'a rien

à craindre de la concurrence automatique, et appartiendra toujours aux doigts délicats et légers de l'ouvrière. Il y a dix ans, un industriel du Calvados a pu affirmer que tel objet qui vaut 2,000 francs, en vraie dentelle à la main, est reproduit en imitation parfaite, et peut se livrer à 200 ou 250 francs.

Il est dans chaque département une source de travail, qui occupe bon nombre de femmes. L'agriculture. Dans certaines contrées, telles que la Bretagne, les Vosges, l'Auvergne et l'Aveyron, la plus grosse somme du rude labeur des champs, est le lot du sexe féminin. Les femmes bêchent, labourent, piochent, fauchent et moissonnent. Dans le reste de la France, les femmes, mariées ou non, ne travaillent à la terre que d'une manière intermittente et pour les opérations les moins pénibles : semailles, sarclages, fenaisons, vendanges, récoltes et cueillettes, garde des troupeaux, occupations de laiterie, etc. Il est bon de remarquer que les bergères cumulent très souvent la garde des troupeaux avec certaines petites occupations, telles que le tricotage, la confection des tresses pour chapeaux de paille, la fabrication des chapelets, et quelquefois le travail de la dentelle.

Pour la petite industrie en province, on peut signaler encore le travail du caoutchouc, la confiserie, la confection des biberons, des albums photographiques, des portefeuilles et des porte-

monnaie, la fabrication des ganses et des liens, la mégisserie, la bonneterie, les chaussures, la fabrication de pâtes d'Italie, la blanchisserie, la teinturerie. Mais ces industries diverses, auxquelles participent un grand nombre de femmes, ont leurs similaires dans les industries de Paris, dont nous parlerons à la fin. L'abondance des matières et la nature de ce travail nous interdisent les superfétations.

Maintenant, quelles que soient les limites que nous impose le cadre restreint de ce travail, nous ne pouvons passer sous silence un genre d'établissements qui appellent particulièrement l'attention, tant par le grand nombre de bras occupés que par l'influence qu'ils exercent sur le travail général de nos ouvrières françaises ; nous voulons parler des ouvroirs des maisons religieuses.

Ces ouvroirs constituent un vaste réseau de maisons, dont le but est d'apprendre aux jeunes filles à gagner dignement leur vie par le travail. D'après le recensement de 1861, il y avait dans notre pays, 283 communautés de femmes comprenant 361 maisons mères, 595 maisons indépendantes, 11,050 succursales et 90,343 membres. Un très grand nombre de ces maisons religieuses avaient ouvert dans plus de mille localités des ouvroirs internes ou externes. Les principales sont les sœurs de *Saint-Vincent de Paul*, qui exercent leur action sur toute l'étendue de la France

et comptent, comme succursales, plus de 400 internats, où l'on pratique les travaux de l'aiguille ; les *Sœurs de Saint-Joseph de Chany ;* les *sœurs de Saint-Joseph aux Chartreux ;* les *sœurs du Saint-Cœur de Marie ;* les *sœurs de la Charité ;* les *sœurs du Bon-Pasteur.*

Il y a aussi dans le pays un certain nombre d'établissements *ouvroirs* dont la direction est séculière.

Enfin, il est permis de *supputer* pour tous les établissements de ce genre le nombre de 2,000 *ouvroirs*, ayant près de 80,000 élèves. Si l'on ajoute l'appoint des 50,000 religieuses travaillant de leurs mains, l'appoint des nombreux asiles et pensionnats où le travail des doigts occupe plusieurs heures de la journée, on arrive à conclure que la production industrielle qui sort de toutes ces institutions représente le travail d'environ 150,000 personnes.

La plupart de ces maisons sont à la fois des écoles et des ateliers. Les produits qui en sortent sont vendus en masse à de grandes maisons de commerce. Quelques ouvroirs même prennent à l'entreprise, et soumissionnent des travaux de confection pour des industries parisiennes.

Les ouvroirs qui peuvent revendiquer comme premier fondateur l'éminent *saint François de Sales*, avaient un but philanthropique qui commande le respect et les sympathies de tous. Honneur aux corporations religieuses qui, alors

que personne n'y songeait, et bien avant l'invention du mot, ont entrepris sur une vaste échelle, l'enseignement professionnel des jeunes filles.

Mais dans l'organisation actuelle de ces ouvroirs, les économistes leur reprochent : 1° de vendre à vil prix au commerce de grande quantités de marchandises, d'où résulte une concurrence fâcheuse pour le travail libre ; 2° de borner l'apprentissage au seul travail de l'aiguille, de le limiter uniformément à un ou deux métiers de couture, en sorte que ces saintes institutions, par une conséquence assurément contraire aux prévisions des fondateurs, se retournent aujourd'hui contre ces mêmes ouvrières qu'elles ont pour but de secourir, en déprimant les salaires féminins et en apprenant aux jeunes filles un métier encombré et point rémunérateur.

INDUSTRIES DE PARIS.

Elles se composent de cette fourmilière de métiers disséminés dans la capitale ou dans la banlieue, et dont les produits rehaussés par le cachet parisien rayonnent sur le monde entier. Le fil d'Ariane qui nous guidera dans ce labyrinthe, c'est l'enquête officielle de la chambre de commerce de Paris, publiée en 1864, sauf à signaler les modifications survenues depuis et indiquées par nos informations.

Cette enquête répartit toutes les industries de Paris en dix groupes dont le dernier se subdivise en six sections. En voici le tableau :

1er groupe, alimentation.
2e groupe, bâtiment.
3e groupe, ameublement.
4e groupe, vêtement.
5e groupe, fils et tissus.
6e groupe, acier, fer, cuivre, zinc et plomb.
7e groupe, or, argent, platine.
8e groupe, industries chimiques et céramiques.
9e groupe, imprimerie, gravure, papeterie.
10e groupe,
1° instruments de précision, de musique, horlogerie.
2° peaux et cuirs.
3° carrosserie, sellerie, équipements militaires.
4° boissellerie, vannerie, brosserie.
5° articles de Paris,
6° industries non groupées.

Il n'est pas un seul de ces groupes où les femmes ne se glissent pour revendiquer une part quelconque de travail. Mais on comprend de reste qu'il existe de grands écarts d'un groupe à un autre, sous le rapport de l'élément féminin.

Pour la totalité de ces dix groupes, l'enquête de 1860 accuse le chiffre de 106,000 femmes ouvrières, lesquelles sont réparties de la manière suivante, en procédant du plus au moins.

Naturellement, le groupe qui prend la première place, dans notre manière de voir, est

celui du vêtement, occupant à lui seul 47,000 ouvrières, à peu près le double du nombre d'hommes employés dans la même industrie.

Vient ensuite le groupe des fils et tissus, qui compte 15,000 femmes et 9,500 hommes.

Puis la cinquième section du dernier groupe, articles de Paris, où les femmes, au nombre de 12,600, dépassent encore les hommes, qui ne sont que 10,700.

Enfin, les groupes où la main-d'œuvre féminine est le plus effacée, sont les suivants :

Le groupe des aliments, où les femmes, bien que nombreuses, ne tiennent pas la place qu'on pouvait espérer, puisqu'elles ne s'y rencontrent qu'au nombre de 7,600, pendant que les hommes y sont plus de 30,000.

Le sixième groupe, acier, fer, cuivre et plomb, n'emploie que 1,000 femmes contre 26,000 hommes.

Dans la première section du dixième groupe, instruments de précision, de musique et horlogerie, on a recensé 10,000 ouvriers et seulement 783 ouvrières.

Enfin le groupe du bâtiment, qui semblait devoir être fermé à la femme, compte néanmoins quelques ouvrières, qu'il faut regarder comme des déviations de l'ordre naturel des choses, mais qu'on peut enregistrer comme des protestations contre la prétendue impuissance physique des femmes. Dans cette industrie, essentiellement

masculine, on constate 35 femmes contre 70,000 hommes.

Dans les deux enquêtes oficielles de 1847 et 1860, M. Leroy-Baulieu relève les particularités suivantes qui ne laissent pas de suggérer de graves réflexions. Dans l'intervalle de 1847 à 1860, le territoire de Paris a été doublé par suite de l'extension des anciennes barrières aux fortifications, et la population a augmenté d'un tiers; par suite, le nombre des ouvriers masculins a haussé d'un quart; tandis que le nombre des ouvrières présente ce phénomène assez étrange d'avoir baissé de 7,480 personnes, c'est-à-dire de 6 1/2 0/0.

Mais le même économiste constate que si le personnel féminin de l'industrie parisienne a décru sensiblement, sa condition matérielle s'est beaucoup améliorée.

Dans la sixième section du dernier groupe (industries non groupées), on peut placer ces femmes nombreuses, environ 12,000, dont on ne saurait dire au juste, si elles sont ouvrières, servantes ou employées; moins occupées à la fabrication qu'à la vente et au débit, elles donnent la dernière façon aux marchandises pour les présenter aux chalands. Telles sont les femmes qu'on rencontre dans les charcuteries, épiceries, bazards, confiseries, pâtisseries, merceries, etc.

Maintenant, il importe d'examiner l'élément principal, dominant, de la destinée de l'ouvrière.

LE SALAIRE.

C'est le salaire qui influe sur toute l'existence de la femme qui vit de son travail; c'est le salaire qui affecte sa nature morale autant que sa nature physique. Avec un salaire insignifiant, la femme souffre et ne peut arriver au complet développement de son être.

Donc, toute théorie sur le sort des femmes du peuple, doit avoir pour point de départ, la connaissance précise de leurs salaires.

Dans les discussions économiques et sociales, on a souvent présenté comme éléments des moyennes de salaire qui, au fond ne sont que des entités, n'ayant qu'une existence idéale, et auxquelles rien ne répond dans la vie réelle. C'est qu'en effet, ces moyennes, pour être exactes, devraient reposer sur des statistiques entières, parfaites, judicieuses, tenant compte de toutes les circonstances accessoires qui viennent en modifier la portée. Or, ces statistiques sont presque impossibles, parce qu'il n'est rien de moins régulier, de moins permanent, rien de si multiple, de si varié et de si complexe, que la question des salaires. Rien n'est si local et si relatif que la rétribution de la main-d'œuvre.

En présence de cette difficulté presque insurmontable, nous nous contenterons de prendre comme types quelques branches d'industries,

importantes pour en dégager des indications générales.

Dans la grande industrie, nous choisissons le travail de la soie et du coton. Pour la soie, les salaires des femmes ont notablement haussé depuis le temps où écrivaient MM. Jules Simon et Reybaud. Ce progrès allait déjà en 1873 jusqu'à 25 0/0. Aujourd'hui, suivant nos informations prises dans la contrée lyonnaise, les salaires des ouvrières en soie seraient évalués ainsi :

Ovalistes, 10 francs par semaine et logées.

Ourdisseuses, genre internat, nourries et logées, salaire annuel, 200 à 300 francs.

Tordeuses, nourries et salaire journalier, 2 francs.

Dévideuses, les unes nourries et logées, avec salaire annuel de 80 à 90 francs, mais travaillant généralement à la façon :

Tisseuses, nourries et salaire quotidien, 2 francs.

Nota. Dans ces tarifs sont compris les chômages, évalués en moyenne, à deux mois de l'année.

Pour l'industrie du coton, les journées d'ouvrières, d'après nos renseignements pris dans une importante fabrique de la Seine-Inférieure, seraient actuellement dans les salaires suivants :

Ourdisseuses, par jour, 3 francs.
Tisseuses, par jour, 3 francs à 4 fr. 50 c.
Cannetières, par jour, 2 fr. 50 c. à 3 francs.

Pour les industries parisiennes, nous renonçons également à vouloir entrer dans le secret de ces mille métiers divers qu'offre à nos regards la production ouvrière de la capitale. Nous nous bornons à enregistrer certains faits, certaines indications caractéristiques.

Là aussi, la moyenne des salaires féminins aurait suivi une marche ascendante, s'il faut en croire les chiffres de 2 fr. 50 c. à 2 fr. 60 c., qu'on a donnés dernièrement. Il faut à l'ouvrière de Paris une certaine habileté, pour atteindre ou dépasser le salaire quotidien de 3 francs. Quant aux journées de 5, 6, 7 et 8 francs, on ne les rencontre qu'exceptionnellement et dans les industries de luxe, où ces salaires élevés, sont le lot de certaines aptitudes unies à une grande dextérité, et dans des travaux délicats, qui demandent un long apprentissage et beaucoup de goût. Les fleuristes, les plumassières, les modistes, composent surtout cette aristocratie des ouvrières parisiennes. On a parlé quelquefois du chiffre de 10 francs par jour. Nous ferons remarquer que lors de l'enquête de 1860, cinq ouvrières seulement, sur plus de six mille fleuristes, atteignaient alors ce chiffre le plus élevé. Or, aujourd'hui, on compterait par plusieurs centaines dans les industries de luxe, des ouvrières gagnant par jour 10 francs ou au delà.

Mais, ce que les femmes ne devraient jamais oublier, c'est qu'à Paris, il n'y a que la grande

habileté et le talent de bien rémunérés. Malheur à cette classe trop nombreuse de femmes déclassées, ignorantes, incapables, qui se précipitent en toute hâte et sans guide dans l'arène! Elles gagnent à peine un morceau de pain. A défaut d'enquête directe, nous en aurions la démonstration par ce fait attristant que parmi les personnes assistées dans la capitale, on rencontre beaucoup plus de femmes que d'hommes. D'après un mémoire sur l'état de la population indigente, lu en 1864, à l'Académie des sciences morales et politiques, le nombre total des indigents de Paris, 101,570, se décomposait ainsi, en négligeant les enfants :

Hommes adultes, 21,865.

Femmes adultes, 35,432.

Différence en plus pour les femmes, 13,567.

Dans les industries parisiennes, beaucoup de professions sont mixtes, employant à la fois des hommes et des femmes. Là, l'élément féminin joue un rôle très inférieur à l'élément masculin. Les femmes, hélas! n'y occupent que les plus bas échelons, et ne font que les ouvrages faciles qui réclament seulement un peu d'habileté de main, sans que l'éducation ou l'apprentissage soient nécessaires. Voilà pourquoi, dans ces industries, on remarque une différence choquante entre les salaires féminins et masculins, différence qui a été évaluée à la moitié. C'est ainsi que dans l'orfèvrerie et la bijouterie, les femmes sont reper-

ceuses, brunisseuses, polisseuses, guillocheuses, tandis que les hommes sont en grande partie modeleurs, dessinateurs, graveurs, ciseleurs, décorateurs. Dans les fabriques de porcelaine, les émailleuses et les décalqueuses travaillent à côté des peintres, des floristes, des figuristes, des ornementistes. Dans la photographie, les femmes sont reléguées au rôle modeste de retoucheuses, de colleuses, tandis qu'est réservé aux hommes le travail de peintres et de miniaturistes. Dans l'imprimerie, les femmes sont surtout margeuses, règleuses, plieuses et brocheuses, tandis que les hommes sont protes, correcteurs, metteurs en pages et compositeurs. Dans l'industrie des gants, les ouvrières restent cantonnées dans le rôle de piqueuses, de brodeuses et de couseuses, dans l'incapacité actuelle où elles sont de couper le gant et de le doler, ce qui est réservé aux hommes.

Enfin, on peut enregistrer au passif de la femme qui travaille, cette dernière particularité qu'elle ne fait jamais partie du conseil des prud'hommes, et qu'elle n'est pas admise à concourir à leur élection.

LA FEMME AU POINT DE VUE MORAL ET INTELLECTUEL.

Gardons-nous de croire que le sexe constitue par lui-même un idéal : les aptitudes, les défauts,

les vices et les vertus qu'on prête aux femmes, sont aussi communs chez les hommes. Il n'est point de défaillances supposées féminines au sujet desquelles on ne puisse dire avec La Fontaine :

Et je sais même sur ce point
Bon nombre d'hommes qui sont femmes.

Certes, on ne peut nier que la femme ne présente pas dans l'ensemble moral et intellectuel une différence sensible. Mais cette différence, il faut la mettre sur le compte de l'éducation qui, jusqu'à nos jours, a été fort négligée, non seulement en France, mais chez tous les peuples policés.

Dans nos classes laborieuses, l'éducation est presque absente. Jusque-là, la jeune fille, soit aux champs, soit à l'atelier, grandit à la grâce de Dieu, dans l'ignorance des choses de l'école et des choses du ménage, elle devient ce qu'elle peut.

Cette éducation féminine plus ou moins tronquée, défectueuse, a modifié beaucoup les dispositions naturelles des femmes. De là, des nuances à l'infini, soit d'une femme à une autre, soit de la femme à elle-même, dans les situations différentes de la vie.

C'est ce qui a fait dire à un bel esprit :

« Il y a trois choses que j'ai toujours beaucoup aimées, sans jamais y rien comprendre :
« La peinture, la musique et les femmes. »

Les considérations qui précèdent nous font un devoir, en montrant les caractères essentiels, spécifiques de la femme, de ne pas mettre en ligne de compte, ces défauts que les esprits superficiels se plaisent à leur reprocher : La futilité, la curiosité. la fourberie, l'esprit vindicatif, etc.

En raison de la prédominance du système nerveux sur le système musculaire chez la femme, son imagination est plus vive, ses sensations plus multiples, plus rapides. Si la nature à mis du côté de l'homme, la force et le courage, elle a mis du côté de la femme, la beauté, la grâce et le sentiment. Nées pour éprouver et faire éprouver les affections tendres, elles sont généralement exemptes des habitudes graves, des passions tristes et concentrées qui appartiennent au tempérament bilieux des hommes. La jalousie est la passion la plus violente qui vient agiter leur cœur. Nous savons qu'il faut distinguer la jalousie de coutume, de mœurs, jalousie froide, qui n'a souvent d'autre origine que le point d'honneur et qui peut s'allier avec l'indifférence ou le mépris, c'est la jalousie commune aux hommes du monde; puis la jalousie de passion, fièvre ardente qui dévore, qui résulte d'un abus de l'amour; celle-là est le triste lot du sexe faible.

L'amour maternel est un sentiment très vif, commun à toutes les femmes. Elles le portent jusqu'au dévouement, souvent même jusqu'à l'héroïsme.

Mais de toutes les passions, celle qui sied le mieux aux femmes, est l'amour. Pas n'est besoin de beaucoup d'observation pour s'apercevoir qu'elles portent ce sentiment à un haut degré de délicatesse et de vivacité, où bien peu d'hommes peuvent atteindre. Chez ces derniers, l'amour est moins idéal, plus matériel, plus charnel, et dépend trop du plaisir des sens, pour ne pas être souvent éphémère. C'est là une dissemblance qui saute aux yeux de l'observateur et qui a mis dans la bouche de bien des femmes cette amère réflexion :

« Les hommes ne savent pas aimer. »

On a dit qu'il croît sur le rivage d'une mer, des fruits d'une beauté rare, qui, dès qu'on y touche, tombent en poussière. C'est l'image de cet amour éphémère, vraie saillie de l'imagination, fragile ouvrage des sens, faible tribut qu'on paye à la beauté. Mais quand la source du plaisir est dans le cœur, elle ne tarit pas, et c'est cet amour seul qui peut devenir le charme de la vie.

Oui, la femme aime autrement que l'homme. On peut dire d'elle qu'elle est l'amour incarné.

Mais ici laissons la parole aux grands interprètes du cœur féminin. Un observateur émérite, qui chasse de race, a publié dernièrement ces lignes :

« Chez la femme, toutes les métamorphoses tendent à cette seule fin, l'amour. Elle veut être

aimée, elle veut aimer surtout. Son rève, son idéal, sa fonction, son culte, sa patrie, son génie, l'amour ! toujours l'amour ! Quand elle est aimée et qu'elle aime, elle comprend tout, elle accepte tout, elle croit à tout ce que lui dit l'homme qu'elle aime et dont elle se sent aimée. Il y a dans le bonheur par l'amour, un épanouissement de tout l'être, où pour les âmes élevées, Dieu a sa part secrète.

« Dieu n'a rien fait de plus simple et de plus étonnant que l'amour de la femme pour l'homme. L'éternité n'est pas plus étendue, l'infini n'est pas plus vaste. Comme le soleil, cet amour-là se projette et se répand constamment, sans s'amoindrir jamais. Il s'alimente sans cesse à des foyers inépuisables et invisibles. La femme qui est possédée de cet amour-là n'a aucun besoin de liberté, sans doute parce qu'elle sent son âme, parcourir en une minute, la terre et le ciel et l'univers tout entier. Mais cette liberté de son esprit et de sa personne physique, dont elle fait si facilement et avec tant de bonheur, hommage et abandon, à celui qu'elle aime, quand elle n'aime pas, ou qu'elle n'est plus aimée, elle la revendique avec acharnement, avec férocité, quels que soient les engagements publics qu'elle ait pris et signés d'y renoncer à l'avenir. Tous ses droits, elle les abdique sans effort si elle aime, et tous ses devoirs, que dans l'amour elle accomplit en riant, elle est prête à les fouler aux

pieds, si elle n'est plus aimée alors qu'elle aime toujours.

« Quelquefois, alors, elle se réfugie dans la foi religieuse, il ne faut pas moins, à cette femme-là, que le dieu qui a créé les mondes, pour combler dans sa pensée et dans son cœur le vide qu'un simple mortel y a laissé. Quelquefois, elle devient folle ou elle meurt. D'autres fois elle ne croit plus à rien. Elle se précipite avec desespoir, avec des sanglots ou des rires, dans l'ivresse des chutes irréparables. L'infini d'en haut ou d'en bas, le ciel ou l'enfer, voilà ce qu'il faut à la femme pour lui faire oublier ce qu'elle a perdu. »

(ALEXANDRE DUMAS FILS.)

L'amour est l'histoire des femmes, il n'est qu'un épisode dans la vie des hommes. L'assujettissement des femmes n'a pas eu pour seule cause leur infériorité en force musculaire; il faut peut être en rattacher l'origine, dans une certaine mesure, à ce penchant qu'elles ont de s'abandonner à l'être aimé.

Mais hélas! cet amour chez la femme va souvent toucher au paroxisme de la passion, et alors il devient le torrent dévastateur. C'est contre cet amour tempétueux qu'une femme auteur a jeté son cri d'alarme : « Oh femmes, dit-elle, vous, les victimes du temple où l'on vous dit adorées, écoutez-moi : La nature et la société nous ont

déshéritées un peu. Si les hommes plus favorisés environnent d'hommages les années de notre jeunesse, c'est pour se donner l'amusement de renverser un trône. Il est vrai que l'amour qu'elles inspirent donnent aux femmes un moment de pouvoir absolu ; mais c'est dans l'ensemble de la vie, dans le cours même d'un sentiment, que leur destinée déplorable reprend son inévitable empire.

« Êtres malheureux et sensibles, vous vous exposez avec des cœurs sans défense à ces combats où les hommes sont entourés d'un triple airain. Tremblez de trop vous abandonner au besoin d'être aimées. Les hommes sont maîtres de l'opinion, les hommes ont de l'empire sur eux-mêmes, les hommes renverseront votre existence pour quelques instants de la leur. Quand l'époque des passions est passée, à quel prix ne voudrait-on pas ne jamais avoir connu ce sentiment dévastateur qui, semblable au vent brûlant de l'Afrique, sèche dans la fleur, abat dans la force, et courbe enfin vers la terre la tige qui devait et croître et dominer. »

(Baronne de Staël.)

Mentionnons ici l'impressionabilité spéciale de la femme qui la rend si accessible aux influences du dehors, et l'affecte profondément. Plus débile, plus nerveuse que l'homme, elle subit le contre-coup des agents extérieurs qui

viennent trop souvent troubler l'harmonie normale de ses facultés.

Nous avons vu dans les sections du travail et de la législation que la femme n'était pas l'enfant gâté de la société. En dehors du Code et du terrain économique, elle a encore un ennemi, les mœurs. L'opinion publique est pour elle une marâtre qui la traite comme une esclave à laquelle elle demande beaucoup de devoirs en échange de droits presque nuls. La femme du monde se trouve placée entre deux Codes : le Code des lois, et le Code des convenances, le second encore plus tyrannique que le premier. L'opinion publique est une autocrate qui ne tient pas égaux entre les deux sexes les plateaux de la balance. Ne savons-nous pas que le même monde flétrit celles qui succombent et glorifient ceux qui les font succomber, honorant leurs succès du nom de conquêtes?

Une grande voix a protesté contre cette impitoyable partialité, dans ces vers magnifiques comme tous ceux qui sont sortis de la plume de notre grand poète Victor Hugo, et que nous croyons utile de citer ici :

Oh ! n'insultez jamais une femme qui tombe !
Qui sait sous quel fardeau, la pauvre âme succombe ?
Qui sait combien de jours sa faim a combattu,
Quand le vent du malheur ébranlait sa vertu ?
Qui de nous n'a pas vu de ces femmes brisées
S'y cramponner longtemps de leurs mains épuisées,

Comme au bout d'une branche, on voit étinceler,
Une goutte de pluie où le ciel vient briller,
Qu'on secoue avec l'arbre, et qui tremble, et qui lutte ?
Perle avant de tomber, et fange après sa chute !
La faute en est à nous, à toi, riche, à ton or.
Cette fange d'ailleurs, contient l'eau pure encor
Pour que la goutte d'eau sorte de la poussière,
Et redevienne perle en sa splendeur première,
Il suffit, c'est ainsi que tout remonte au jour,
D'un rayon de soleil, ou d'un rayon d'amour !

La société finira un jour par rabattre de ses rigueurs. Mais en attendant, le sexe faible ne doit pas s'insurger contre cet état de choses : pour les femmes, il ne suffit pas qu'elles soient estimables, il faut qu'elles soient estimées. Leur honneur n'est pas seulement dans leur conduite, mais encore dans leur réputation. Sans doute les jugements de la foule ne sont pas toujours marqués au coin de la sagesse et de la justice ; sans doute il ne manque pas de circonstances où il sera difficile de contenter tout le monde et son père; mais la femme honnête et instruite saura trouver un critérium suffisant dans sa conscience et dans l'estime des personnes honorables. Le savant apologue du Fabuliste ne semble fait que pour l'homme, et la femme qui se respecte aurait tort de jeter son bonnet par-dessus les moulins. C'est le conseil qu'a proclamé une femme supérieure que sa position et ses talents semblaient pourtant placer au-dessus de pareilles préoccu-

pations : Une de ses œuvres porte cet épigraphe :

« Un homme peut braver l'opinion, une femme doit s'y soumettre. »

Les femmes ont plus de pudeur que les hommes. Cela devait être. Pour le sexe féminin, la pudeur est commandée par ses intérêts et par la nature. Cette pudeur ajoute un nouvel attrait à ses charmes, et devient la première sauvegarde de sa vertu. Toutes les nations se sont accordées à attacher du mépris à l'incontinence des femmes, parce que la nature a parlé à toutes les nations. Elle a établi l'attaque, elle a établi la défense et, ayant mis des deux côtés des désirs, elle a placé dans un sexe la témérité, dans l'autre la honte. Elle a donné aux individus pour se conserver, de longs espaces de temps, et ne leur a donné pour se perpétuer, que des instants. Il n'est donc pas vrai, comme on l'a dit quelquefois, par suite d'une exubérance d'organisation, ou d'une aberration de jugement, que l'incontinence suive les lois de la nature. Elle les viole au contraire. C'est la modestie et la retenue qui suivent ces lois. D'ailleurs il est de la nature des êtres intelligents de sentir leurs imperfections. La nature a mis dans nous la pudeur, c'est-à-dire la honte de nos imperfections.

De tout temps on a dit du bien et du mal des femmes, mais beaucoup plus de mal que de bien.

Nous avons vu au sujet de la femme grecque, que la société d'Athènes, pourtant si policée, a été loin dans cette voie de la médisance. Ses poètes et ses auteurs de théâtre ont épuisé le vocabulaire des méchancetés à l'égard du sexe féminin. Nous voulons faire ici une dernière citation. Plaute a écrit cette phrase typique :

« Il ne faut pas choisir entre les femmes, la meilleure ne vaut rien. »

Après cela, il faut tirer l'échelle. Toutefois cet acharnement à dénigrer les femmes, comporte un enseignement : si les Athéniens avaient tant à se plaindre de leurs femmes, ils devaient s'en prendre à eux-mêmes. Ils devaient savoir que si l'on a semé de l'ivraie on ne peut récolter du bon grain, que les prisonniers n'ont jamais eu des trésors de tendresse pour leurs geôliers, que tenir sous clef les femmes, et les laisser dans une humiliante séquestration ne sont pas des moyens sûrs d'idéaliser leur moral et d'en faire des anges. Dans la société d'Athènes, la femme rendit à l'homme la monnaie de sa pièce.

Maintenant on a dit que l'esprit athénien avait son similaire dans l'esprit vif, gai et railleur des Français. C'est peut-être pour cela, que chez nous, encore aujourd'hui, il est de mode, au théâtre, dans les livres et dans les conférences, de médire un peu du sexe faible. Ceux-là mêmes qui sont dans le camp des femministes ne peuvent

résister à la tentation d'assaisonner leurs discours de traits malicieux pour égayer la galerie. L'un d'eux, résumant les opinions du passé sur la femme a dit : « Il y a dans le ciel des astres secondaires, des satellites qui n'ont d'autre destination que de tourner autour d'astres supérieurs, afin de leur faire cortège, tel est le rôle de la lune autour de la terre. Eh bien ! Dans l'opinion du monde, la femme est le satellite de l'homme. On voit tel astre qui, comme Jupiter, a quatre lunes à lui tout seul; c'est l'image de la polygamie. » Dans le même livre, on trouve encore cette phrase : « Les uns ont dit que la femme était un ange, les autres qu'elle était un diable; ils ont peut-être raison tous les deux. »

(Legouvè.)

Assurément voilà de l'esprit gaulois. Mais les dames françaises ont trouvé que ces paroles étaient peu charitables à l'égard du sexe qui donne leurs mères aux académiciens comme aux simples mortels.

Un auteur contemporain qu'on a appelé le philosophe du théâtre, le dramaturge des paradoxes, est allé jusqu'à jeter à la tête du féminin cette sanglante injure : « Tu n'es pas la femme, tu n'es pas même une femme, tu n'es pas la conception divine, tu es purement animal, tu es la guenon du pays de Nod, tu es la femelle de Caïn. Je te tue ! »

Hâtons-nous d'ajouter que celui qui a lancé ce pavé à la femme a fait plus tard amende honorable. Dans une publication de 1880, qui a eu le don de passionner les lecteurs comme tout ce qui sort de cette plume étincelante, on peut lire les passages suivants :

(*Dialogue entre les partisans du* statu quo *et l'auteur* :)

« Mais il est notoire que, commeintelligence, la femme est inférieure à l'homme; vous l'avez écrit vous-même. — Si je l'ai écrit, j'ai écrit une bêtise, et je change d'opinion aujourd'hui. Je ne serai pas le premier qui aura écrit une bêtise, ni le premier qui aura changé d'opinion. »

Toutefois, dans notre société française, cet esprit de dénigrement à l'égard du sexe, plutôt grivois que sérieux, dépasse rarement les limites de la modération, et s'allie même à la louange excessive. Le Français, dont la galanterie est proverbiale, a gardé un vieux fond de troubadour ; ce qui fait que dans un certain monde, il exalte volontiers les dames... quand elles sont présentes. Dans les salons, dans les boudoirs, on les encense avec une idolâtrie orientale. Ici la femme est une reine, une ange, la sœur des grâces, la perle de beauté, la Vénus moderne. Tout le vocabulaire des adulations y passe. Mais hélas ! les beaux compliments n'a-

vancent guère la réhabilitation des femmes, et leur véritable défenseur est porté à s'écrier : Un peu moins de fleurs, un peu moins d'encens, un peu moins de platitude japonaise, mais en revanche, un peu plus de justice sociale.

Les femmes ont sur l'homme une supériorité morale. Elles tombent plus rarement sous le coup des lois pénales. C'est ce que démontre matériellement la statistique criminelle de tous les ans.

Un savant magistrat, M. *Bonneville de Marsangy*, a constaté ce qui suit : La moralité de la femme est généralement supérieure à celle de l'homme ; si les poètes continuent à appeler les femmes *le beau sexe*, les hommes sérieux et justes pourront désormais leur décerner une qualification non moins bien méritée, celle de *bon sexe*.

Nous savons tous que les abus alcooliques sont le triste lot de beaucoup d'hommes dans toutes les classes de la société, tandis que ce vice ne se rencontre guère qu'exceptionnellement chez les femmes.

Plus considérable est aussi le tribut que prélève sur le sexe masculin la folie. Suivant le rapport que vient de présenter le préfet de la Seine sur le service des aliénés, on a admis dans les asiles 56, 23 0/0 d'hommes, contre 43, 77 0/0 de femmes, pour l'année 1881.

Remarquons aussi que le même rapport constate que jusqu'en 1878 les célibataires ont cons-

tamment offert un plus grand nombre de cas de folie.

Somme toute, la différence morale des deux sexes est toute à l'avantage de la femme, et tous ceux qui sont possédés du chauvinisme masculin, feraient bien, avant de jeter la pierre au sexe faible, de méditer un peu sur la sentence du poète, qui restera comme la formule d'une vérité profondément philosophique :

Qu'est la raison de l'homme? Un peu de vin la trouble, une enfant la séduit.

La supériorité de l'intelligence masculine est parfaitement contestable, et quand on passe le tout au crible d'un examen impartial et approfondi, on s'aperçoit qu'il reste fort peu de chose de cette fameuse prévalence dont se drape le sexe barbu. Tout au plus un avantage d'ordre matériel, la force musculaire du côté de l'homme, que balance fort bien, selon nous, la beauté corporelle du côté de la femme.

Par l'amour qui est la première puissance de l'humanité, la femme pouvait gouverner le monde. Plus d'une fois, avec ce talisman, elle a changé son escabot pour un trône. Les hommes sont venus qui ont coupé les ailes de la colombe et, la foulant aux pieds, l'ont contrainte à ramper pour se venger d'elle. C'était en faire un serpent. Rendons lui ses ailes et sa blancheur, et elle redeviendra colombe. Oui, à cette question, qu'est-ce que la femme? on a pu répondre comme Ésope,

à propos d'un morceau fort apprécié des dames : *C'est ce qu'il y a de meilleur et de pire*. Anges pour ceux qu'elles aiment, démons pour ceux qu'elles détestent.

On a comparé les femmes aux prothées, aux caméléons, aux sphinx ; Voici une autre comparaison dont certes personne ne pourra s'offenser et qui ne manque pas de justesse : « La femme est « comme la vigne, elle s'appuie et elle enivre ! »

Tous les observateurs s'accordent à dire que pour l'intelligence, la femme a une véritable faculté d'intuition, c'est-à-dire cette vue rapide et exacte des faits. Elle voit mieux que l'homme ce qui est immédiatement devant elle. D'où résulte une aptitude spéciale dans l'appréciation des choses pratiques. A les prendre telles qu'elles sont aujourd'hui, les femmes paraissent inférieures à l'homme pour saisir les généralités, les principes et tout ce qui relève de la faculté spéculative. Mais il saute aux yeux qu'elles ont l'esprit plus vif et plus pénétrant. L'homme reçoit plus lentement, plus imparfaitement les impressions des objets extérieurs. Cette différence, à l'avantage du sexe féminin, est surtout apparente dans l'enfance et dans l'adolescence. La petite fille est presque toujours plus précoce pour apprendre à parler ; et plus tard à l'âge où les garçons rampent encore dans la poussière de l'école, les jeunes filles font déjà l'ornement de la société. L'éloquence semble être le partage de ces

dernières. A l'inflexion d'une voix agréable, elles joignent le charme de la persuasion et répandent des fleurs sur les matières les plus abstraites. J.-J. Rousseau avance que de toutes les femmes qui se sont adonnées aux arts et aux sciences, il n'en est pas une qui, à 30 ans, n'eût donné des leçons aux barbes grises. Les hommes philosopheront mieux que la femme sur le cœur humain, mais elle y lira mieux qu'eux. Dans le détail des choses de l'âme, c'est un psychologue vraiment merveilleux. On a pu dire que ce qui manque aux femmes, c'est une grande originalité de conception ; mais dans l'exécution de l'idée, dans la finesse d'observation, dans la perfection du style, rien ne les surpasse ; Témoins les œuvres de Mme Staël et de Mme Sand. Nous accordons que la femme a une volonté moins fortement trempée que celle de l'homme ; mais elle conçoit quand il le faut, les résolutions les plus vaillantes, les résolutions du sacrifice.

Ainsi que nous l'avons vu, dans toutes les phases de l'humanité, et en dépit des conditions défavorables faites au sexe féminin, il s'est rencontré des femmes qui ont su trouver les sentiments héroïques, les énergies indomptables.

On peut mettre à l'actif de la femme cette merveilleuse aptitude aux métamorphoses sociales. Elle s'adapte facilement et promptement aux milieux nouveaux où la placent les circonstances de la vie. Des filles épousées deviennent en peu de

temps des femmes du monde remarquables. Si l'on ne voit plus à notre époque des rois épouser des bergères, nous coudoyons chaque jour des bergères qui sont devenues des dames et qui tiennent leur rang tout comme d'autres.

TROISIÈME DIVISION

LA FEMME DANS L'AVENIR.

Dans les divisions précédentes, nous avons fouillé dans le passé, exploré le présent, et nous avons vu que tout n'est pas pour le mieux dans la condition des femmes. Nous avons constaté le mal, nous avons tâché d'en déterminer les causes et les origines, d'en sonder l'étendue. Maintenant que notre diagnostic est fait, il nous reste à indiquer le remède. L'exposé des faits nous a montré que la femme souffrait par son éducation, par les mœurs, par les conditions du travail, et par la législation. Il s'agit de porter remède sur tous ces points. Ces considérations indiquent la méthode à suivre :

La dernière division de ce travail comprendra donc quatre sections.

1° La section pédagogique qui traitera de l'instruction et de l'éducation ;

2° La section économique où seront étudiées les réformes concernant le travail des femmes.

3° La section de morale où nous rechercherons les améliorations que réclame la morale publique ;

4° Enfin la section de législation sera consacrée à étudier les modifications du Code que demande le sort des femmes.

SECTION PÉDAGOGIQUE.

Parmi les nombreuses misères qui affligent l'existence des femmes, il en est bien peu qu'on ne puisse attribuer à l'ignorance. En dehors du Code dont les rigueurs pèsent aussi lourdement sur la femme lettrée que sur l'ouvrière inculte, tous les autres maux dont souffre le sexe féminin, proviennent de ce fait général que son intelligence a été tenue sous le boisseau.

Cette ouvrière a une part *infime* dans le travail national et gagne à peine de quoi l'empêcher de mourir de faim ; ignorance, elle a été privée de toute connaissance professionnelle.

Cette jeune fille du peuple à peine adolescente, manque à ses devoirs et tombe au fond de l'abîme; ignorance, on n'a formé ni son esprit, ni son cœur.

Cette jeune femme est tourmentée de fréquentes maladies, et ne sait ni élever, ni conserver ses

enfants ; ignorance, elle n'a jamais appris l'hygiène et l'économie domestique.

Cette autre cherche dans la vanité et les dissipations de la vie mondaine un bonheur qui la fuit ; ignorance, on ne lui a donné aucune idée sérieuse qui pût la nourrir.

Cette femme du monde est dévorée d'ennui; ignorance, le monde de l'intelligence lui est fermé.

Cette veuve, cette célibataire sont exploitées par les hommes d'affaires ou les Thaumaturges ; ignorance, toujours l'ignorance.

Cette maladie héréditaire pèse sur près de la moitié de la population féminine. Quant à l'autre, c'est encore l'ignorance relative. Ici l'instruction n'est qu'élémentaire ; là, elle est bizarre, défectueuse ; en haut, elle est incomplète et trop superficielle, et partout elle est déplorablement inférieure à celle de l'homme.

Ce préambule indique assez la haute importance que nous attachons à l'instruction générale pour améliorer la condition des femmes. Aussi avons-nous donné la première place à la section pédagogique.

Depuis une vingtaine d'années, certaines améliorations se sont graduellement réalisées, grâce sans aucun doute aux voix éloquentes de quelques publicistes qui ont dénoncé cette douloureuse lacune.

Suivant un rapport présenté à l'Académie des sciences morales et politiques le 11 juin 1882, il

existe en France, actuellement, 101 cours d'enseignement secondaire, recevant 4,206 jeunes filles dont 629 pour l'Académie de Paris.

De 1866 à 1882, 109 diplômes ont été délivrés aux personnes du sexe, tant à la Sorbonne que dans les facultés des départements. Ce chiffre total de 109 diplômes délivrés dans cette période de 15 ans, se décompose ainsi :

40 pour le baccalauréat ès lettres.
32 pour le baccalauréat ès sciences.
2 pour la licence ès-lettres.
3 pour la licence ès-sciences.
21 pour le doctorat en médecine.
29 pour le brevet de l'enseignement secondaire spécial.
2 pour la pharmacie et l'officiat de santé.

Dans cette vaillante croisade contre l'ignorantisme, Michelet a dit : « *Élever une femme c'est élever la société tout entière.* » Émile de Girardin a formulé ainsi sa pensée sur cette question : « *Les femmes portent l'avenir de la société dans leur sein ; jamais il n'y aura de progrès réel, que ceux qui leur seront dûs.*

En 1867, *M. Jules Simon*, alors député au Corps législatif, a prononcé à la Sorbonne ces paroles devenues mémorables : *Il n'y a aucune raison au monde qui puisse faire que les sacrifices consacrés par l'État en faveur des garçons ne le soient pas de même en faveur des jeunes filles. Ici, à côté de la justice, il y a un intérêt qui est tout uniment le pre-*

mier intérêt du monde. Quand on élève un garçon, et que d'un ignorant, on fait un lettré, qu'est-ce qu'il en résulte? Il en résulte un lettré. Quand on élève une fille et que d'une ignorante, on fait une lettrée, qu'est-ce qu'il en résulte? il en résulte une institutrice; c'est-à-dire qu'au lieu d'avoir enseigné à une jeune fille, vous aurez enseigné à toute une famille. A ce grand intérêt se rattache le grave intérêt de la reconstitution du foyer domestique, de la puissance bienfaisante et salutaire de la morale enseignée par la mère à l'enfant qui sort du berceau.

L'antiquité et le moyen âge ont défini la femme: un être inférieur et relatif. Un spécimen très caractéristique donnera une idée des idées courantes du moyen âge. Au concile de Mâcon, des évêques ont gravement délibéré pendant plusieurs jours sur cette question : *Les femmes ont-elles une âme? Les femmes font-elles partie du genre humain?* Ceci provoque le sourire, non une réfutation.

De cette définition nullement justifiée, sont nés et les institutions publiques d'enseignement et tous les préjugés qui ont eu force de lois. Cette définition, ces méthodes d'enseignement, léguées par l'antiquité, adoptées par le moyen âge, doivent-elles prévaloir au XIX^e^ siècle? Non.

Deux grands principes s'imposent aux sociétés modernes pour qu'elles dispensent à la femme les trésors de la science au même titre qu'à l'homme : la justice et l'humanité.

La femme est une intelligence, la femme est une conscience. La société la reconnaît comme telle, puisqu'elle la rend responsable de ses devoirs devant les lois du pays. Cet être, vivant, pensant, aimant, souffrant, ayant comme nous, un cerveau, un cœur, une âme immortelle comme la nôtre, tenant à l'infini comme la nôtre, a aussi ses aspirations, ses droits à la perfectibilité. Son titre inaliénable de créature humaine lui donne des droits à l'épanouissement de ses facultés, au développement de son esprit et de son cœur. M. Legouvé l'a dit : *Pour la femme, c'est au nom de l'éternité qu'on lui doit la lumière !*

La femme est l'égale de l'homme, non d'une égalité absolue : La diversité des sens entraîne une diversité physiologique, certaines dissemblances secondaires, dans la manière d'être des femmes. Mais cette diversité ne saurait jamais effacer l'identité de nature humaine. C'est l'égalité dans la différence.

Les femmes et les hommes sont tous enfants de la patrie. Celle-ci a donc les mêmes devoirs envers les uns et les autres. Que dirait-on de la marâtre qui prodiguerait le pain à la moitié de ses enfants et le refuserait à l'autre moitié? Nous savons que, de par la loi, le chef de famille est tenu de nourrir ses enfants sans distinction de sexe. L'instruction est ce pain de l'âme, cette nourriture de l'intelligence, non moins indispensable au développement complet de l'enfant. Le

père les doit également à tous ses rejetons. Et quand la société intervient pour surveiller l'accomplissement de ce devoir, quand elle s'impose des sacrifices pour faciliter cette noble tâche, elle ne peut établir de différence d'un sexe à l'autre, avoir deux poids et deux mesures, sans commettre un déni de justice.

Cette égalité de traitement pédagogique se justifie en outre par cette considération que l'enseignement secondaire et supérieur est naturellement indispensable pour donner à la femme l'accès à toutes les carrières libérales qui lui étaient fermées jusque-là. Le droit aux fonctions a pour corollaire le droit à la science.

Enfin, la femme paye les impôts et contribue ainsi à alimenter le budget de l'instruction publique. Étant à la peine, n'est-il pas juste qu'elle soit aussi au profit?

Aussi, nos pouvoirs publics ont-ils commencé à comprendre qu'on ne pouvait plus laisser en détresse l'âme féminine; que c'était violer la justice distributive que de fermer à la moitié du genre humain les portes du monde intellectuel, de lui cacher les clartés de cette science profonde qui ouvre les horizons de l'infini et rapproche de Dieu.

L'instruction des femmes n'est pas seulement une question de justice c'est aussi une question d'humanité.

Le dix-huitième siècle a conçu et ébauché l'en-

cyclopédie des sciences, le dix-neuvième siècle peut en faire autant pour cette œuvre colossale ; la synthèse des énergies humaines.

Quand viendra le jour des deux sexes également éclairés, par le flambeau de la science, le jour qui verra la culture intégrale de la masse encéphalique du genre humain, le jour qui verra l'utilisation de toutes les forces vives de la nation, l'éclosion de tous les talents, quelles espérances splendides ne pourra-t-on pas concevoir pour l'avenir ? Quelle incomparable renaissance!

La découverte du nouveau monde, l'invention de l'imprimerie, l'antiquité ressussitée au seizième siècle, l'invention de l'électricité, n'auront pas donné autant de lumière, autant d'idéales voluptés !

Pour ceux qui pensent que la tournure d'esprit est identique, il y aura augmentation, doublement, d'une force unique ; pour ceux qui voient dans les deux intelligences, une certaine diversité, et nous sommes un peu de cet avis, eh bien ! ces deux intelligences se complèteront l'une par l'autre, et donneront dans leurs manifestations un tout harmonique et fécond.

Et pour le passé :

On a dit : L'humanité a bien marché sans la femme ; oui, mais avec l'appoint féminin, elle eût marché plus vite. Elle aurait peut être évité des monstrueuses déviations, qui ont déshonoré l'histoire de l'esprit humain, et entrave sa

marche dans la voie du progrès. La civilisation n'aurait pas connu les arrêts et les reculs.

Qui saura jamais le nombre des talents et des génies qui, faute de culture, ne sont pas arrivés à leur épanouissement ? Combien de perles précieuses sont demeurées cachées dans l'océan de l'ignorance féminine !

L'instruction féminine rendra au centuple ce que la société aura fait pour elle, que l'on considère la femme comme fille, comme épouse, comme mère, ou comme femme en général.

Jeune fille, elle aura une notion plus nette de ses devoirs, un sentiment plus vif de sa dignité personnelle. La femme qui ne sait rien, est privée de toutes les joies intellectuelles et se jette comme la brute sur les plaisirs grossiers qui achèvent de la dégrader.

Il y a dans les classes laborieuses deux plaies hideuses à guérir : L'ivrognerie chez les hommes, la débauche chez les femmes. Nous avons la conviction que les leçons de l'école, conjointement avec les ressources d'un travail rémunérateur, seront les plus sûrs remèdes contre l'immoralité.

Sans doute, il serait naïf de croire que ces deux puissantes sauvegardes seront toujours efficaces. Non, elles ne garantiront que celles qui veulent être garanties. C'est déjà beaucoup. On aura le droit d'être sévère contre les autres.

Dans les classes aisées, la jeune fille solidement

trempée par l'instruction et l'éducation, abordera, sans trop de péril, à cette époque critique de la majorité, à ce moment où il s'agit de prendre une décision pour tel ou tel prétendant, ou encore de choisir entre le mariage et le célibat ; en un mot de décider de son avenir. Elle examinera avec tout le sérieux que réclame cette grosse question.

C'est le cas de dire ici quelques mots d'un sujet sur lequel on fait encore force plaisanteries, qui, du reste, ne brillent ni par la nouveauté, ni par le sentiment : Je veux parler *des vieilles filles*.

Nous devons protester contre ces idées railleuses et peu réfléchies qui ont cours dans un certain public. Une jeune fille a le droit, si elle le juge bon, de refuser le mariage. Elle peut avoir pour cela toutes sortes de bonnes raisons qu'elle n'est obligée de dire à personne. Il est aussi peu généreux que rationnel de prétendre que toutes les vieilles filles sont celles dont personne n'a voulu, tandis que souvent ce sont celles qui, à tort ou à raison, n'ont voulu de personne. Beaucoup peuvent avoir obéi à des motifs de fierté légitime, ou à leur manière de juger la vie.

Quand donc sera venu le jour de prendre une détermination, la jeune fille instruite et réfléchie, saura repousser cette grosse imprudence, cette lâcheté morale de dire *oui* au premier venu par la misérable peur de rester vieille ville. C'est

encore manquer gravement à sa dignité et à la sainteté du mariage que de se marier à la hâte par l'effet d'un dépit amoureux.

On ne peut rien demander aux lois pour améliorer la position de ces pauvres proscrites. Mais les mœurs peuvent beaucoup. Honneur aux écrivains français qui ont commencé de réagir en faveur de ces célibataires féminins que nos voisins les Anglais savent respecter et considérer, et que les Allemands ont poétisés du nom charmant de *tantes berceuses*.

L'épouse. — Jusques-là l'épouse bourgeoise a été la bizarre résultante du couvent, du pensionnat, et des préjugés de la famille. Instruction, éducation, enseignement religieux, tout cela a été dirigé suivant le type traditionnel que l'on sait, et dont le plus clair résultat a été de creuser un abîme de différence intellectuelle et morale entre le mari et la femme.

Les unions où l'on ne se comprend pas, et où l'on parle deux langues différentes, les unions où la femme est une échappée du moyen âge, tandis que l'homme est un Français du XIX^e^ siècle, pouvaient, elles, donner autre chose que cet antagonisme latent et persistant qui se dissimule souvent au dehors à cause des convenances sociales, mais qui souvent aussi éclate en orages et aboutit à la séparation. La différence peut attirer, mais c'est la ressemblance qui retient et relève.

Tournons maintenant nos regards sur cet intérieur qui réalise l'association de deux cœurs et de deux intelligences, sur cet intérieur où l'époux et l'épouse se seront alimentés aux mêmes sources du vrai, du beau et du bon. N'est-ce pas là que le rôle de la femme peut être grand? Vraie compagne de l'homme, d'autant mieux appréciée et écoutée, qu'il en est mieux compris, elle sera l'heureuse inspiratrice dans la bonne et la mauvaise fortune, la fée bienfaisante qui, dans tous les hasards de la vie, pansera les blessures de son cœur, calmera les révoltes de son orgueil, et assurera par l'ascendant de ses vertus la paix et l'honneur du foyer domestique. Vestale moderne, elle entretiendra dans le sanctuaire de la famille, le feu sacré des grands devoirs.

Il n'est pas un homme qui puisse se dire complètement vierge de l'empreinte féminine, de cette influence qui, à tous les âges de la vie, vient modifier notre manière de voir et de sentir. Mais cet empire moral se manifeste surtout de la part de la femme aimée, dans les épanchements quotidiens de la vie conjugale.

C'est là qu'il est permis d'entrevoir le mariage idéal, où se présente cet échange précieux d'idées, cette communication habituelle de sentiments, d'émotions, d'espérances, de douleurs et de joies, où deux époux, voyant de la même hauteur, mais avec des nuances dans la manière de sentir et

de comprendre, chacun apportera son contingent utile de lumières, son tribut d'observations et de vérités.

Au point de vue matériel, dans la plupart des professions, dans le commerce et l'industrie particulièrement, le mari recevra de très utiles services de sa compagne qui pourra même le suppiéer dans les cas si fréquents d'absence et de maladie.

Que nous a montré l'antiquité? Toutes les femmes qui ont pu se développer, ont été les grandes inspiratrices de leurs époux devenus célèbres, et ceux-ci, comme à Sparte, leur en rendaient publiquement témoignage.

Maintenant comment exprimer tous les bienfaits de l'influence maternelle sur l'enfance et la jeunesse? Comment apprécier pour l'avenir d'une nation, l'importance des mères instruites dans leur double fonction d'institutrices et d'éducatrices, d'éducatrices surtout? Nous savons que les mères ont joué un certain rôle dans l'épanouissement de certaines célébrités. Saint Augustin, saint Chrysostôme, saint Louis ont été élevés par leurs mères. Dans le monde moderne, c'est encore à leur mère, que Schiller, André Chénier, Lamartine, Victor Hugo doivent leurs plus touchantes inspirations.

Ce que la mère apprend à l'enfant, c'est le commencement, le complément et le couronnement de l'enseignement scolaire. A la naissance

de son cher rejeton, commence pour elle la mission la plus noble et la plus difficile. C'est la mère qui, penchée sur le berceau de l'enfant, couvera du regard sa jeune âme, comme pour la faire éclore. C'est la mère qui versera dans ce jeune cerveau les premières idées, les premiers sentiments. C'est la mère qui, avec un dévouement de tous les instants, surveillera le développement de ces jeunes plantes d'abord si frêles, et formera ensuite à la science austère de la vie, ces âmes si pures et si confiantes qui conserveront la forte empreinte de cet enseignement maternel. C'est par la mère bien trempée que sera pétrie l'âme de l'enfant ; c'est à son image que cette âme aura été façonnée, c'est sur les genoux de cette mère éclairée qne se formera ce qu'il y a de plus excellent dans le monde : un honnête homme, et une honnête femme. Cette vérité souvent proclamée trouvera chaque jour son application : *tout grand homme, tout grand citoyen est le fils de sa mère.* N'oublions jamais que la source vive de la morale n'est que dans l'intimité de la vie domestique. Les véritables professeurs de morale sont les femmes ; ce sont elles qui conseillent doucement de faire le bien, qui récompensent le dévouement par une caresse, qui donnent quand il faut l'exemple du courage, et de la résignation, qui enseignent aux enfants le charme des sentiments tendres, et les fières et sévères leçons de l'honneur.

Si la famille est l'atmosphère naturelle où s'exerce l'influence de la femme, son empire s'étend bien au delà de ces étroites limites. Elle rayonne à l'extérieur sur la société toute entière. Le confinement domestique, la claustration du gynécée ont fait leur temps. Les idées modernes sont orientées non pour l'étouffement de la vie murée, mais pour la vie large et libre, pour les rapports incessants avec nos semblables.

L'homme a l'esprit plus concentré, la femme est plus expansive, plus communicative. C'est une intelligence rayonnante par excellence. On a dit avec raison, que les sciences ne deviennent tout à fait utiles qu'en devenant vulgaires. La femme sera le premier agent de vulgarisation. Dans les nombreuses relations sociales, à la ville, à la campagne, en voyage, dans les promenades, l'esprit de la femme, ses idées, ses connaissances, ses aspirations, tout cela s'épandra autour d'elle, par les entretiens incessants.

Et puis, nous aurons les conférencières pour les grands centres de population, les institutrices répandues partout, dans un avenir non éloigné, des villes aux simples bourgades, et dont les vivifiantes leçons répandront sur toute l'étendue du territoire la bienheureuse et féconde semence.

Il est bon de parler ici de certaines objections qui datent d'un peu loin, mais qui se répètent souvent de nos jours.

Ces études prolongées au delà du terme ordinaire, donneront aux femmes, dit-on, trop de hardiesse de pensée et quelque chose de l'esprit masculin. En apprenant tant de choses, elles perdront leur délicatesse de sentiments, et la plus élémentaire de toutes les grâces, celle d'être femme; elles deviendront trop semblables à l'homme. Elles seront *des bas bleus*.

Commençons par cette plaisanterie triviale : elle a été relevée très spirituellement par un auteur anglais, qui a dit : *Peu m'importe qu'une femme porte des bas bleus, si sa robe est assez longue pour que personne n'en voie rien !*

Ces préjugés contre l'instruction des femmes s'abritent sous l'autorité d'un grand talent qui semble leur avoir donné une sorte de consécration : Nous avons nommé Molière. On a répété à satiété, après le bonhomme Chrysale, cette tirade qui se termine par les quatre vers suivants :

Nos pères sur ce point, étaient gens bien sensés,
Qui disaient qu'une femme en sait toujours assez,
Quand la capacité de son esprit se hausse
A connaître un pourpoint d'avec un haut-de-chausse.

Laissons à Molière le mérite de ses vers et de son esprit : Mais ici l'exagération du théâtre a poussé le poète comique en dehors de la vérité. Dans ces maximes rimées, Molière confond dans le même anathème le pédantisme avec l'instruction des femmes.

Le pédantisme n'est pas la conséquence fatale, inséparable de la science. On peut dire aux femmes, sachez tout ce que vous voudrez, pourvu que vous ne jetiez pas votre savoir à la tête de vos interlocuteurs. On peut opposer les vers suivants :

Quelle sache ignorer les choses qu'elle sait.....
Et quelle ait du savoir sans vouloir qu'on le sache,
Sans citer les auteurs, sans dire de grands mots,
Et clouer de l'esprit à ses moindres propos.

Il y a bien quelques hommes qui tombent dans le pédantisme; serait-ce une raison pour condamner tous les hommes à l'ignorance ?

On ne voit pas clairement pourquoi une femme est plus charmante quand elle ne raisonne pas ou quand elle déraisonne, quand elle s'ennuie à bâiller au moment où des hommes distingués parlent devant elle de quelque grand sujet de littérature, de philosophie ou de science sociale.

Certes un enfant a de la grâce parce qu'il est enfant : voudrait-on donner à la femme cette grâce de l'ignorance enfantine? On pourrait l'admettre si l'homme ne voyait dans la femme qu'un instrument de plaisir sensuel à la mode orientale. Mais nous sommes en France, nous sommes les représentants d'une grande civilisation dans laquelle la vie du harem n'est pas possible. Nous revendiquons pour nos femmes de plus hautes

destinées, nous voulons en faire autre chose que des odalisques ou des ornements de salon. Nous désirons les élever jusqu'à nous par l'instruction et les rendre capables de remplir dignement les hautes fonctions d'épouses, de mères et d'éducatrices. Il n'est pas vrai que la femme ne soit que pour l'homme ; il n'est pas vrai qu'il faut dans l'éducation des femmes tout rapporter à l'homme; il n'est pas vrai non plus que l'homme n'ait d'autre but ici-bas que la femme. Notre but à tous, c'est la perfection, c'est la famille, c'est l'idéal, c'est l'humanité, c'est Dieu.

PÉDAGOGIE PROPREMENT DITE.

Le *Cadre* de ce travail ne peut comporter de longs détails, nous devons limiter notre attention aux grandes généralités.

Trois grands principes doivent dominer ici.

1° L'éducation et l'instruction doivent être identiques pour les deux sexes, parce que la science est une, la morale est une, et la grande loi de perfectibilité n'a pas de sexe. Quand nous disons éducation identique, nous entendons la même éducation pour les grands devoirs de la religion et de la morale qui sont communs aux deux sexes, sans vouloir négliger les qualités spéciales à chacun d'eux.

2° L'instruction doit être intégrale, c'est-à-dire

s'attacher à développer conjointement l'esprit et le corps, et faciliter aux femmes l'épanouissement de tous les talents et de toutes les aptitudes.

3° L'instruction générale des femmes doit être dirigée de manière à les rendre capables de se suffire à elles-mêmes, si elles sont privées de soutien, et à les placer dans les meilleures conditions possibles pour remplir leur tâche d'épouse et de mère, si elles se marient.

Cette troisième condition est une nécessité pédagogique qui s'impose en présence des constatations de la statistique :

Selon M. Elysée Reclus (*Nouvelle Géographie universelle*), il y a dans notre population féminine, 48 femmes 0/0 qui sont célibataires, et 11 0/0 qui sont veuves, en tout 59 femmes 0/0 qui sont privées du soutien de l'homme.

Dans la première phase d'enseignement que nous portons jusqu'à l'âge de six ans, l'enfant ne sera jamais mieux placé que chez ses parents, et particulièrement sous l'aile maternelle. C'est donc surtout à la mère que s'adressent les conseils suivants :

Tous les grands pédagogues réclament aujourd'hui une grande attention pour cette première époque, ce printemps de la vie, où l'âme neuve de la jeune fille est comme une feuille, vierge de toute empreinte, et sur laquelle les premières lignes se graveront profondément. Il importe de

favoriser, de ne pas entraver l'enfant qui, tous les jours, se nourrit d'impressions, tâche de s'expliquer les relations des personnes et des choses, et se pose à sa manière des questions sur le monde qui s'agite autour de lui. Le jeune enfant éprouve un incessant besoin d'activité et sa méthode de recherche est la meilleure de toutes. C'est la méthode expérimentale.

Malheureusement, l'enfant est trop souvent arrêté par ces mots qui frappent continuellement ses oreilles : *Ne fais pas ceci, ne touche pas à cela.* Il existe un moyen d'éviter cet inconvénient, c'est de n'entourer le jeune enfant que d'objets simples, non fragiles, avec lesquels il s'instruira et exercera ses forces sans dommage pour personne.

Telle est la méthode étudiée et recommandée par le philosophe allemand *Frœbel*. Ce savant observateur a établi une collection d'objets judicieusement choisis pour l'instruction élémentaire de la première enfance. Ces objets représentent toutes les couleurs, toutes les formes et les différentes matières que l'enfant peut manier. Des corps solides et élastiques, durs ou mous, des fleurs, des feuilles, des morceaux de bois.

Ce grand éducateur ajoute qu'il serait très utile de vivre avec l'enfant et d'être son camarade. Si les parents voulaient seulement jouer une heure par jour avec les enfants, suivant cette méthode, le résultat serait merveilleux.

Frœbel s'attache, en définitive, à régler et développer ce qu'il appelle la *gymnastique des cinq sens*, particulièrement l'éducation de la main, cet organe merveilleux de la personne humaine. Cet exercice développera le goût du travail, préparera la main de la jeune fille pour l'écriture, pour le dessin, pour la musique, pour les métiers et arts divers.

Cette méthode naturelle est heureusement favorisée dans son application par des jardins mis à la disposition des familles. Il serait à souhaiter que toutes les salles d'asiles soient pourvues d'un jardin où les enfants prendraient leurs ébats pendant la belle saison. Nous sommes encore loin des célèbres jardins d'enfants d'Allemagne.

La seconde phase de l'enseignement que nous faisons consister dans l'enseignement primaire, a une importance qui n'échappera à personne. L'universalité de cet enseignement s'adressant à tous les enfants du pays sans distinction aucune, une organisation bien comprise, un programme sagement combiné, assez étendu sans être surchargé, peuvent contribuer à élever le niveau intellectuel de la nation, et préparer chez nos jeunes filles un terrain merveilleusement propice pour recevoir les connaissances des écoles spéciales, ainsi que celles de l'enseignement secondaire.

Nous savons aussi que cette instruction pri-

maire reste le lot unique de l'immense majorité des jeunes filles comme des garçons. A ce titre encore, elle réclame les plus grands soins.

Notre tâche est ici simplifiée par la nouvelle loi du 29 mars 1882 sur l'enseignement primaire gratuit et obligatoire pour les deux sexes. Le mode et les matières d'enseignement seront les mêmes dans toute l'étendue de la France.

Cette nouvelle loi, votée par le parlement après une discussion passionnée, consacre une partie des principes énoncés précédemment.

Voilà quelques extraits de cette loi :

ARTICLE PREMIER.

L'enseignement primaire comprend :
L'instruction morale et civique.
La lecture et l'écriture.

La langue et les éléments de la littérature française.

La géographie, particulièrement celle de la France.

L'histoire, particulièrement celle de la France, jusqu'à nos jours.

Quelques notions usuelles de droit et d'économie politique.

Les éléments des sciences naturelles, physiques et mathématiques; leurs applications à l'agriculture, à l'hygiène, aux arts industriels.

Travaux manuels et usage des outils des principaux métiers.

Les éléments du dessin, du modelage et de la musique.

La gymnastique.

Pour les garçons, les exercices militaires.

Pour les filles, les travaux à l'aiguille.

ARTICLE IV.

L'instruction primaire est obligatoire pour les enfants des deux sexes, âgés de six ans révolus à 13 ans révolus. Elle peut être donnée dans les établissements d'instruction primaire ou secondaire, soit dans les écoles publiques ou libres, soit dans les familles par le père de famille lui-même, ou par toute autre personne qu'il aura choisie.

Un règlement déterminera les moyens d'assurer l'instruction primaire aux enfants sourds-muets ou aveugles.

ARTICLE V.

Une commission municipale scolaire est instituée dans chaque commune pour surveiller et encourager la fréquentation des écoles.

A cet enseignement public réglé désormais par

la grande loi du 29 mai, nous désirons qu'on ajoute le complément qui existe déjà pour les garçons, celui des écoles professionnelles proprement dites, dont nous parlerons plus loin dans la section économique, et celui des écoles spéciales comme l'école municipale *Turgot* qui préparerait nos jeunes filles au commerce, à la banque, aux administrations publiques ou privées, en un mot à toutes les carrières qui n'exigent pas un certificat d'études classiques.

Nous abordons maintenant à la dernière phase d'instruction des jeunes filles, dans laquelle nous comprenons l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur.

Hâtons-nous de dire que le gouvernement travaille à la création de collèges et lycées pour jeunes filles, destinés à combler une des grandes lacunes du passé. Ces nouveaux établissements donneront à la jeunesse féminine qui pourra en profiter, les connaissances classiques indispensables aux deux sexes pour l'obtention des grades universitaires. Jusque-là, les jeunes filles étaient fatalement enfermées dans un cercle étroit, et l'intelligence exceptionnellement douée n'en pouvait sortir que grâce à des efforts surhumains.

Nous savons que les demoiselles de la classe riche, auxquelles ne suffisait pas le minimum de l'instruction primaire, n'avaient d'autre ressource que les couvents et les pensionnats. Beau-

coup de familles continueront encore quelque temps à en user; les habitudes plus que séculaires ne changent pas du soir au matin.

Disons quelques mots de ces établissements auxquels on a reproché plusieurs défectuosités.

D'un pensionnat à un autre, il existe des différences plus ou moins sensibles, soit dans l'organisation générale, soit dans le programme des matières enseignées. Les couvents ne se ressemblent pas non plus. L'uniformité n'existe pas, et c'est là leur moindre défaut. Le personnel enseignant, sauf de très rares exceptions, ne présente pas les garanties de savoir que réclame l'enseignement secondaire :

Les couvents ont tous le défaut de trop isoler les jeunes élèves de la famille et de la vie réelle. La claustration du couvent est une forme asiatique qui se rattache à cette idée orientale :

« *Quand on veut être sûr que les femmes se conduisent bien, la première chose à faire, c'est de les enfermer.* »

Ces idées ne sauraient prévaloir aujourd'hui. Enlever la liberté à une créature humaine pendant un certain nombre d'années, est un étrange moyen de la préparer à vivre plus tard en liberté. L'enseignement qui se donne dans les couvents et dans certains pensionnats s'éloigne trop des idées modernes, et nous savons tous que l'histoire y est traitée avec une désinvolture singu-

lièrement fantaisiste. Non, ce n'est pas là que les jeunes filles peuvent apprendre la vie vraie, pleine et large de l'âme, que leur esprit peut apprendre à penser et à réfléchir. Au nom des grands principes déjà énoncés, nous affirmons et maintenons que la femme comme l'homme a le droit d'étudier, de s'instruire, de chercher à résoudre les grands problèmes de la vie sociale, de pénétrer dans les secrets de la conscience et de puiser dans le trésor de l'infini.

Du reste, nous réservons volontiers nos préférences au mode d'enseignement qui, pour les personnes du sexe, fera la plus large part à la vie de famille, voilà pourquoi nous sommes partisans de la suppression des internats partout où elle sera possible. Pour l'enseignement secondaire, nos établissements publics pourraient être ce que sont déja, moins l'obligation légale bien entendu, nos écoles primaires et nos facultés, c'est-à-dire le lieu où se distribuerait gratuitement et à toutes les élèves l'instruction publique. Cette combinaison aurait aussi le précieux avantage de laisser à cet enseignement secondaire beaucoup plus de liberté pour s'étendre et se multiplier, quand il ne traînera plus après lui cet *impedimentum* de l'internat, qui complique tout en mettant à la charge de l'État le logement, la nourriture, le vêtement et l'éducation, toutes choses qui rendent la création d'un lycée dispendieuse et difficile. Un ministre a eu

raison de dire dernièrement : *Si l'État doit l'instruction, il ne doit pas le casernement.*

Dans les derniers mois de l'année 1881, le conseil suprême de l'instruction publique a fixé le programme des matières qui seront enseignées dans tous les lycées féminins de France.

Il y aura donc, il y a déjà des collèges et des lycées de jeunes filles. On y entrera à 12 ans.

Le cours des études sera divisé en deux parties : La première de trois ans, pendant laquelle tous les cours sont obligatoires. La langue et la littérature française, les langues étrangères prennent la plus large part du programme. On enseigne aussi l'histoire, la géographie, le calcul, quelques éléments des sciences physiques et naturelles, le dessin, la musique vocale.

Les classes ne dureront qu'une heure. Il y en aura deux le matin et deux le soir. Il n'y en aura pas du tout le jeudi et le dimanche. On enseignera les ouvrages à l'aiguille et la gymnastique entre les classes du matin et celles du soir.

Les cours de quatrième et cinquième année, qui forment la division supérieure, comprennent deux séries : les cours obligatoires et les cours facultatifs.

Voici le programme des cours de la quatrième année (jeunes filles de 15 à 16 ans). Par ce programme, on pourra juger de tous les autres :

COURS OBLIGATOIRES

	par semaine.
Morale.	1 heure.
Langue et littérature françaises.	4
Littératures anciennes, langues vivantes, éléments de littérature étrangère.	3
Histoire sommaire de la civilisation jusqu'à Charlemagne.	2
Astronomie et cosmographie.	1
Physiologie animale et végétale.	1
Total	12 heures.

COURS FACULTATIFS.

	par semaine.
Littératures anciennes.	3 heures.
Éléments de langue latine.	1
Mathématiques.	3
Physique.	1
Musique vocale.	1
Dessin.	3
Total	12 heures.

Il faut signaler surtout, dans les cours obligatoires de cinquième année, des notions de droit usuel et d'économie domestique.

Ce programme n'est ni trop chargé ni trop

ambitieux. Il faut maintenant attendre les résultats.

Les pensionnats agiraient sagement s'ils s'occupaient de modifier et d'enrichir leurs programmes sur ce modèle, et aussi de veiller avec beaucoup d'attention au développement physique des jeunes pensionnaires, en se conformant à toutes les prescriptions hygiéniques sanctionnées par l'expérience et le raisonnement.

Dans ses phases diverses, l'enseignement public ou privé aura pour corollaire celui du foyer domestique qui se donnera dans les intervalles laissés par la fréquentation des écoles. Aux mères intelligentes ainsi qu'aux chefs d'institution, nous recommandons particulièrement les sages conseils que donne une savante Hollandaise, madame *Élisa Van Calcar*, et qu'elle a puisés dans une expérience de vingt années :

« On doit fonder l'éducation des femmes sur une base générale qui garantisse le développement harmonique de toutes les facultés. Nous entendons par cela que l'éducation donnée aux jeunes filles doit porter également sur les deux éléments qui constituent notre double nature humaine, l'esprit et le corps. Il est indispensable que ces deux éléments soient cultivés conjointement et harmoniquement, car on peut dire qu'ils se développent l'un par l'autre. Un esprit cultivé, dans un corps faible et maladif, sera incapable de profiter de ses

lumières. Un corps sain et robuste trouvera des tentations dans sa force même s'il n'est pas guidé par un esprit développé, *Mens sana incorpore sano.* »

« Aujourd'hui, il y a une tendance générale à s'occuper de l'instruction des femmes, mais je me demande si l'on n'a pas été trop loin dans un sens, si l'on ne risque pas dans cette course haletante à la poursuite du savoir, de surmener le corps et de compromettre la santé des femmes, beaucoup d'entre elles n'ont obtenu leur diplôme qu'au prix de leur santé. Nous demandons pour les jeunes filles, des soins plus complets pour le corps, cet instrument vivant de la pensée. »

« On doit à la femme une éducation naturelle, progressive et harmonique. J'entends par éducation naturelle celle qui repose sur la connaissance des lois du développement physique par éducation progressive, j'entends celle qui donne à chaque degré de développement tout ce qu'il lui faut, et par éducation harmonique une éducation qui conserve l'équilibre entre les facultés différentes, entre les besoins corporels, intellectuels et moraux. »

« L'éducation de nos jeunes filles doit préparer la femme à la vie, en faisant une personnalité morale et raisonnable qui comprenne ses forces et ses droits, mais surtout ses devoirs, qui accepte modestement et courageusement sa double

vocation pour la vie de famille et pour la vie sociale.

« Dans la pratique, on confond trop souvent l'éducation avec l'instruction. L'instruction seule ne suffira jamais pour former le caractère de la femme. On rencontre partout des personnes bien instruites et cependant incapables. Les jeunes filles étudient quelquefois beaucoup, elles apprennent beaucoup, et cependant elles ne savent ni diriger une maison, ni remplir leurs devoirs d'épouses et de mères. »

« Ces résultats ne sont point le défaut d'instruction, mais le manque d'éducation. Leur caractère n'est pas formé. »

« L'éducation des femmes doit leur assurer le libre emploi de toutes leurs facultés, quand nous aurons donné à l'éducation une base générale pour le développement de ces facultés et des organes. L'instruction spéciale trouvera un terrain préparé et des forces nécessaires. Cependant je demande aussi, pour les élèves plus avancées, des exercices corporels et des soins suffisants pour le physique, afin de ne pas perdre dans la suite ce qu'on a gagné dans le commencement. »

« La constitution des jeunes filles ne supporte pas impunément la fatigue de 6 à 8 heures d'étude par jour, suivies dans des salles mal aérées. Mais lorsque les facultés physiques seront suffisamment soignées, les travaux de l'intelligence ne

lui porteront pas préjudice. Quand l'éducation sera fondée sur cette base générale et harmonique au moyen d'exercices qui s'adressent à toutes les facultés du corps et de l'âme, qui comprennent la vie intérieure et extérieure, alors on ne risquera rien, en dirigeant plus tard la femme vers un but spécial. Dans ces conditions-là, l'éducation professionnelle ne nuira pas au caractère de la femme et n'empêchera pas le développement féminin de sa nature. »

« Développez chez la femme ces principes moraux qui doivent être communs aux deux sexes, une conscience droite, une volonté inébranlable. Donnez-lui les qualités qui font la noblesse de l'être humain, sans négliger pour cela son développement spécialement féminin, et alors elle traversera honnêtement et victorieusement les passages les plus difficiles de la vie. »

Au congrès international sur le droit des femmes, tenu à Paris en 1878, il a été émis le vœu que toutes les écoles actuellement existantes soient ouvertes aux élèves des deux sexes et que ceux-ci puissent suivre simultanément tous les cours.

Tel n'est pas notre avis relativement à la France. Ce système d'importation transatlantique, dont l'utilité est très contestable, est contraire à nos mœurs publiques ; il aurait pour effet immédiat d'effrayer les familles et d'apporter de nouvelles difficultés dans nos écoles publiques, déjà un peu compromises par la laïcisation à outrance

et la croisade iconoclaste sur certains points. L'enseignement absolument mixte, bon peut-être pour l'Amérique, pays de toutes les audaces, répugne à nos habitudes et tient trop peu compte de la différence de goûts, d'aptitudes et de force physique dans les deux sexes. En outre, ce mélange prolongé des deux sexes à tous les degrés de l'enseignement, allant à l'encontre des sages recommandations récemment formulées en France, aurait pour effet, craignons-nous, de masculiniser le caractère de nos jeunes filles, de porter atteinte à leurs qualités natives, à cette grâce, à cette délicatesse qui seront le charme et l'apanage de la femme.

Toutefois notre organisation de l'enseignement demande du temps. En attendant, faute d'instituteurs et professeurs en nombre suffisant, on pourrait admettre, avec quelques précautions, les élèves des deux sexes soit pour certaines écoles primaires, soit pour les mêmes cours des facultés. Pour les écoles enfantines, *il n'y a aucun inconvénient à réunir les élèves* des deux sexes sous la direction d'une institutrice.

Nous voulons aborder ici un terrain passablement brûlant, qui l'eût été, au sens littéral du mot, il y a deux cents ans : la religion. Cette question délicate et épineuse touche aux entrailles de la cause des femmes. Nous ne voulons pas l'éluder.

Elle a reçu un regain d'importance et d'actualité, de cette grande loi du 29 mars 1882 qui, proclamant gratuite et obligatoire dans toute la France l'enseignement primaire, édictait aussi la laïcisation absolue des écoles communales, fermées désormais à toute ingérence ecclésiastique, avec interdiction de tout enseignement religieux.

Nous savons que cette laïcisation, venant rompre brusquement avec les traditions du passé, a soulevé des tempêtes dans certaines régions, parce qu'on croyait voir une déclaration publique d'impiété dans ces articles de loi qui, peut-être, ne sont qu'un écho de cette pompeuse formule de l'encyclopédie :

La science à l'école, la religion au temple.

Quoi qu'il en soit, la réforme de la condition des femmes est compliquée et aggravée par la question religieuse. C'est un fait malheureusement trop général que les femmes croient trop facilement et que les hommes ne croient rien. La religion des femmes étant ordinairement peu éclairée, elles tombent dans la superstition, la forme emportant le fond, tandis que les maris, entraînés par la réaction, se jettent tête baissée dans le matérialisme.

Une bonne part de cette responsabilité revient aux chefs de famille qui, presque partout, négligent trop l'éducation des garçons.

L'antagonisme a été surexcité aussi par cette parole qui a eu un certain retentissement : *Le cléricalisme, voilà l'ennemi !* Cri belliqueux, dont le plus clair résultat a été de diviser nos populations en deux camps ennemis. Le philosophe qui n'a que faire des finasseries politiques et du stratagème des diversions, préférera les paroles qui rapprochent aux paroles qui divisent, les mesures de conciliation aux brandons de discorde.

Il existe aujourd'hui en France un parti en faible minorité, nous aimons à le croire, qui affiche une incrédulité absolue aux choses divines, et professe *l'athéisme*, puisqu'il faut l'appeler par son nom. Ce parti a des représentants dans la presse, dans nos pouvoirs publics, dans le parlement et dans la population des grandes villes.

En présence de cet état de choses, si notre voix avait quelque autorité, nous serions tentés de nous écrier à notre tour, mais en répudiant toute pensée de persécution religieuse : L'athéisme, voilà l'ennemi ! L'*athénéisme*, voilà le minotaure qui menace notre société !

De fougueux réformateurs parlent de faire litière de toutes les croyances de nos pères, et parce que l'arbre a porté quelquefois de mauvais fruits, prétendent qu'il faut l'abattre et l'arracher, supprimer l'idée de Dieu dans l'humanité pour façonner à leur image les futures généra-

tions. Comme si le monde pouvait se passer de Dieu !

Autrefois, l'étiquette de la cour et le prestige de la royauté avaient consacré ce dit-on : *Ne touchez pas à la Reine*.

Au nom de l'éternité, on pourrait rappeler à tous, législateurs et hommes d'État, ce dogme autrement sacré :

Ne touchez pas à l'idée divine, ne touchez pas au sentiment religieux ! Ce sentiment qui est partie intégrante de la nature humaine ! Le premier fleuron de cette couronne de prérogatives qui élève la personne humaine au-dessus de l'animalité ! Rayon splendide qui rattache la terre au ciel ! Idéalisme transcendant ! Idée féconde par excellence qui a noblement inspiré nos poètes et nos artistes ! Mystérieuse émanation de l'infini ! Patrimoine sacré de l'humanité tout entière, qui partout a élevé des temples au culte de cet infini, que le Dieu s'appelle Brahma, Ammon, Jupiter, Allah, Jehova ou Jésus !

On a invoqué quelquefois la cause du progrès général ; en d'autres termes, pour les contempteurs absolus du passé, le sentiment religieux entraverait la marche de la civilisation. C'est à croire qu'on y verra plus clair quand on ne regardera plus le ciel ! L'esprit humain n'aura l'émancipation décisive que quand il aura rompu les lisières divines ! Et alors apparemment l'humanité enrichie de ces deux talismans, l'athéisme

et le matérialisme, voguera à pleines voiles sur un océan sans orages, sans écueils et sans limites, agrémenté d'enchantements inouïs et d'horizons splendides ! Tous les hommes seront des moutons, toutes les femmes des anges, en sorte que séparations et divorces ne seront plus que des mythes. Le chacun pour soi de l'étroit égoïsme n'aura plus sa raison d'être et, à sa place, régneront sur toute la ligne l'abnégation de soi-même, le dévouement et le sacrifice ! La souffrance morale et physique sera supportée avec une sainte résignation, au lieu d'aboutir au désespoir du réchaud ou de la rivière ! Les hommes d'État ne se tromperont jamais dans le maniement des affaires publiques. Les journaux ne diront jamais que la vérité, et enfin la pensée humaine aura des envolées sublimes vers l'idéal, en sondant les profondeurs. . . . . du néant!

Certains réformateurs, certains politiciens ont dit : *Ayons les femmes avec nous, et nos réformes triompheront de tous les obstacles !* Singulier moyen de les attirer dans leur camp, que de demander aux femmes de brûler ce qu'elles ont aimé et adoré, de traiter de chimère cette religion qui a bercé leur enfance et leur a donné plus tard espérance et consolation, pour remplacer tout cela par cette désolante philosophie qui leur dit : *Souffrez et mourez; tel est votre partage, n'en attendez point d'autre !*

S'il est vrai que tout être humain qui perd le

sentiment des choses d'en haut s'appauvrit et s'abaisse, la femme plus encore que l'homme ne peut, sans un immense préjudice pour elle-même, vivre sans Dieu. Plus délicate et plus impressionnable que l'homme, plus aimante, moins absorbée par les intérêts, il lui faut une retraite intérieure où elle puisse, à certains moments, se trouver seule avec Dieu, pour se recueillir et pour prier. Qui appuiera ce roseau si la religion n'en soutient la fragilité? Toujours à la veille de la mort ou de la perte de ses charmes, qui le soutiendra, cet être qui sourit et qui meurt, si son espoir n'est point au-delà d'une existence éphémère?

Loin de nous la pensée de vouloir négliger pour les garçons l'enseignement religieux comme on l'a fait jusqu'ici. Nous sommes, au contraire, tout porté à faire chorus avec *M. Coquerel* quand il s'écrie : « Qu'y a-t-il au monde de plus méprisant, soit quant aux femmes, soit quant à la religion, que ce mot de bien des pères de famille, de bien des maris : *La religion, c'est bon pour les femmes.* Il y aurait donc une moitié du genre humain dispensée de croire la vérité et condamnée à l'erreur ? Il y aurait donc une moitié du genre humain destinée à se laisser gouverner à tout jamais par la fiction et le mensonge?

« Cela n'est pas. Ce mot est un blasphème contre Dieu, contre la nature humaine, un blasphème contre la religion et contre les femmes.

Ce qui n'est bon pour personne, c'est le faux ; ce qui est bon pour tout le monde, c'est le vrai ! »

Les grands éducateurs sont unanimes pour une solide éducation morale donnée également aux deux sexes.

On a souvent parlé de morale indépendante. Sans doute, le grand idéal de morale, qui vient d'un principe supérieur, fait partie de la nature humaine et n'est point l'attribut particulier des textes consacrés des ministres de tel ou tel culte ; mais l'histoire générale démontre que les principes d'une morale abstraite et sans sanction, n'ont pas de prise sur l'humanité.

Nous convenons qu'il serait défectueux de confondre avec l'athéisme le refus d'adhésion à telle ou telle croyance révélée. Mais le refus systématique de tout culte extérieur conduit insensiblement à l'oubli de la divinité, et de là au scepticisme. On a énoncé et imprimé cette orgueilleuse assertion : *Nous n'admettons pas d'intermédiaire entre l'homme et Dieu !*

Hélas ! les exemples ne manquent pas pour montrer ce que devient une âme absorbée par les nécessités de la vie et des affaires, ou livrée au tourbillon des plaisirs, aux mille frivolités de la mode, aux agitations du monde, aux entraînements de l'ambition, aux fiévreuses alternatives de la perte et du gain. Où sont les âmes assez fortement trempées pour résister longtemps à tant d'éléments de dissolution, s'il n'y a autour de

nous, ni temple, ni monument, ni cérémonie, ni symbole, ni paroles humaines pour nous les rappeler? La pensée du vrai but de la vie, le sentiment religieux du monde invisible, ne courent-ils pas le plus grand danger d'être oubliés et de s'évanouir?

Les femmes comme les hommes ne sont pas de purs esprits; l'humanité n'est pas composée de savants, de moralistes et de philosophes qui, jamais absorbés par le souci des intérêts matériels, savent trouver, dans une haute culture intellectuelle, et entretenir dans le sanctuaire de leur conscience, le culte de l'infini.

Beaucoup de bons esprits se sont émus de cette incrédulité croissante chez les hommes qui place les uns dans l'athéïsme, les autres au bord de l'abîme. La liberté de conscience est une précieuse conquête; il faut la respecter. Mais ce qui est non moins respectable, c'est l'âme de l'enfant, c'est l'âme de la femme qui jamais ne pourra s'accommoder de la doctrine des négations.

De la part du gouvernement, la séparation des deux enseignements laïque et religieux peut à la rigueur être admise. Mais la moindre hostilité contre l'enseignement religieux, jamais! Nous ne voudrions pas d'un état sacerdotal, encore moins d'un état ouvertement sceptique. L'État ne se rattache-t-il pas à Dieu par la justice?

Ce que nous avons dit s'applique non à telle ou telle croyance révélée, mais bien à ce senti-

ment primordial constituant comme le fond commun de toutes les religions qui en sont les manifestations diverses. C'est ce sentiment précieux que nous voudrions voir cultiver dans l'enfant, avec soin et intelligence.

Dans les discussions du Sénat sur l'enseignement primaire, on a rappelé la méthode d'instruction préconisée par les illustres penseurs des temps passés et des temps modernes, qui consiste à tirer du fond naturel de chaque élève ce qui s'y trouve contenu, à donner à cet élève la conscience et l'usage des trésors que la nature prévoyante a déposés en lui, et à la suite, on a rappelé aussi la brève et énergique formule par laquelle *Socrate* définit l'éducation : *L'art d'accoucher l'enfant de ses propres idées.* Eh bien ! nous prétendons que l'idée divine préexiste dans cette âme. Autrement, qui donc aurait pu l'y mettre, fût-il Descartes ou Bossuet ?

Mais ce sentiment religieux est comme nos autres facultés, un germe qui a besoin de culture pour se développer, C'est un diamant qui, pour jeter son éclat, demande la main du lapidaire. C'est ce sentiment primordial que nous voudrions proposer comme unique objet de l'enseignement religieux à la première jeunesse, d'une manière sérieuse et absolument identique pour les deux sexes.

Nous l'avons dit : Les femmes ont trop de religiosité et les hommes trop peu ; si, pour effacer

la distance qui les sépare, les femmes ont à descendre un peu, nous croyons que les hommes ont à monter beaucoup.

Dans l'éducation religieuse comme dans les autres, il importe de commencer par le commencement, de procéder par gradation, c'est-à-dire du simple au composé. Nous proposons un système qui, bien compris, sagement appliqué, pourrait, sinon supprimer, du moins atténuer beaucoup le mal qui existe.

Il s'agirait, jusqu'à l'âge de 14 ou 15 ans, d'enseigner graduellement et à l'exclusion de toute croyance révélée, les éléments de la philosophie spiritualiste, dont l'ensemble constitue la religion naturelle, cette religion simple, facile, populaire, accessible à tous, qui parle au cœur comme à l'esprit, et dont les vérités se démontrent par le seul concours de la raison.

Existence de Dieu, immortalité de l'âme, providence divine, responsabilité humaine, un Dieu qui punira les mauvaises actions et récompensera les bonnes, telles sont les grandes assises que nous voudrions donner, conjointement avec la morale, à l'éducation de la première jeunesse. Elles seront une solide préparation de la jeune fille comme du jeune homme pour leur initiation ultérieure à la religion de leurs pères et dans tous les cas *la boussole* pour la direction de la vie, *l'étoile polaire* dans les orages ou les défaillances de l'esprit humain.

Nous savons hélas ! que ce mode d'enseignement aurait à lutter contre l'empire des habitudes, contre des usages pieux et séculaires qui ne sont pas sans poésie. Pour le généraliser, il ne faudrait pas moins que le concours des pères et mères de famille et de tous les éducateurs.

Aux ardents positivistes, comme aux ultra-libres penseurs, nous pourrions dire : Qu'avez vous à redouter de ces dogmes fondamentaux qui, dans leur majestueuse simplicité, ne sont hostiles à aucune religion, de ces dogmes qui, sortis des entrailles de l'humanité, ne sauraient faire de mal à personne, aux individus non plus qu'aux sociétés, parce qu'ils sont amour, espérance, raison, paix et liberté ?

Enfin, pour justifier notre innovation, nous indiquons la grandeur du but proposé : Combattre ou prévenir les progrès de cette lèpre sociale, l'athéisme !

La transformation de l'éducation religieuse en appelle une autre qui en serait le couronnement, mais qui n'est pas la moins difficile.

Des âmes généreuses, qu'afflige la rupture de la religion avec l'esprit moderne, se sont demandé si la réconciliation n'était pas possible, si cette rupture n'était pas pour beaucoup l'effet d'un mal-entendu plutôt que d'une incompatibilité absolue. Dès lors, pourquoi ne pas appeler de tous ses vœux, et pour le bien de tous, des concessions mutuelles, de manière à con-

cilier les traditions du passé avec les besoins de l'avenir, les touchants souvenirs de l'enfance avec la raison de l'âge mûr, la candeur des âmes simples avec les aspirations des esprits cultivés ?

Un publiciste éminent a dit dans cette dernière moitié du XIXe siècle : *Nous ne sommes plus aux temps où l'on fonde des religions nouvelles... Quand on ne sait plus bâtir des églises, on restaure les anciennes; car on peut se dispenser d'originalité religieuse mais on ne peut se passer de religion* (*Renan*). Eh bien ! voilà devant nous, autour de nous, le christianisme qui est la religion de l'immense majorité de la France et même de l'Europe, le christianisme qui, après tout, est la plus parfaite de toutes les religions qui ont paru depuis que le monde est monde. Pourquoi désespérer d'une alliance de la démocratie avec l'Évangile dont la sublime doctrine proclame l'unité de Dieu, la providence, la responsabilité humaine, l'immortalité de l'âme, avec l'évangile dont la belle morale se résume dans ces paroles : *Fais à autrui ce que tu voudrais qu'il te fût fait à toi même*, et dans celles-ci : *Mes enfants, aimez vous les uns les autres?*

Si on le voulait bien des deux côtés, ne serait-il pas facile de trouver des points de rallie-ment, un terrain de conciliation ?

Il faut reconnaître, hélas ! que la situation s'est aggravée par ce qu'on a appelé la question cléri-

cale. Après notre langage désapprobateur sur ceux qui l'ont suscitée ou envenimée, nous sommes plus à l'aise pour dire ici que les difficultés seraient singulièrement amoindries par les concessions de cette classe directement interressée dans le débat : le clergé catholique. Est-il donc chimérique d'espérer un clergé franchement national, un clergé populaire? Le jour où ce clergé, sagement confiné dans le sanctuaire, se consacrerait aux choses du ciel, en fidèle observateur de la sentence du maître : *Mon royaume n'est pas de ce monde*; le jour où l'éloquence de la chaire, désertant les irritantes discussions du temporel, se contenterait de prêcher les vivifiants et sublimes enseignements de la morale évangélique, ce jour-là, croyons-nous, la question cléricale aurait vécu.

Les premiers moyens, pour arriver à cet heureux résultat, seraient peut-être des modifications plus ou moins profondes dans la constitution et la hiérarchie du clergé, modifications qu'on peut désirer dans l'intérêt du clergé lui-même, qui ne perdrait rien, ni en dignité ni en considération, à revenir aux principes de la primitive église, lequel retour aurait l'avantage de supprimer une constitution cléricale tyranique qui rappelle trop le moyen-âge, pour y substituer une organisation plus libérale, plus égalitaire, une organisation en parfaite harmonie avec les institutions politiques qui nous régissent aujourd'hui.

La religion la plus parfaite, la plus divine dans

son essence, n'en a pas moins les pieds sur le sol mouvant des choses humaines, et participe, par certains côtés, à ce qu'elles ont d'instable. La religion est infinie dans ses conceptions, non dans ses formes. On peut donc concevoir qu'une religion puisse, sans déroger, se prêter à des modifications, accepter une transaction avec le monde moderne, tendre la main par exemple au spiritualisme. Les doctrines religieuses et rationalistes partent d'une même source et ne sont en définitive que l'histoire des efforts spontanés de l'humanité pour escalader le ciel, et pénétrer dans le monde invisible.

Sans doute le sentiment religieux a eu ses exagérations et donné lieu à des excès regrettables : *Fanatisme*, *intolérance*, *persécutions*, *domination sacerdotale*. Est-ce une raison pour crier anathème et vouer à toute religion une haine implacable ? Une vérité ne cesse pas d'être vraie par les fautes et les erreurs de ceux qui l'enseignent, une doctrine religieuse ne cesse pas d'être salutaire si quelques-un de ceux qui la propagent en abusent et la dénaturent.

D'ailleurs, ces abus du passé se sont produits dans des conditions sociales évanouies sans retour. Notre société moderne a conquis ses garanties par la liberté de conscience, la liberté de la presse, l'instruction générale, les libertés civiles et politiques, les institutions démocratiques. Nous avons la science et la civilisation.

Dans l'éducation de la femme il y a trois abîmes à éviter : L'exaltation, la crédulité et l'incrédulité. Il est mauvais, il est dangereux de faire une trop large part à l'imagination chez les jeunes filles, de surexciter cette folle de la maison, qui égare trop souvent et peut conduire aux délires de l'intolérance et du fanatisme. La religion doit être dans le cœur, non dans l'imagination.

L'imagination ! sans doute il ne faut pas l'étouffer. On risquerait de former des esprit pédants, secs et froids. Mais contenue, cultivée, épurée, elle donnera cette poésie de l'âme, et ajoutera un nouvel attrait aux grâces naturelles de la femme.

Loin de porter les femmes à l'intolérance religieuse, nous voudrions qu'on leur répète souvent que de même que tous les hommes sont frères, toutes les religions sont comme des sœurs. Nous voudrions les appeler à méditer sur ce passage de Montesquieu : *Dieu est comme ce monarque qui a plusieurs nations dans son empire. Elles viennent toutes lui apporter un tribut et chacune lui parle sa langue.*

L'essentiel est de créer une conscience droite et forte, un cœur qui sache vouloir le bien, une intelligence capable de voir le droit chemin et d'y marcher avec résolution.

Il serait facile de prévenir la crédulité chez les femmes ; ce serait, à partir d'un certain âge, de les habituer à réfléchir, à étudier, à compter

pour quelque chose le libre arbitre, à ne pas rester étrangères à la direction de leur cœur et de leur intelligence. Nous désirons que la jeune fille arrive à cette croyance raisonnée, qu'elle se comprenne elle-même au lieu d'abdiquer, de subir comme un devoir, une domination extérieure, et d'accepter au hasard le premier dogme venu. Sans doute une conscience ainsi équilibrée sera un terrain peu propice pour recevoir de nouveaux miracles. Mais le surnaturel n'est pas toujours l'accompagnement obligé de la religion.

Les âmes pieuses s'en consoleront avec cette pensée de saint Augustin, que : la foi la plus auguste est celle qui voit mieux la divinité dans l'ordre immuable des choses, que dans les dérogations à l'ordre éternel.

Oui, nous désapprouvons hautement la crédulité comme l'exaltation chez la femme. Mais nous sommes encore plus éloignés de vouloir contribuer, en quoi que ce soit, à jeter les femmes dans l'incrédulité.

Nous avons peine à concevoir, à comprendre ce monstrueux phénomène, une femme athée!

A qui pense-t-elle plaire? De qui croit-elle se faire admirer par ses imprécations et ses blasphèmes? Quel homme de bon sens voudrait s'associer à une compagne impie?

L'épouse incrédule a rarement l'idée de ses devoirs. Son ambition est de suivre ses plaisirs dans le tourbillon du monde. Sa tête est vide,

son âme creuse, l'ennui la dévore; elle n'a ni Dieu, ni soins domestiques pour remplir l'abîme de ses moments.

Quand se présente pour elle le spectre de la vieillesse aux cheveux blancs, elle est épouvantée. Elle n'aperçoit dans son passé qu'un désert où ses vertus n'ont point laissé de traces. Pour la première fois, sa pensée se tourne vers le ciel. Elle commence à croire qu'il eût été plus doux d'avoir une religion. Regret inutile, la dernière punition de l'athéisme dans ce monde est de désirer la foi sans pouvoir l'obtenir.

La mort arrive-t-elle? Voici le navrant tableau que trace Chateaubriand: « Quand le néant, comme un astre funeste, commence à se lever sur l'horizon de la mort, on voudrait revenir à Dieu : il n'est plus temps. L'esprit abruti par l'incrédulité rejette toute conviction. Oh ! qu'alors la solitude est profonde, lorsque la divinité et les hommes se retirent à la fois! Elle meurt, cette femme; elle expire dans les bras d'une garde payée, ou d'un homme dégoûté par ses souffrances qui trouve qu'elle a résisté au mal bien des jours. Un chétif cercueil renferme toute l'infortunée. On ne voit à ses funérailles, ni une fille échevelée, ni des gendres et des petits fils en pleurs, digne cortège qui, avec la bénédiction du peuple et le chant des prêtres, accompagne au tombeau la mère de famille.

« Peut-être seulement, un fils inconnu, qui

ignore le honteux secret de sa naissance, rencontre par hasard le convoi. Il s'étonne de l'abandon de cette bière, et demande le nom du cadavre! »

Il faut à la femme Dieu et la religion ; il les lui faut surtout dans les circonstances solennelles de la vie, dans sa joie comme dans son deuil.

L'intolérance n'est pas toujours du côté des croyants ; elle existe dans sa forme tyrannique chez l'époux qui refuse de se marier à l'église, intolérance que nous combattons au même titre que celle de l'épouse imposant à son mari mourant, un prêtre qu'il repousse.

Quand la jeune mariée est sortie de cette froide mairie où, d'une voix distraite, on a lu quelques articles du code, prononcé la formule légale, n'est-il pas naturel qu'elle désire ajouter une bénédiction, une consécration auguste à ce grand contrat du mariage qu'elle vient de signer comme elle a signé chez le notaire? Pourquoi refuser la cérémonie religieuse à cette jeune femme qui vient prendre Dieu à témoin de ses engagements dans cette église où la voûte mystérieuse, les hautes colonnes, les vitraux à images légendaires, le recueillement de l'assistance, l'harmonie grondeuse des orgues, des paroles touchantes et paternelles, lui parlent de l'infini et de l'éternel dans un langage qui lui va droit au cœur et remue tous les fibres de son être moral?

Si plus tard, à cette femme, la mort cruelle

vient lui ravir son enfant, son époux, qui donc pourrait la consoler dans sa solitude, si elle n'avait aucune pensée de Dieu ? Ira-t-elle, dans son abominable désespoir, demander à l'officier de l'état civil de l'empêcher de se tuer, de la ramener à ses devoirs de femme, à l'oubli, à l'espérance peut-être ? Non, cet homme-là enregistrera le décès comme il a enregistré le mariage, la naissance, et tout sera dit. Il numérote les existences humaines et classe les actes de la vie collective. Ne lui en demandez pas davantage : c'est tout ce qu'il vous doit.

Nous avons parlé précédemment et à la suite de nombreux publicistes d'un vœu appelant, pour le bien des hommes et des femmes, une transaction entre le christianisme et la société moderne.

Assurément la chose est difficile. Est-elle impossible ? Peut-être non.

Pour nous, nous estimons que le philosophe, l'homme d'État, ou le prélat qui entreprendrait et mènerait à bonne fin une pareille réforme, aurait accompli une œuvre capitale et bien mérité de la France. Son nom devrait être inscrit au livre d'or de la patrie.

A la suite de cette section consacrée à l'instruction des jeunes filles, il n'est pas sans intérêt de tourner nos regards vers la nation étrangère qui est d'emblée la plus avancée dans cette voie. Nous avons nommé l'Amérique du Nord.

Nulle autre part on a attaché autant de prix à l'instruction de la jeunesse, nulle autre part on a fait autant de sacrifices au développement scientifique des deux sexes.

Sans être un modèle parfait sur tous les points, l'Amérique ne présente pas moins une riche et puissante organisation scolaire où la France, sans renoncer à son génie et à ses traditions, pourra trouver des leçons et des exemples.

Dans les États de l'Union, l'âge de l'école est porté de trois à dix-huit ans.

L'école publique comprend cinq grades : 1° l'école *Hindergarten*, qui correspond à l'enseignement *Frœbel*; 2° l'école primaire ou élémentaire, comprenant la lecture, l'écriture, l'orthographe, le calcul, le dessin, la musique; 3° l'école de grammaire, qui comprend la *grammar school*, et l'école supérieure *high school*, où l'on enseigne les langues vivantes, la littérature, l'histoire, la géographie, la géométrie, l'algèbre, la chimie, la physique, l'histoire naturelle, et facultativement le grec et le latin; 4° l'enseignement supérieur, c'est-à-dire les collèges et les universités; 5° enfin l'école normale, qui sert de pépinière aux instituteurs et institutrices dont le nombre est grand. Le nombre de ces écoles dépasse aujourd'hui celui de 150, dispersées par tout le pays.

Les écoles des premier et second degrés sont gratuites et largement fréquentées par les deux sexes.

En sortant des *Grammar schools* et des *High schools*, les élèves des deux sexes peuvent entrer de plein pied dans les collèges qui, s'ouvrant seulement pour les personnes de 16 à 17 ans, correspondent à nos classes de seconde, de rhétorique et de philosophie.

Enfin, ce qui fait suite à l'enseignement des collèges, c'est celui des facultés.

Tous les enfants d'Amérique entrent dans le vaste domaine de l'instruction publique et suivent le même *circulum* d'études. Seulement les uns s'arrêtent à un certain point du voyage; les autres, moins nombreux, à un point plus éloigné; les autres en nombre encore plus restreint, atteindront le sommet et les dernières limites.

Il y a parmi les collèges cinq ou six établissements privés, dont le principal type est le *Vassar-collège*, richement doté et installé, comptant environ 300 pensionnaires depuis 14 jusqu'à 27 ans. Il y a aussi quelques autres institutions privées de beaucoup de valeur. Dans ces établissements, les élèves paient pension.

En outre des collèges et universités, il y a les écoles d'arts et métiers, les écoles d'agriculture, les écoles industrielles, les écoles des beaux-arts, et aussi les bibliothèques, et de riches collections d'objets d'histoire naturelle. Les grands centres possèdent des observatoires d'astronomie, des musées de peinture, de sculpture et d'architecture.

L'Amérique compte un nombre prodigieux de journaux spéciaux, qui se décompose ainsi : 93 journaux d'agriculture, 142 journaux de commerce et d'industrie, 407 journaux religieux, 503 journaux de littérature et de philosophie, 207 journaux consacrés aux beaux-arts.

Il faut encore mettre en ligne de compte, les écrits et prédications des ministres du culte appartenant aux 27 sectes religieuses, et répandant l'enseignement évangélique dans 63,082 temples.

Maintenant, voilà des chiffres empruntés au recensement décennal officiel qui a été publié en 1873 :

			Élèves.
Dans les	2,536	*Grammars schools* on compte. .	199,223
—	1,024	*High schools*	76,250
—	1,504	Académies.	119,010
—	501	Collèges.	71,737
—	121	École normales	18,831
—	26	Facultés de droit.	17,012
—	66	— de méd. et de pharmacie.	7,035
—	92	— de théologie	4,045
—		Écoles de commerce et d'industrie.	12,999
—	14	Grandes écoles d'agriculture . . .	1,696
		Total.	527,838

Ainsi, il y a aux États-Unis 527,838 jeunes gens et jeunes filles prenant part à l'enseignement secondaire, à celui des universités et à celui des grandes écoles spéciales.

Il faudrait ajouter à tous ces moyens d'ins-

truction, les cabinets de lecture qui sont au nombre de 1,241, et les bibliothèques publiques (qui se chiffrent par 164,815, indépendamment des 14,375 bibliothèques appartenant aux églises.

La plupart des établissement scolaires sont richement pourvus de tous les instruments nécessaires à l'étude de la physique et de la mécanique.

Le nombre total des établissements d'instruction publique de tous les degrés dépasse aujourd'hui 141,629, et les dépenses qui en résultent pour l'État sont près d'atteindre le chiffre formidable de 500 millions de francs.

Tous ces chiffres ont leur éloquence.

Mais, en dehors de cette riche nomenclature, nous avons à signaler les particularités que présente la savante organisation scolaire de l'Amérique.

La gratuité absolue est appliquée au vaste enseignement des *Grammar schools* et des *High schools*, qui est continué jusqu'à l'âge de 18 ans. Cet enseignement est donné par plus de 250 mille instituteurs ou institutrices, celles-ci comptant pour plus des deux tiers.

Inutile d'ajouter que dans ces écoles comme dans toutes les autres, il y a une grande liberté de pensée et d'expression.

Les *grammar schools* et les *High schools* sont fréquentées par les enfants de toutes les classes,

les riches comme les pauvres. Le fils du chef de la nation peut se trouver à côté du fils de son domestique.

Les programmes sont disposés de telle sorte que, depuis l'enfant de 5 ans jusqu'au jeune homme ou la jeune fille de 17 à 18 ans, qui sortent de l'école supérieure, il n'y a dans le système des études, ni lacune ni solution de continuité, et que se trouvent conciliés les principes de l'égalité et la loi de progression.

L'enseignement américain s'éloigne sensiblement des systèmes suivis jusqu'ici dans les nations européennes, en ce qu'il consiste à ne spécialiser les études qu'après un enseignement général très étendu.

On donne beaucoup d'importance aux *leçons des choses*, à cet enseignement par l'aspect qui fait naître chez les enfants l'esprit d'observation.

Nous tenons à signaler particulièrement la préoccupation constante qui pousse les maîtres à saisir dans le sujet de leurs leçons tout ce qui est de nature à développer chez les élèves les vertus chrétiennes, l'amour du devoir, le sentiment moral. L'instruction est ainsi envisagée comme un moyen d'éducation.

Il n'est pas de pays où la science pédagogique soit plus généralement cultivée. Des comités locaux électifs composés en tout de plus de 600,000 membres, s'occupent activement des

livres classiques, des questions de méthode, des journaux d'éducation, des statistiques relatives à l'enseignement.

Maintenant il arrive souvent qu'on trouve dans les écoles publiques les deux sexes réunis dans la même classe. Mais il faut ajouter qu'il existe à cet égard une grande divergence d'opinion parmi les plus hauts éducateurs. Les uns approuvent et prônent ce régime, les autres le condamnent.

La position sociale d'une institutrice en Amérique est ce qu'elle veut bien la faire. Quand elle est digne, elle est reçue et invitée dans la meilleure société; si elle a du génie, rien ne s'oppose à ce qu'elle monte à une position plus élevée. Il y a à Boston une dame employée dans le conseil d'administration des écoles qui reçoit le même traitement queles administrateurs, soit 20 mille francs par an.

En présence de tant d'efforts pour le développement scientifique des deux sexes, nous dirons: Est-il étonnant que l'Amérique possède tant de ces femmes supérieures à propos desquelles Alexis de Tocqueville a publié l'observation suivante: « Si on me demandait à quoi je pense qu'il faille attribuer la prospérité singulière et la force croissante du peuple américain, je répondrais que c'est à la supériorité de ses femmes. »

SECTION ECONOMIQUE

TRAVAIL DES FEMMES.

Dans la société la femme doit-elle travailler? Ainsi que nous l'avons vu dans l'historique du travail féminin, un certain nombre d'économistes, mus par des sentiments plus généreux que réfléchis, seraient d'avis de supprimer, par mesure générale, le travail des femmes au dehors, en vertu de l'axiôme : *La femme dans son ménage*.

Cette opinion a son origine dans les graves défectuosités que la vie manufacturière a présentées à ses débuts, tant pour la santé que pour les mœurs, défectuosités dont on a fait des tableaux quelquefois exagérés et qui ont provoqué des cris d'alarme chez nos grands publicistes. Les navrants rapports des docteurs Weber, Kuborn, Espagne, Haxo, Lefèvre, Willermé, la pénétrante éloquence de Michelet et Jules Simon, ont vive-

ment ému l'opinion publique, et par suite surexcité l'imagination des utopistes et des réformateurs.

La théorie réclamant l'intervention de l'État pour prohiber le labeur féminin, a été d'abord limitée au travail souterrain des mines et des houillères, puis elle a visé le travail des manufactures. Depuis lors, de nombreux orateurs de cirque, certains esprits partisans idolâtres de la femme idéale de leurs rêves, sont allés plus loin et n'ont pas reculé devant cette conclusion radicale, que toute occupation mercenaire devait être interdite à la femme.

Nous ne sommes nullement de cet avis, et nous combattons cette théorie comme erronée, décevante et dangereuse au premier chef. Nous en repoussons l'application comme contraire à la justice et aux principes supérieurs qui régissent les rapports de la société avec les individus.

Admettons par hypothèse que l'État, d'un trait de plume, interdise aujourd'hui le travail féminin, et qu'au 1er janvier 1883 les onze à douze cent mille ouvrières de la grande et de la petite industrie soient impitoyablement expulsées des ateliers et manufactures; la première question qui se présente est celle-ci : qui nourrira ce million de femmes sans travail et sans pain ?

Un des partisans de cette théorie, un médecin belge, a répondu ainsi par avance à cette ques-

tion : *Ce n'est pas mon affaire ; je m'en lave les mains.*

Cette réponse donne le frisson et devrait suffire pour frapper d'anathème une philosophie aussi meurtrière.

La femme adulte est personne humaine, capable, complète, et ne peut être assimilée à l'enfant. Aujourd'hui, s'il est un principe qui soit la base de notre législation, c'est que la propriété privée est inviolable et que la propriété primordiale est cette chose sacro-sainte, la liberté individuelle, le travail; et cette liberté de travailler n'a d'autres limites que la liberté des autres. L'État venant supprimer cette propriété privée, cette liberté du travail, commettrait une usurpation, une véritable confiscation.

La famille, quelle que soit son importance sociale, n'est pas l'élément primaire de la société. Cet élément primaire, c'est l'individu seul qui le constitue. Cela est si vrai qu'il y a un nombre infini d'individus en dehors de la famille, des individus qui n'y ont jamais été, ou qui ont cessé d'y être, ou qui en sortent tous les jours. N'oublions pas que les femmes célibataires et les veuves sont dans la proportion de 60 0/0 dans la population féminine. En dehors de cette statistique déjà très éloquente, il y a encore les ménages où le mari existe, non comme une richesse, mais à l'état de déficit; tels sont les maris malades, les maris infirmes, et hélas! les

maris ivrognes. Ne faut-il pas que la femme puisse, ou suppléer au mari qui lui manque, ou remédier au mari qu'elle a de trop ? Que deviendront toutes ces femmes privées du soutien de l'homme quand on leur aura arbitrairement enlevé le travail qui les faisait vivre? Beaucoup de femmes de la classe laborieuse peuvent devenir veuves du soir au matin, leurs maris exerçant des métiers extrêmement dangereux. Quand le pêcheur en mer quitte son logis le matin, il n'est pas sûr d'y rentrer le soir. Combien de métiers ne peut-on pas citer entraînant avec eux de grands dangers ? C'est le maçon, c'est le charpentier, c'est le couvreur, c'est le badigeonneur, c'est le chauffeur, c'est le mécanicien, c'est le puisatier, c'est le mineur. Que fera-t-on de la veuve restée seule avec des enfants, si l'on ne veut pas que la femme travaille ?

L'État n'a pas charge d'âmes ; son rôle relativement aux individus est presque uniquement négatif, ses attributions s'arrêtent au seuil de la volonté humaine. L'État est le produit, la délégation, le mandataire de la société, et non un pouvoir extra-social, supérieur, omniscient, omnipotent, ayant carte blanche pour constituer la société suivant un plan idéal.

Non, l'État ne doit pas, ne peut pas supprimer, réglementer le travail des femmes comme il le fait pour les enfants. L'État ne peut ni créer, ni augmenter, ni amoindrir, ni limiter les droits

naturels d'une catégorie quelconque d'individus. Il dépasserait ses attributions en venant dire à la femme : Ta place est au foyer domestique et non ailleurs. La femme peut répondre : En droit naturel, ma place est partout où mon activité pourra ou voudra se déployer, et le législateur ne peut sans usurpation me clouer dans mon ménage, quand des aptitudes ou des circonstances exceptionnelles m'appellent au dehors. J'accorde volontiers que mon sexe, consacré à la vie intérieure, soit la règle générale, mais je demande à être seule juge dans les exceptions qui se présentent.

Effectivement, la liberté individuelle comporte pour la femme le droit inviolable d'agir à sa guise, de travailler à son caprice, de faire de ses bras et de son intelligence n'importe quel usage, fut-il nuisible.

Maintenant on a dit : Le travail est une concurrence préjudiciable aux hommes dont les salaires sont dépréciés. Quand bien même ce préjudice existerait, serait-ce une raison pour en supprimer arbitrairement la cause? La concurrence des femmes et des hommes est une concurrence naturelle, nul n'a le droit d'y porter atteinte. La société ne doit intervenir par des lois prohibitives ni contre les femmes qui travaillent dans les mines ou les houillères, ni contre les corsetiers ou les couturiers de Paris.

Au reste, la suppression du travail des femmes

n'aurait pas le résultat d'élever le taux des salaires masculins. Outre la grave responsabilité qui en résulterait pour l'État, la prohibition du travail féminin entraînerait fatalement un amoindrissement de production, un enchérissement de la vie, un accroissement de paupérisme. De sorte qu'en définitive, la rémunération du travail des hommes se trouverait, si non nominalement, du moins effectivement diminuée. Ceci est démontré par les faits ; le pays où les hommes ont les plus hauts salaires est précisément celui qui occupe le plus de femmes dans ses manufactures : c'est l'Angleterre.

Mais l'État, partisan scrupuleux de la doctrine du laisser faire, doit-il se croiser les bras, éviter d'exercer la moindre influence sur le cours naturel des choses, laisser les femmes se tirer d'affaire comme elles pourront, en un mot se désintéresser complètement dans cette question ? Évidemment non.

Notre conception du rôle de l'État ne va pas jusqu'à une abstention si absolue, jusqu'à une indifférence si profonde. Dans le travail des femmes comme dans le travail des hommes, on peut demander à la société d'intervenir pour écarter les obstacles physiques, maintenir l'ordre, combattre les perturbations matérielles.

En outre, si l'État qui n'est que la délégation de la société ne peut pas modifier les droits naturels des individus, il est des circonstances

où il est bon, où il est utile de définir ces droits, de les reconnaître, et de les consacrer par une déclaration.

Or, tel est le cas pour les femmes qui se trouvent aujourd'hui dans les embarras d'une transition difficile, laborieuse, ballottées qu'elles sont entre les traditions et les préjugés d'un long passé, et les idées généreuses, mais encore vagues et confuses du présent.

Il importerait beaucoup, selon nous, que le gouvernement se prononce à cet égard, qu'il dégage les principes, mette en lumière les idées vraies, résultat qu'il obtiendrait par cette courte déclaration :

« *L'homme et la femme sont égaux devant la li-*
« *berté du travail, égaux devant le choix des profes-*
« *sions, égaux pour l'accès aux emplois publics, sans*
« *autre obligation pour la femme que celle de jus-*
« *tifier des connaissances suffisantes au même titre*
« *que l'homme.* »

On ne saurait voir rien d'exorbitant dans cette déclaration qui ne ferait que préciser et définir pour la femme, les principes d'égalité et de liberté déjà implicitement reconnus par l'État dans des actes antérieurs : Loi du 29 mars 1882, qui consacre l'égalité de l'homme et de la femme devant l'instruction nationale, création de collèges et lycées pour jeunes filles, admission des femmes dans l'administration des postes et dans celle des télégraphes, enfin une dernière admission

pour laquelle l'État s'est fait un peu tirer l'oreille, mais qui n'en reste pas moins acquise, l'admission des femmes aux diplômes du baccalauréat et du doctorat en médecine.

L'État peut encore intervenir régulièrement et très utilement dans le labeur féminin en s'occupant de l'encourager, de le faciliter, de multiplier et perfectionner les instruments de travail, d'ouvrir de nouveaux débouchés à l'activité féminine, de donner l'exemple de la justice et de l'impartialité pour les travaux qu'il fait exécuter directement par les employés des deux sexes dans les administrations diverses, et, pardessus tout, l'État a la mission de dispenser aux femmes travailleuses l'enseignement professionnel qui leur manque.

Telles sont les généralités et les principes que nous tenions à formuler, et qui doivent nous servir de jalons, maintenant que nous allons poursuivre, sur le terrain économique, l'affranchisement de la femme, et étudier toutes les améliorations que réclame sa situation précaire, améliorations que nous voudrions introduire dans toutes les branches de l'activité humaine, depuis le travail le plus matériel, jusqu'au labeur intellectuel des professions libérales.

Ces très nombreuses légions de femmes qui vivent du travail de leurs mains, et sans passer par les études classiques, doivent nous intéresser particulièrement, parce qu'elles ont plus besoin de protection, les autres se protégeant un peu elles-mêmes.

Parmi les nombreux agents de relèvement qu'on a préconisés tour à tour pour les ouvrières de la grande ou petite industrie, nous plaçons au premier rang, l'instruction technique, c'est-à-dire celle que donne l'enseignement spécial composé de théorie et de pratique.

Au point de vue économique, cette instruction est aujourd'hui une nécessité impérieuse. Nous avons dit précédemment que l'industrie, dans ses progrès incessants, avait révolutionné les conditions du travail. Par les lois inexorables de notre civilisation, toutes les opérations de l'activité humaine qui ne relèvent pas directement de l'esprit sont maintenant accomplies par les engins mécaniques. La production se raffine, se subtilise. Ce bienfait général se tourne en préjudice contre les travailleurs qui n'ont d'autre instrument que leurs bras. Or, quoi de plus débile que les bras d'une femme dont la force matérielle est presque nulle ? La femme ouvrière, pour assurer son existence, obtenir une bonne rémunération,

ne doit compter que sur le développement des précieuses qualités de son intlligence.

A la production progressive du dix-neuvième siècle, il faut des agents instruits, ouverts à tous les progrès par une solide éducation générale. Le ministre du commerce demandait un jour à Mlle *Marchef Gérard*, directrice d'une école professionnelle de Paris, ce qu'il y aurait à faire en France pour préparer aux ouvrières des occupations plus fructueuses, et cette femme de tête et d'expérience répondit : *C'est de rendre les femmes à la fois plus intelligentes et plus spéciales.*

Cette réponse était la juste expression des nécessités industrielles de notre temps.

Il est un autre ordre de fonctions auxquelles la nature des femmes semble les avoir prédestinées et où cependant elles ne tiennent qu'une place infime par suite du défaut d'instruction spéciale. Nous voulons parler du commerce.

Le commerce a dans notre société une importance égale à l'industrie et occupe probablement autant de personnes que celle-ci. Or, il est incontestable que pour la plupart des professions commerciales la femme a autant, peut-être plus que l'homme des aptitudes naturelles. Elle a beaucoup de précision dans l'intelligence, au moins dans les choses courantes. Son esprit est vif, son coup d'œil sûr; elle calcule avec rapidité, son attention est vivement attirée et retenue par les menus objets. L'ordre matériel est une des

exigences de son esprit ; elle a plus de dévouement, plus de droiture, plus de soumission que l'homme. Les femmes ont tout ce qu'il faut pour devenir d'excellents commis, des secrétaires corrects, des caissiers sûrs.

Inutile d'ajouter qu'elles sont au moins les égales des hommes pour toutes les opérations faciles, dépourvues d'initiative, telles que tenue des livres, écritures, rédaction des bordereaux, des quittances, distribution des bulletins, des prospectus, etc.

Quel usage a-t-on fait jusqu'ici de toutes ces qualités de l'intelligence et du cœur de la femme ? Presque aucun.

Les emplois subalternes occupent plusieurs centaines de mille de commis et d'employés dans la multitude des administrations publiques ou privées de la France. Il n'y en a peut-être pas le cinquième dont la tâche ne pût être accomplie avec plus de soin et d'exactitude par les femmes.

Le moraliste comme l'économiste ne peuvent voir sans regret de robustes garçons employés dans les grandes maisons de commerce, aux rayons des soieries, des rubans, des dentelles, des plumes, que leurs mains semblent chiffonner, et au sujet desquels un grand romancier a dit dans un passage humoristique : « *Tous ces petits riens précieux appellent les petites mains blanches aux ongles roses, et non ces pattes de crabes, aux doigts poilus, qu'on appelle les mains de l'homme.*

Toutes les qualités naturelles de la femme, tant pour l'industrie que pour le commerce, sont des qualités latentes, des germes qui réclament une culture appropriée pour se développer, et faute de laquelle ils s'étiolent, enfouis sous la couche épaisse de l'ignorance.

Cette ignorance est peut-être la cause unique à laquelle il faut rattacher la différence si choquante entre les salaires masculins et les salaires féminins, notamment dans les arts industriels des grandes villes. Ces industries occupent moins d'homme que de femmes, mais celles-ci sont reléguées aux derniers échelons et ne font que les ouvrages les plus faciles qui ne demandent pas des connaissances professionnelles, comme nous l'avons vu dans l'orfèvrerie, dans la bijouterie, dans l'art céramique, dans la photographie, dans la ganterie, etc. Cette inégale répartition du travail parisien entre les deux sexes est toute artificielle et n'a pas d'autre origine que la différence d'éducation technique ; mais, par sa permanence, elle a acquis aux yeux d'un grand nombre l'apparence d'une institution naturelle et normale.

Il faut donc s'occuper sérieusement de combler cette lacune ; il faut améliorer, développer l'instruction scolaire proprement dite, et donner aux jeunes filles un métier lucratif par un intelligent apprentissage.

Toutefois, l'ouvrière ou l'employée commer-

çante, armée de ces deux instruments de travail, sera encore incomplète. Il lui manquera cette notion pratique de la vie d'intérieur qui comprend la tenue du ménage, la cuisine, la couture, l'esprit d'ordre, l'hygiène, l'éducation morale et matérielle de l'enfance.

Pour acquérir ces connaissances que réclament chez la femme ses fonctions futures d'épouse et de mère, l'instinct et le sentiment ne suffisent pas; il faut un apprentissage, des notions spéciales. Un grand économiste contemporain n'a pas craint de dire que, si pour la femme des classes laborieuses, il avait à sacrifier l'enseignement domestique ou l'enseignement purement scolaire, il n'hésiterait pas à sacrifier ce dernier comme moins indispensable.

Mais l'instruction élémentaire est assurée désormais par la nouvelle loi du 29 mars 1882. Nous n'avons pas à nous en occuper. On doit porter son attention d'un autre côté. Il faut donner à la jeunesse féminine ces connaissances usuelles, cet art pratique de la vie, qui, s'il n'est pas à lui seul une richesse, a le don de doubler toutes les ressources réalisées. Pour l'ouvrière, un peu moins d'orthographe, un peu moins de calligraphie et un peu plus de cette science pratique autrement indispensable à la sécurité et à l'honnêteté de l'existence ; des connaissances d'hygiène surtout, qui dissiperont tant de préjugés, épargneront tant de forces perdues, pré-

viendront tant de maladies et laisseront à la famille ces sommes encore considérables employées chaque année en médicaments et en consultations de médecins ou de charlatans.

Les salaires élevés ne sont pas les seuls éléments de la prospérité des ménages. Il faut le savoir faire de la ménagère. Sa négligence et son ignorance se traduisent fatalement en diminution du salaire.

Nous savons aussi qu'un ménage bien tenu augmente l'attrait du foyer domestique, au grand avantage de la famille et de la société.

Dans les centres manufacturiers, à la ville comme aux champs, on trouve encore de nos jours bon nombre de femmes dépourvues de cette éducation domestique. Les rapports des enquêteurs contiennent des révélations aussi tristes que curieuses.

Telle ouvrière use son linge jusqu'à ce qu'il tombe en lambeaux et en pourriture, faute de savoir ni le laver, ni le rapiécer. Telle autre conduit ses enfants à une mort prématurée, en les bourrant de soupe ou de viande, ou encore en donnant du vin à l'enfance à peine sevrée. Ici, les ouvrières ne savent ni tenir une aiguille ni faire un bouillon. Là, elles ignorent les détails élémentaires de leur toilette. On a vu, dans un village de l'Est, les jeunes filles vivant de leur travail, aller se faire coiffer le matin chez le perruquier, ne sachant pas se coiffer elles-mêmes.

Le docteur Cuborn cite le cas d'un mineur auquel sa femme aurait acheté, dans une année, 25 paires de bas, parce qu'elle négligeait de les blanchir et de les racommoder. Le même docteur parle d'une famille de six personnes, gagnant ensemble 22 francs par jour, et n'ayant ni rideaux aux fenêtres, ni plats sur la table, deux ou trois chaises seulement, de la paille pour toute couche. Tout s'en allait, sottement gaspillé par la toilette ou par le manque d'économie.

Il importe de réagir contre cette situation, de combattre ce fléau de l'ignorance de la vie pratique, comme le fléau de l'ignorance dans le travail.

Le remède à tous les maux que nous avons signalés, c'est de fonder de bonnes écoles professionnelles, c'est d'en fonder beaucoup. L'État les municipalités, les chefs d'industrie, les sociétés privées doivent rivaliser de zèle pour multiplier ces établissements. Il y a là un intérêt humanitaire, et un intérêt national.

Nous sommes heureux d'ajouter qu'il y a déjà quelque chose de fait et que le mouvement a commencé depuis 1862. Nous avons eu en France le mérite de fournir le type le plus parfait pour cette œuvre de régénération féminine. Tel est l'établissement privé qui fut fondé rue de la Perle en 1862, et qui fut la première école professionnelle pour les femmes.

C'est sur ce modèle que les 7 ou 8 écoles de

valeur existant aujourd'hui à Paris, ont calqué leur méthode et leur organisation. Comme les écoles professionnelles présentent un haut intérêt pour l'avenir, il importe d'étudier et de signaler cette organisation.

Elle se recommande par quatre conditions essentielles :

1° L'enseignement spécial pour tel ou tel métier est précédé et accompagné de larges et fortes études générales, par la raison que les aptitudes spéciales ne sont bien utilisées que lorsque les facultés diverses de l'esprit ont été préalablement exercées et développées par des vues d'ensemble. L'instruction élémentaire que donne l'enseignement primaire ne suffit pas. L'école professionnelle doit le perfectionner et constituer en quelque sorte l'enseignement primaire supérieur.

2° Un apprentissage méthodique de l'art industriel auquel se destine particulièrement l'élève, est naturellement indispensable, puisque tel est le but visé par l'élève en entrant à l'école.

3° Le placement et l'emploi des jeunes filles sortant de l'établissement est presque assuré par ce fait que la maison recherche et entretient des relations avec les patrons, les fabricants, ou des personnes du monde. Ce patronage, de pure bienveillance, est d'autant plus utile et précieux que, pour la grande majorité des jeunes filles, dans la carrière industrielle ou commerçante,

les débuts sont plus pénibles et plus difficiles que pour les garçons. C'est du reste rendre également service aux ouvrières et aux chefs de maison qui sans cela sont exposés à se chercher longtemps, et souffrent gravement de cette absence réciproque.

4° La gratuité a été écartée comme entraînant avec elle de grands inconvénients. Une rétribution mensuelle est exigée des élèves. Cette rétribution légère (de 12 à 15 francs par mois aujourd'hui), a pour objet non de couvrir tous les frais de l'école, mais d'écarter l'élément perturbateur et encombrant des élèves amateurs. Tous les déposants de l'enquête professionnelle de 1865 s'accordent à condamner la gratuité de cet enseignement. Au point de vue physiologique, l'ouvrier surtout n'estime bien que ce qu'il paye, et fera infiniment mieux ce qui lui coûtera quelque sacrifice.

Le gros de la recette doit venir des subventions ou des fondations.

Enfin une dernière cause de succès, c'est de préparer les jeunes filles non à une seule et unique profession, mais bien à plusieurs. Les bonnes écoles professionnelles forment des élèves pour le commerce, pour la gravure, pour la peinture.

Bref, la première école de la rue de la Perle, comme celles qui l'ont suivie, *écoles Elisa Lemonnier*, se sont inspiré de l'esprit général qui a présidé à l'organisation de l'*école Turgot*, de

Paris, et de l'*école de la Martinière* à Lyon. Ce que ces deux écoles ont fait pour les hommes, les écoles Élisa Lemonnier l'ont fait pour les femmes.

On a adopté le régime de l'externat.

Voici l'organisation générale des quatre écoles Élisa Lemonnier, qui fonctionnent aujourd'hui dans la ville de Paris :

Elles ne reçoivent que des élèves externes âgées de 11 ans au moins, et après examen préalable.

Les portes des écoles sont ouvertes chaque matin à 8 heures pendant le semestre d'été, et à 8 heures 1/2 pendant le semestre d'hiver. Elles sont fermées chaque soir à 6 heures précises.

Les cours sont généraux et spéciaux, et comprennent trois années d'étude.

Les cours généraux comportent dans leur ensemble une solide instruction. Ils comprennent la langue française, l'arithmétique, la géométrie, l'histoire, la géographie, les sciences appliquées aux usages de la vie (physique, chimie, histoire naturelle), écriture, cours de couture.

Les cours spéciaux sont au nombre de huit, savoir :

Cours de commerce, sur comptabilité, langue anglaise.

Cours de dessin industriel, sur dessin géométrique, exercices d'application.

Atelier de confection et de lingerie, sur la couture, la coupe, modèle de patrons.

Cours de gravure sur bois, ce cours comprend 4 années.

Cours de peinture sur porcelaine, ce cours comprend 4 années.

Atelier pour la fabrication de fleurs artificielles.

Atelier de peinture sur verre.

Les cours généraux ont lieu le matin, de 8 heures à 11 heures. Les cours spéciaux, de midi à 6 heures. Deux récréations comportant une heure et demie de repos, alternent avec les études.

A la fin de chaque année, des commissions d'examen sont chargées d'interroger les élèves et de décerner des certificats de capacité.

Pour que toutes les familles puissent profiter des bienfaits de l'éducation professionnelle, le conseil d'administration dispose d'un certain nombre de bourses, de demi-bourses et de quart de bourses.

Un comité spécial est chargé de suivre dans leur carrière les jeunes filles sorties des écoles, de les placer dans la condition la meilleure au point de vue matériel et moral, de leur donner conseil et assistance, de leur aplanir les difficultés de la vie.

Une société de secours mutuels a été fondée, parmi les élèves sorties des écoles, elle date de 1866.

Les quatre écoles Élisa Lemonnier, sont la propriété d'une société philantropique qui compte

comme membres du conseil d'administration et comme fondateurs de grandes illustrations du pays.

Cette société s'est fondée en 1870, en société anonyme à capital viable. Les actions sont de 50 francs, avec versement de 25 francs par an. Il est facultatif de dépasser le chiffre de cette souscription.

Le conseil d'administration a nommé des comités spéciaux chargés des différentes parties du service des écoles.

Le personnel de chaque école en plein exercice se compose ainsi :

Une directrice.
Deux sous-maîtresses.
Deux élèves maîtresses.
Un professeur de commerce.
— d'écriture.
— de langue anglaise.
— de musique vocale.
— de dessin.
— de peinture sur porcelaine.
— de gravure sur bois.
— d'hygiène et de médecine usuelle.
— de botanique, chimie, manipulations.
Une maîtresse de couture.
Une maîtresse lingère.

M. Leroy Baulieu rapporte qu'en 1869, l'école de la rue de Turenne, en plein exercice avec son

personnel et ses cours ci-dessus pour 250 élèves, a dépensé 22,174 francs.

L'école s'alimente du montant des rétributions des élèves, des capitaux fourni par les fondateurs et souscripteurs, de quelques subventions, et du produit des ateliers, qui est une médiocre ressource.

Voilà maintenant l'organisation d'une autre école professionelle, de fondation privée également, laquelle fonctionne à Paris, rue d'Hauteville, 49. Cette école, essentiellement pratique, a été fondée en 1871 par des commerçants et industriels du quartier, dans le but de créer des ouvrières d'élite dans les arts décoratifs, des contre-maîtresses, des directrices d'ateliers, des entrepreneuses habiles de travaux de femme, et de donner à toutes les moyens de vivre honnêtement du fruit de leur travail.

L'organisation fondamentale est la même. Nous mentionnons les différences de détail :

La rétribution mensuelle est de 15 francs. Le nombre actuel des élèves est de 150. L'école reçoit quelques subventions de la ville de Paris.

Cet établissement, pénétré de l'esprit de terroir, s'occupe plus spécialement de l'apprentissage des arts décoratifs concernant le commerce du quartier, et les cours y sont dirigés dans une voie d'application exclusivement pratique et commerciale.

Ces cours professionnels spéciaux y sont actuellement au nombre de neuf :

Cours de dessin.

Cours de peinture sur porcelaine, éventails et écrans.

Cours de peinture de fleurs et paysage.

Cours de comptabilité commerciale.

Atelier de lingerie et confections pour enfants.

Atelier de confections pour dames et coupe d'étoffes.

Atelier de fleurs fines et plumes.

Cours d'anglais.

Cours d'allemand.

Dans la troisième année de l'enseignement général, l'école donne aux élèves des notions d'hygiène de ménage, avec des notions d'histoire naturelle, des leçons d'application sur la couture de ménage, raccommodages en tous genres et confection de vêtements.

Après leur passage de trois années dans cette école, la plupart des élèves ont déjà trouvé des places ou des occupations avantageuses avec l'assistance des administrateurs de l'institution.

C'est ainsi que plusieurs, possédant bien une langue étrangère apprise dans l'école, sont devenues comptables dans des maisons de commerce, avec un traitement de début de 1,800 francs et arrivent à gagner annuellement 2,500 francs.

Un plus grand nombre, habiles en peinture décorative sur porcelaine, sur éventails, sont rentrées dans leurs familles où, sans s'exposer aux

hasards de la vie d'atelier, elles travaillent et gagnent jusqu'à 6 francs et même 10 francs par jour.

Tels sont les deux types d'institutions privées qui aujourd'hui sont en pleine prospérité dans la capitale.

Au moment où nous écrivons ces lignes, il arrive à notre connaissance un document officiel dont nous nous emparons avec empressement, parce qu'il vient compléter nos vues d'ensemble sur l'organisation des écoles professionnelles pour les grands centres, en même temps qu'il invoque les grands principes sociaux dont nous avons étayé notre thèse sur le travail des femmes.

Il s'agit du rapport présenté au préfet de la Seine par M. Tolain, sénateur, au nom d'une commission mixte chargée d'étudier la question relative aux écoles d'apprentissage. Nous en extrayons les passages qui nous intéressent particulièrement :

Au point de vue général :

« A l'unanimité, la sous-commission a reconnu la nécessité de créer des écoles d'apprentissage. »

« En effet, la division du travail qui s'accentue de jour en jour, dédoublant les industries en spécialités de plus en plus nombreuses, a fini par nous réduire au travail parcellaire. La machine à vapeur a facilité la création des grandes usines où la machine-outil joue le rôle

prépondérant, si bien que le labeur mécanique remplaçant peu à peu le travail de la main, l'artisan s'est transformé en spécialiste, l'ouvrier en manœuvre. »

« Ces causes diminuent de plus en plus dans toutes les industries manufacturières et de luxe, les ouvriers capables et instruits, au grand regret de nos fabricants. »

« Aussi, à de très rares exceptions, les ateliers de l'industrie privée ne réunissent plus les conditions d'un véritable apprentissage ; la plupart des industriels ne cherchent plus à faire des apprentis ; les enfants qu'ils occupent, voués le plus souvent à une spécialité infime, sont rétribués dès leur entrée dans l'atelier et, d'un commun accord entre les parents et les patrons, le contrat d'apprentissage est abandonné pour le contrat de louage. »

« Une révolution de cette nature, dans les conditions de la production, menace surtout la prospérité de l'industrie française, et plus particulièrement celle de l'industrie parisienne. »

« Au point de vue spécial des écoles de filles : La commission n'aurait accompli que la moitié de son travail, si elle n'avait pas étudié la question des écoles d'apprentissage pour les jeunes filles. Mais comme le travail féminin ne présente pas la diversité et la complexité du travail masculin, MM. *E. Ferry*, *de Hérédia*, *Marienval* et *Charles Lucas*, qui se sont tout spécialement

occupés de cette importante question, se sont arrêtés à un même programme général dont l'application pourrait être faite dans divers quartiers de Paris. »

« La commission, ainsi que vous pouvez le voir dans ses études, a voulu que l'école d'apprentissage soit en même temps une école ménagère. Les jeunes filles qui entrent trop jeunes à l'atelier se mettent plus tard assez difficilement aux soins du ménage, et de plus, faute de notions élémentaires, elles y sont inhabiles. Nous espérons que le programme proposé modifiera heureusement cet état de choses. »

L'annexe du rapport contient le programme dressé par M. *Charles Lucas*, d'une école d'apprentissage à la fois ménagère et professionnelle pour les jeunes filles.

En voici l'esprit :

La prospérité morale et matérielle de la classe ouvrière qui, prise dans son ensemble, est de toutes la plus nombreuse et la plus laborieuse, se trouve intimement lié au rôle domestique que la femme, considérée comme jeune fille, épouse ou mère, plus encore que comme ouvrière, doit remplir dans l'intérieur de la maison. Aussi faut-il regarder l'apprentissage à donner à la jeune fille, comme devant, dans la plupart des cas la mettre à même de répondre plus tard à deux nécessités :

La première, celle de tenir avec économie son

ménage et de donner avec intelligence, à son mari et à ses enfants, tous les soins qu'ils sont en droit d'attendre d'elle.

La seconde, celle de vivre du gain de son travail, de se suffire en un mot, si elle reste un jour isolée ou, dans le cas contraire, et ce doit être le plus fréquent, si elle est mariée, d'ajouter aux ressources parfois insuffisantes et aléatoires que procure le travail de l'homme, le produit de son travail personnel.

Voici les données générales d'organisation professionnelle :

1° Les écoles d'apprentissage pour les jeunes filles comprendront :

Les soins du ménage.

La couture et la coupe.

Le dessin et le modelage.

La gymnastique et le chant.

Les matières obligatoires de l'enseignement primaire.

2° Dans ces écoles, à la fois ménagères et d'enseignement primaire, seront installés des ateliers d'apprentissage variant de nombre et de nature suivant les quartiers où seront installées ces écoles.

3° Ces écoles seront entièrement gratuites, mais les élèves devront se procurer à leurs frais le repas de midi. Toutefois, pour ce repas, il pourra être créé un certain nombre de bourses, dites de déjeuner, soit par la ville de Paris, soit

par les caisses des écoles, soit par les chambres syndicales.

4° Elles seront disposées pour recevoir au plus 300 apprenties, toutes externes.

5° La durée de l'apprentissage sera de deux années au moins et de trois années au plus.

6° L'école sera ouverte de huit heures du matin à six heures du soir. Les élèves devront y prendre le repas de midi.

7° Un conseil de surveillance et de perfectionnement sera institué près les écoles d'apprentissage de jeunes filles, avec le concours de négociants spécialistes. De ce conseil dépendra un comité d'examen chargé de faire passer les examens d'entrée, de fin d'années et de sortie. Les fonctions de membres du conseil de surveillance et du comité d'examen seront gratuites.

M. Charles Lucas assure que plusieurs de ces écoles établies sur ces données, sont en voie de réalisation sur plusieurs points de Paris, par les soins de l'administration municipale.

Nos applaudissements et nos meilleurs souhaits de réussite à ces nouvelles fondations. Nous avons lieu d'espérer que prochainement chacun des vingt arrondissements de Paris, aura son école professionnelle de jeunes filles.

Nous espérons également et nous formons les vœux ardents que l'exemple se propage promptement, à toutes les grandes villes de France, à tous les chefs-lieux de département.

Naturellement les ateliers d'apprentissage devront varier de nombre et de nature suivant la région, suivant le département, suivant les industries locales.

Nos villes de l'Est, et particulièrement Besançon, pourraient ouvrir des écoles spéciales d'instruments de précision et d'horlogerie, conformément au vœu formulé par beaucoup de fabricants et par la dernière enquête professionnelle.

A la suite d'éminents économistes, nous avons insisté sur la nécessité de former des ménagères. Or, la connaissance de la cuisine vient en première ligne dans l'économie domestique. Mais comment donner cet enseignement aux jeunes filles ?

A cet égard, il peut être utile d'exposer ici la combinaison qu'ont adoptée nos voisins d'Outre-Manche, et dont nos écoles professionnelles pourraient faire leur profit dans une certaine mesure.

Une société s'est formée en Angleterre pour cet enseignement culinaire. Les Anglais ont la bonne habitude de faire leurs affaires eux-mêmes et de demander le moins possible à l'État.

Ils ont fondé l'*École normale de cuisine populaire*, où se forment des maîtres et des maîtresses d'art culinaire, capables d'instruire les fillettes des écoles à devenir de bonnes ménagères.

Cette école normale est établie à Londres. Elle est dirigée par de savants chimistes, et les

professeurs expérimentateurs sont des cuisiniers et des cuisinières émérites.

On n'y enseigne pas à faire les *souflés* ni les *coulis aux écrevisses*, mais d'abord le pot au feu, article fondamental et classique de l'institution, et les autres préparations qui mettent en œuvre les denrées alimentaires accessibles aux petites bourses.

Après un ou deux trimestres, les élèves de l'école normale jugés dignes, reçoivent un certificat ou diplôme.

Muni de ce titre, le Maître ès-art culinaire fait des tournées dans les quartiers des villes et les cantons de province, où l'école normale les adresse d'accord avec les comités administrateurs des écoles.

Le Maître ès-art (ou la maîtresse) s'installe pour huit ou dix jours dans chaque école. Le matin, il emmène au marché voisin un certain nombre d'écolières, les plus grandes, les plus aptes à bien le comprendre. Il montre comment on choisit les denrées, viandes ou poissons, et comment on achète. De retour à l'école, il fait éplucher, découper, préparer; il dispose le pot au feu, etc.

Quand tout est prêt, il fait mettre la table et le couvert, et toute la classe prend un repas pour déguster et apprécier les mets préparés.

Les jours suivants on recommence, en variant quelques parties, surtout les parties nécessaires du régime.

Et le Maître es-art, qui a été rétribué et fourni d'ailleurs de tout le nécessaire par le comité d'administration de l'école et par une petite cotisation des élèves, part pour une autre école, laissant ainsi après son passage, de petites écolières, les ménagères de l'avenir, enseignées et dressées à tenir un ménage avec habile économie, et à rendre la table de famille, saine, nutritive et attrayante.

Aussi bien, la reine d'Angleterre, pressentant ce bienfait public, voulut encourager dès le début l'institution par sa présence. Entourée de deux de ses filles et accompagnée d'un de ses ministres, elle assista à une leçon de l'école normale de cuisine populaire.

Les avantages hygiéniques et sociaux, ont été bientôt si évidents, qu'aujourd'hui un maître ou maîtresse ès-art culinaire, muni du diplôme de l'école normale, est très demandé dans les écoles; il peut gagner ainsi un traitement annuel de 3 à 4,000 francs.

Les promoteurs, qui sont aussi les généreux donateurs de l'école normale de cuisine populaire, se félicitent dans les *meetings* annuels, de voir prochainement réformé le régime alimentaire des ouvriers par cette meilleure préparation des aliments, à l'instar des ouvriers de Paris et de beaucoup d'autres ouvriers de France.

Dans les départements agricoles, les écoles professionnelles de jeunes filles feraient bien

d'ajouter à leurs cours spéciaux un cours d'économie agricole. Elles répondraient au vœu formulé ainsi par la commission de l'enseignement technique de 1867 :

« L'instruction industrielle et agricole des femmes ne mérite pas moins que celle des hommes la sollicitude et l'appui du gouvernement. Les encouragements de l'État peuvent donc être utilement donnés aux établissements fondés pour le perfectionnement de l'intruction primaire et le développement de l'instruction technique des jeunes filles et des femmes. »

En effet, s'il est une chose de première nécessité dans notre pays, c'est assurément l'agriculture cette mamelle de la France. Or, l'agriculture ne demande pas seulement des bras vigoureux pour bêcher, labourer, faucher, moissonner ; il y a une place marquée pour la femme dans les mille détails d'une exploitation agricole.

Le bétail, la laiterie, le jardin, la volaille, la cuisine réclament les soins intelligents et éclairés de la fermière et ne peuvent se passer de son précieux concours. Avec cette fermière instruite, combien de non valeurs seront supprimées, combien de ressources seron taugmentées.

Il importe d'avoir de bonnes fermières; les écoles professionnelles pourront les donner.

Le mouvement déjà commencé doit se développer sur une grande échelle, et pour cela il faut le concours des pouvoirs publics comme

des particuliers; il faut que l'État, les municipalités, les Chambres de commerce, les syndicats professionnels unissent et combinent leurs efforts pour cette œuvre utile entre toutes sur laquelle reposent de grandes espérances.

Quand nous serons suffisamment préparés par l'apprentissage méthodique, nous pourrons lutter contre la Suisse qui tient encore le premier rang pour l'horlogerie, en sorte qu'on doterait ainsi la France d'une industrie susceptible d'être féminine.

On a souvent parlé de décentralisation. Nous sommes de ceux qui voudraient la favoriser et la provoquer partout et toujours, jusqu'aux limites extrêmes de notre unité nationale. Nous approuvons de tout cœur les villes de province qui cherchent à être, non plus des satellites, mais un centre. Nous estimons surtout qu'on ne saurait trop lutter contre ce débordement d'émigration des départements à Paris, débordement qui menace de pléthore la tête de la France.

Or, un des meilleurs moyens de produire la décentralisation féconde, c'est la création spontanée d'établissements d'enseignement sur tous les points du territoire. Ces établissements seront le contrepoids à opposer au régime actuel de la spécialité dispersive.

Le service rendu aux élèves sera profitable à l'industrie elle-même, au fabricant et au public.

Quand les femmes auront ainsi exercé et développé leurs aptitudes naturelles, elles pourront les utiliser dans un grand nombre de professions. Nous allons passer en revue celles qui paraissent le mieux convenir à la nature féminine.

Pour les grandes villes, les deux carrières qui se présentent tout d'abord à l'observateur sont le commerce et les arts industriels dont nous avons déjà parlé. Le nombre des femmes qui pourraient y être employées peut être évalué à 150 mille.

Le travail des banques ne perdrait rien à être accompli par les personnes du sexe.

L'imprimerie est une industrie essentiellement féminine pour la plupart de ses opérations et pourrait employer un grand nombre de femmes.

Il est d'autres débouchés sur lesquels on peut concevoir de grandes espérances, parce qu'ils conviennent parfaitement aux aptitudes féminines et qu'ils se trouvent sur toute l'étendue du territoire; ce sont les grandes administrations, les chemins de fer, les postes, les télégraphes. Les femmes y ont déjà pris position mais en bien petit nombre. Aux États-Unis, le nombre des femmes employées dans le service des postes dépasse 4,000. Nos chemins de fer les emploient à leurs guichets pour délivrer les billets aux voyageurs. Tout le monde a pu remarquer la précision et la rapidité de mouvement qu'elles

mettent dans l'accomplissement de cette tâche, rapidité qui tient de la prestigiditation. Les femmes pourraient occuper, dans cette administration, bien d'autres emplois pour les écritures et la comptabilité.

Les postes et les télégraphes pourraient employer un nombre considérable de femmes, en recrutant dans ce sexe une grande partie de leur personnel. L'administration pourrait du reste couper court aux récriminations en n'admettant ses employés qu'avec concours, après examens, en soumettant à la même règle la nomination aux emplois, l'avancement hiérarchique, sans aucune distinction de sexe.

Mais, de tous les débouchés qu'on peut proposer pour les femmes, il n'en est pas de plus légitime et de plus fécond que l'enseignement. La femme est institutrice de vocation. N'a-t-elle pas d'instinct la connaissance de l'enfance, cette délicatesse si précieuse pour la culture des jeunes âmes ? La femme est à la fois éducatrice et institutrice, également habile à pétrir le cœur et l'esprit.

Enfin elle a un ensemble de qualités innées qui la rendent bien supérieure à l'homme pour l'enseignement de l'enfance.

C'est ce qui a été confirmé par l'expérience faite sur une large échelle. Aux États-Unis, presque toute l'instruction primaire est aux mains des femmes et occupe environ 185 mille

institutrices. Et pourtant la population de l'Amérique est inférieure à celle de la France.

Nous savons qu'en vertu de la nouvelle loi du 29 mars sur l'enseignement primaire, nos trente-six mille communes seront dotées d'écoles de filles. D'un autre côté, beaucoup d'écoles de garçons pourront être confiées à des institutrices pour l'instruction enfantine, comme cela a été fait ailleurs au grand avantage de tous. On voit d'ici les considérables ressources que cette carrière pourra offrir à nos jeunes filles. Nous les convions à s'y préparer dans les écoles normales qu'on va fonder. Nous ajouterons que l'État, les municipalités, le public devraient tenir la main à ce qu'on fasse aux femmes la plus large part dans l'éducation primaire, parce qu'il y a là un intérêt social de premier ordre, pour les femmes, pour les enfants, pour la famille entière. Il y a une quinzaine d'années, un prix a été décerné par l'Académie des sciences morales et politiques à Mme *Pape Carpentier*, directrice des asiles. Le rapporteur, M. *Drouyn de Lhuys* disait à cette occasion : « La commission a pensé que de nos jours, il y a pour la société française un intérêt de premier ordre à susciter parmi les femmes, par tous les encouragements possibles, des vocations pour l'enseignement. »

Il serait à souhaiter que tous les pouvoirs publics s'inspirassent de ces sentiments.

Tels sont les grands débouchés qui doivent

immédiatement fixer l'attention pour l'activité féminine.

Il s'en présentera beaucoup d'autres, mais d'une importance secondaire. En 1867, il a été publié en Allemagne un livre de beaucoup d'étendue et qui n'est pas sans intérêt, lequel livre énumérait, sous forme de dictionnaire, jusqu'à 600 métiers où les femmes pourraient trouver accès.

On a recommandé quelquefois la fondation de sociétés coopératives de femmes dans le but de faciliter leur travail. Nous dirons à cet égard que nous n'avons qu'une médiocre confiance dans la coopération productive. Nous craindrions de pousser à un échec et à de cruelles déceptions, en conseillantaux femmes cette forme de travail qui demande à la fois une grande somme de vertus, d'expérience et de capitaux.

Toutefois nous serions tentés de faire une exception pour l'imprimerie, ou encore nous proposerons, comme exemple à suivre, ce qu'a fait une société privée d'Angleterre qui, ayant pour objet d'ouvrir des débouchés aux femmes de la classe moyenne, a fondé, entre autres établissements, une imprimerie exclusivement féminine, *Victoria Press*, où paraissent plusieurs journaux notamment le *Lady magazine* et l'*English woman journal*.

On peut recommander, dans tous les centres industriels, la fondation de chambres syndicales

d'ouvrières pour les professions qui leur sont spéciales, et de chambres syndicales mixtes pour les professions communes aux deux sexes.

Mais, dans tous les cas et partout, nous conseillerons instamment aux ouvrières proprement dites comme aux femmes de la classe moyenne, de prendre part aux institutions de prévoyance, sociétés de secours mutuels, caisses d'épargne, etc., qui doivent les protéger contre leurs trois grands ennemis : le chômage, la maladie et la vieillesse, institutions destinées à détruire dans la jeunesse ouvrière les dernières traces de cette fatale insouciance qui la condamne à vivre au jour le jour sans sécurité et sans dignité.

SALAIRES.

On a beaucoup écrit, beaucoup parlé sur le salaire, cet élément primordial de la destinée de l'ouvrière. Chez les écrivains, chez les orateurs on a signalé avec persistance l'insuffisance des salaires féminins. Les congrès ouvriers, les conférences ont souvent retenti des doléances, réclamations et protestations plus ou moins bruyantes et déclamatoires. Rarement on a étudié sérieusement les moyens pratiques de remédier à cet état de choses.

Il est vrai que cette étude présente une complexité très ingrate. Elle devrait embrasser la

connaissance précise des salaires de l'époque actuelle, salaires qui varient presque à l'infini, également les chômages, le rapport des salaires avec le prix des subsistances, avec le niveau des habitudes dans les différents milieux; les formes différentes de ce salaire, évaluations qui présentent des difficultés presque insurmontables, aujourd'hui surtout que les documents officiels font défaut en France.

Nous devons borner notre tâche à quelques généralités.

Dans l'historique du présent des femmes, nous avons constaté que leur salaire était souvent dérisoire, et nous avons signalé les causes générales de cette infériorité dans la rémunération du travail féminin : vieux préjugés, manque d'éducation technique, encombrement des travaux féminins, travaux réduits à un champ trop restreint.

Toutes ces causes ont une tendance à disparaître.

Les préjugés perdent tous les jours une partie de leur puissance, et ils finiront par se dissiper devant le flambeau de la science.

La choquante inégalité dans l'éducation professionnelle des deux sexes s'effacera aussi, grâce à la nouvelle loi qui va niveler les deux sexes devant l'instruction primaire, grâce aussi à l'établissement de nombreuses écoles professionnelles que nous avons préconisées et que nous promet

un avenir prochain. L'effet en sera des plus heureux.

Les travaux de couture, jusque-là encombrés, seront dégagés et prospèreront mieux; le taux des salaires féminins en sera relevé un peu partout; la famille aura des ressources plus grandes; la misère reculera et la prostitution aussi.

Depuis quelques années, un mode nouveau a surgi dans la rémunération du travail et tend à s'introniser dans notre industrie. C'est le travail à la tâche.

Saluons l'avènement de ce nouveau régime comme un juste hommage rendu à la nature humaine, à la volonté, à l'énergie comme à l'intelligence du travailleur qui peut, quand il le veut, doubler ses efforts et augmenter dans une proportion considérable la quantité des produits. Oui, au nom des femmes, nous voulons souhaiter la bienvenue à ce rémunérateur impartial qui sera le suprême niveleur de l'ouvrier et de l'ouvrière, en payant chacun conformément à cette excellente formule d'économie sociale : *A chacun selon ses œuvres;* ainsi que l'a déjà dit Jésus-Christ et que le répétait, il y a soixante ans, saint Simon, dans sa doctrine du nouveau christianisme.

La substitution du salaire aux pièces au salaire à la journée, c'est la loi de justice, aveugle, incorruptible et inexorable, qui ferme la bouche aux récriminations et supprime les inégalités de

situation. Il n'est pas rare aujourd'hui qu'une jeune fille gagne plus que son père dans la force de l'âge, qu'une femme contribue aux dépenses du ménage dans une proportion plus forte que son mari. C'est ce qui se voit surtout dans le travail des tissages mécaniques. Un grand industriel a dit que dans son atelier de tissage pour le lin, il y avait douze femmes qui conduisaient deux métiers, tandis que pas un seul homme ne pouvait ou ne voulait en faire autant.

Le travail à la tâche présente encore le précieux avantage de permettre, dans un grand nombre de cas, à l'ouvrière de travailler à domicile, et donne ainsi satisfaction au vœu tant de fois formulé, de laisser la femme au foyer domestique. Les *Canuses* de Lyon en sont un frappant exemple, comme le rapporte M. Jules Simon dans son beau livre : *L'ouvrière*.

« La *Canuse* a le bonheur de travailler, comme son mari, dans le domicile conjugal, de faire le même travail et d'avoir le même salaire, tarifé au mètre, si elle fait le même article. Elle est chez elle et peut avoir toutes les joies de la maternité en allaitant elle-même ses enfants. Aussi cette classe d'ouvriers de Lyon (les canuts), a-t-elle conservé les sentiments d'honneur et d'indépendance. »

L'économiste ne peut qu'approuver vivement le travail aux pièces, et en conseiller l'adoption partout où la nature de l'industrie le rend applicable.

TRAVAIL DES PRISONS.

On a parlé souvent et avec un grand étalage de paroles de la concurrence faite aux ouvrières par les prisons, et le public n'a pas hésité à condamner cette concurrence comme ruineuse pour le travail libre.

Examinons un peu :

L'État fait travailler les prisonniers dans ses 24 maisons centrales, dans ses 165 prisons départementales, et dans ses 60 établissements pénitenciers. Suivant la statistique officielle de 1868, le travail de tous ces établissements réunis a produit 1,811,672 francs, ainsi répartis : au Trésor, 137 francs; aux entrepreneurs, 868,379 francs; aux détenus, 943, 156 francs.

Le travail des prisonniers est sain et moral; leur vie, sans le travail, serait difficile, insoutenable. A côté de la répression, l'État a le devoir de relever le moral des prisonniers dans la mesure du possible, et de leur donner les moyens de vivre honnêtement après l'expiration de leur peine, pour les préserver de la récidive. Le moyen rationnel pour la société, c'est d'imposer aux condamnés l'exercice de leur ancien état, pour qu'ils ne l'oublient pas, ou de leur en apprendre un nouveau assorti à leurs habitudes. A ce point de vue, le travail des prisons est

utile et ne peut être supprimé. Mais il peut être réglementé autrement.

Les métiers qui ont le premier rang dans le travail des prisonniers sont : la chaussonnerie, la sparterie, le rempaillage des chaises et la vannerie, lesquels n'occupent qu'un petit nombre de bras dans la vie libre.

Or, si l'on se reporte à la statistique de 1860 pour les industries de Paris, les produits des métiers ci-dessus sont fabriqués dans les prisons avec une main d'œuvre qui est de vingt pour cent meilleur marché qu'en ville.

Dans ces conditions, cette concurrence ne peut qu'être fatale aux ouvrières libres.

L'administration pourrait diriger le travail des prisons sur d'autres métiers et faire un choix plus judicieux des occupations imposées aux détenus ; éviter par exemple les professions qui n'ont qu'un champ d'emploi limité, celles qui sont déjà encombrées.

Ces modifications entraîneraient sans doute quelques difficultés ; mais elles sont possibles, et elles pourraient donner satisfaction aux plaintes tant de fois formulées.

OUVROIRS DES COMMUNAUTÉS.

Des récriminations analogues se sont produites contre la concurrence des ouvroirs des

maisons religieuses, disséminées en grand nombre dans toute l'étendue de la France.

Nous avons vu, dans la seconde partie de ce travail, que le nombre des ouvroirs dépassait aujourd'hui le chiffre de deux mille, et que leur production industrielle, en y comprenant les cinquante mille religieuses travaillant de leurs mains, représentait le travail d'environ 150 mille personnes. Ici le mal est donc encore plus grand, parce que la concurrence est plus étendue.

On peut faire les mêmes observations et les mêmes réserves que nous venons de faire pour la concurrence des prisons. On doit demander pour les ouvroirs, non leur suppression, mais une réorganisation. Ces établissements ne devraient pas perdre de vue le but essentiel de leur fondation, celui d'apprendre aux jeunes filles à gagner dignement leur vie par le travail. Il importe en outre de choisir les meilleurs moyens d'y arriver.

Pendant longtemps, la grande majorité des ouvroirs n'a enseigné qu'un seul métier, limité à un petit nombre de travaux d'aiguille. Les ouvrages consistaient généralement en confection de chemises pratiquée sur une grande échelle.

M. Jules Simon affirmait que sur 100 douzaines de chemises qui entrent dans le commerce de Paris, les ouvroirs en ont cousu 85 douzaines.

Les conséquences de cette organisation sont

doublement déplorables, et pour les jeunes apprenties qu'on a tort d'élever dans la pratique d'industries ingrates qui ne pourront les faire vivre, et pour les ouvrières du dehors dont les salaires sont forcément abaissés par cette concurrence écrasante et anormale, puisque ces établissements s'alimentent aussi de subventions diverses. Les apprenties ne devraient pas y prolonger leur séjour au delà de 18 ans.

Les ouvroirs doivent être des écoles d'apprentissage et non des ateliers de fabrication. Ils doivent se rapprocher de nos écoles professionnelles d'aujourd'hui, surtout par un enseignement général plus substantiel, et par des cours spéciaux plus variés.

Les ouvroirs des communautés religieuses de la province feraient œuvre utile de former des ménagères, des cuisinières, des servantes, des filles de ferme.

Enfin, il est à souhaiter, non que ces ouvroirs des maisons religieuses disparaissent, mais qu'ils se piquent d'émulation pour rivaliser dans le bien avec les écoles municipales ou privées. Des établissements aussi utiles ne sont jamais trop nombreux dans le pays ; l'enseignement professionnel des jeunes filles demande à être fait sur la plus large échelle, et le concours des communautés n'est pas à dédaigner.

TRAVAIL DE LA CLASSE BOURGEOISE.

Nous arrivons à la classe riche où la position de fortune permet aux jeunes filles les études classiques. Nous savons que, sauf de très rares exceptions, toutes les professions dites libérales, toutes les carrières honorables et lucratives sont fermées aux femmes, soit par les lois, soit par les usages.

Le *statu quo* doit-il être maintenu ? Nous répondons sans hésiter par la négative.

Les principes supérieurs que nous avons précédemment invoqués : liberté de la femme devant la science, liberté de la femme devant le travail, entraînent cette autre conséquence, admissibilité des femmes aux fonctions et aux occupations qui jusqu'ici ont été le privilège du sexe fort. Nous estimons que les lois, les règlements, les usages doivent se plier au développement de toutes les aptitudes particulières, et que rien dans la société ne doit empêcher les femmes exceptionnellement douées d'obéir à leur vocation spéciale, de chercher leur voie, de choisir leur carrière et d'y entrer concurremment avec les hommes.

Examinons les principales raisons mises en avant pour légitimer cet ostracisme qui pèse encore sur l'espèce féminine.

Sur la doctrine du confinement domestique de la femme, nous avons eu précédemment l'occasion de nous expliquer; nous ne voulons pas y revenir.

L'incapacité originelle de la femme? C'est là un dogme suranné qui est condamné par le présent comme par le passé. Nous avons vu, l'histoire en main, que les femmes, même en grand nombre, se sont montrées capables de faire tout ce que les hommes font, et de le faire avec succès et honneur, sans en excepter les positions les plus élevées.

L'histoire des nations européennes nous montre un certain nombre de reines aussi remarquables par leur intelligence que par la vigueur de leur gouvernement. Si aux reines et aux impératrices on ajoute les régentes et les gouvernantes de province, on arrive à une très longue liste de femmes qui ont brillamment gouverné les hommes. Cette remarque devient encore plus vraie si l'on étend ses observations à l'Asie. M. Stuart Mill s'exprime ainsi à cet égard :

« Quand une principauté de l'Inde est gouvernée avec vigueur, vigilance et économie, quand l'ordre y règne sans oppression, quand la culture des terres y devient plus étendue et le peuple plus heureux, c'est trois fois sur quatre parce qu'une femme y règne. Ce fait que j'étais loin de prévoir, m'a été révélé par une longue pratique des affaires de l'Inde. Il y en a beau-

coup d'exemples, car bien que les institutions indoues excluent les femmes du trône, elles leur donnent la régence pendant la minorité de l'héritier, et les minorités sont fréquentes dans un pays où les princes périssent prématurément, victimes de l'oisiveté et de leurs débauches. »

On sera forcé de convenir qu'un sexe qui a fourni des reines et des impératrices peut bien donner des chefs de bureau.

Les noms de Sapho, de Corinne, d'Aspasie pour l'antiquité, puis dans notre histoire, Mme de Sévigné, Mme de Maintenon, Mme du Châtelet, Mme du Deffaud, Mme de Staël, Mme Rolland, Mme Sand ; tous ces noms ne sont-ils pas d'éclatantes protestations contre cette prétendue incapacité intellectuelle du sexe féminin ?

Quant au présent, depuis que les facultés ouvrent leurs portes aux jeunes filles, celles-ci suivent les cours avec succès et l'on s'étonne de trouver dans ces intelligences des aptitudes qu'on ne soupçonnait pas. Chaque année fournit des exemples de bachelières, et le corps médical compte déjà dans son sein plusieurs femmes doctoresses.

Voilà des faits qui sont une réponse sans réplique.

Il importe peu que par de longs raisonnements on puisse établir (ce qui nous paraît fort difficile), que les femmes soient en moyenne moins bien douées que les hommes sous le rap-

port des hautes facultés mentales. Le détracteur le plus absolu des personnes du sexe ne pourra jamais soutenir que nulle femme n'est propre aux fonctions libérales et que les femmes les plus éminentes sont inférieures par les qualités de l'esprit à l'homme le plus médiocre.

Au reste nous tenons en réserve un argument décisif en faveur du libre accès des femmes aux fonctions administratives. Nous demandons que ces fonctions soient données sans distinction de sexe au concours ou au choix, avec toutes les garanties capables de sauvegarder l'intérêt public. On ne demande pour les femmes ni primes ni droits protecteurs ; tout ce qu'on demande c'est l'abolition des primes et droits protecteurs dont jouissent les hommes.

On a aussi objecté contre les femmes leur grande impressionnabilité qui les rend mobiles et changeantes, trop soumises à l'influence du moment, et en définitive les rendrait impropres dans tout ce qui est étranger à la vie domestique.

Il n'est pas difficile de réfuter cette objection. Cette susceptibilité nerveuse qui prédomine dans beaucoup de femmes, peut être tempérée ou prévenue par l'éducation. Ce qui le démontre clairement, c'est l'exemple des femmes des classes laborieuses, élevées à gagner leur vie par le travail, lesquelles ne présentent presque jamais ces particularités morbides. Ce qu'il y a d'excessif dans cette prédisposition peut toujours être élagué par

la culture. Au surplus, la constitution nerveuse ne saurait être taxée d'infériorité naturelle, loin de là. C'est la constitution essentielle des grands orateurs, des grands prédicateurs, des actions d'éclat. Voltaire n'a-t-il pas affirmé que pour exceller en quelque chose il faut avoir le diable au corps ? Qui oserait soutenir que la chaleur du cœur est une faiblesse ? C'est le feu des idées, et non les natures de glaces, qui ont fait les héros et les génies de l'humanité.

L'histoire et l'expérience parlent en faveur des races à tempéramment nerveux. Les Français et les Italiens passent pour les peuples les plus irritables de l'Europe, les races saxonnes et germaniques pour celles qui le sont le moins. Qui pourrait soutenir que ces derniers ont jeté plus d'éclat dans la guerre, dans les arts, dans la littérature et dans les sciences ? Les Grecs d'autrefois comme ceux d'aujourd'hui sont une des races les plus excitables de l'humanité. Qu'on dise le genre où ils n'ont pas excellé ? En outre, on sait qu'il y a des hommes aussi nerveux que les femmes peuvent l'être, songe-t-on pour cela à les frapper d'incapacité ?

Enfin, une objection assez spécieuse a été faite concernant les emplois publics dispensés par le gouvernement : Les femmes, dit-on, ne font pas la guerre et sont incapables de la faire ; elles ne payent pas comme les hommes cet impôt du sang à la patrie ; elles ne passent pas comme les

hommes quatre ou cinq années de la vie sous les drapeaux. Donc les femmes n'étant pas à la peine, il est naturel qu'elles ne soient pas au profit, c'est-à-dire qu'elles ne soient pas admises dans les emplois lucratifs.

Il y a plusieurs choses à répondre :

Il n'est pas vrai que les femmes soient incapables de faire la guerre, et la preuve, c'est qu'elles l'ont déjà faite, témoins les amazones. Le courage militaire, l'héroïsme, l'amour sacré de la patrie ne sont pas l'apanage exclusif du sexe mâle. Dans le riche héritage des vertus guerrières que nous ont légué nos ancêtres de France, le sexe féminin peut revendiquer une part brillante avec les noms impérissables de Jeanne de France, Jeanne de Flandre, Jeanne de Blois, Jeanne Hachette et Jeanne d'Arc.

Les femmes ne font pas la guerre actuellement. Dans toutes les nations européennes on les a dispensées du métier de soldat, et l'on a bien fait. Il est à désirer non que les femmes fassent la guerre, mais que les hommes ne la fassent plus ; et l'on ne peut établir un argument de principe de cette folie humaine qui désormais ne sera qu'un accident rare et passager dans la vie des nations, comme tout le monde doit l'espérer. Nous savons que les différends internationaux pourraient être réglés autrement que par cette forme sauvage et brutale qui ne prouve rien, et ne laisse après elle que la ruine et la désolation.

Les femmes ne font pas la guerre! Mais elles en souffrent autant que nous. Les obus de l'ennemi, la faim, le froid, la misère d'une ville assiégée les distinguent-t-ils des hommes? Et si le combattant est blessé, s'il est tué sur le rempart ou à la frontière, n'est-ce pas leur sang qui est versé, et leur sang le plus précieux? Le cœur de la mère ne saigne-t-il pas par les plaies béantes de son fils?

Et le lendemain d'une guerre ruineuse peut-il être plus douloureux pour les hommes que pour les femmes qui, tenant la bourse du ménage,ressentent plus vivement le poids écrasant de l'impôt?

Les femmes ne font pas la guerre! Elles font mieux que cela, elles enfantent. Michel-Ange de la nature, la femme produit cette statue vivante, l'homme! Avec de grandes douleurs, les femmes mettent au monde l'enfant; elles l'allaitent, elles l'élèvent, elles en font un citoyen. Les femmes feront mieux que de porter un fusil, elles feront la guerre à la guerre. Elles poursuivront sans trève ni merci la bonne croisade contre ce fléau de l'humanité.

Si l'on prétend fermer aux femmes toutes les carrières publiques, parce que la loi les dispense du service militaire parce qu'elles ignorent la charge en douze temps ou en quatre temps, il faut frapper de la même incapacité certaines catégories d'hommes : Les courts de taille, les

bossus, les myopes, les phtysiques, les soutiens de famille, les fils aînés de veuves, les prix de Rome, qui sont également dispensés de porter un fusil.

Tout bien compté, il n'y a pas de raison sérieuse pour fermer aux femmes les carrières libérales. Ne pas leur permettre de concourir avec les hommes pour l'exercice de ces fonctions, serait une véritable tyrannie. Il y a plus, cette exclusion serait encore un dommage pour la société. Telle et telle carrière est occupée par des hommes moins capables que beaucoup de femmes et que celles-ci auraient battus dans un concours équitable. Stuart Mill a eu raison de dire : « Ordonner que des personnes soient exclues de la profession médicale, du barreau, c'est léser d'abord ces personnes mêmes, c'est léser aussi toutes celles qui voudraient employer leurs services dans la médecine et le barreau, c'est léser le public en supprimant l'influence bienfaisante qu'un plus grand nombre de concurrents exercerait sur les compétiteurs. »

Mais nous avons plaidé là une cause qui est à moitié gagnée. Le gouvernement, les grandes administrations ont déjà fait quelques pas dans cette voie; les essais ont été timides, mais ils ont réussi. On ne s'arrêtera pas en si beau chemin. Nous savons qu'on ne peut tout faire à la fois, et que le temps est le collaborateur indispensable de toutes les réformes sociales. La

faculté de médecine a la première ouvert ses portes aux femmes; la faculté de droit ne peut manquer de suivre cet exemple de libéralisme.

Maintenant, sortons des généralités et examinons les professions libérales qui semblent les plus appropriées aux femmes et dans lesquelles elles devraient s'essayer tout d'abord.

La première que nous voulons signaler à leur attention, c'est la carrière médicale, pour laquelle nous les croyons merveilleusement douées. Pour exercer la médecine utilement et convenablement, il faut plusieurs qualités réunies. Avant tout, la science professionnelle qui demande de larges et patientes études. A cet égard nous avons déjà des faits qui ont donné la mesure des capacités féminines. Mais en dehors des connaissances que donnent les cliniques et les autres cours de la faculté, il faut encore une certaine habileté de main, du tact, de la délicatesse, une certaine intuition, certaines qualités morales. Tout cela semble inné chez la femme. Pour les opérations chirurgicales, on dit souvent d'un médecin adroit : *Il a la main d'une femme*.

Il n'y a peut-être pas de maladie qui n'ait sa complication morale parce que, dans notre nature, le corps agit sur l'âme comme l'âme agit sur le corps. De là un mal complexe qui demande un double remède. La science peut donner l'un; mais qui donnera l'autre si ce n'est la femme médecin, la femme qui, plus faible,

plus souffrante que l'homme, est aussi plus compatissante, plus sensible pour la souffrance d'autrui? Il y a dans les manières félines de la femme, dans les inflexions de sa voix, un charme toujours précieux au chevet du malade et qui la rend supérieure à bien des docteurs en renom. Beaucoup de ceux-ci croiraient déroger en montrant une aimable affabilité. On a dit que le meilleur médecin était celui qui aimait le plus ses malades. A ce titre, quel médecin sera supérieur à la femme, cette nature aimante par excellence ?

Somme toute, nous serions tentés de dire que la femme est créée et mise au monde pour exercer l'art de guérir. N'a-t-elle pas préludé à la médecine dans tous les temps comme garde-malade pour les siens, pour ses amis, pour ses voisins? Comment ne pas rappeler ici ces sœurs de charité que leur dévouement, leur douceur exquise placent au-dessus de tout éloge?

Mais si la femme paraît prédestinée à la profession de médecin, sa nature semble aussi demander qu'elle soit soignée par un médecin de son sexe quand elle est malade.

Au point de vue pathologique, les femmes présentent cette particularité fâcheuse que l'organe le plus souvent affecté de maladie est l'utérus. à cause de ses fonctions génératrices. On voit d'ici les graves inconvénients qui en résultent.

Voici une jeune fille qui, par nature ou par

éducation, est chaste et pure. Le sentiment pudique et délicat la fait rougir au moindre mot, au moindre regard. Rien n'est encore venu effleurer cette âme de sensitive. Voilà cette jeune femme que n'a ternie aucune tache extra-conjugale et qu'effaroucherait la familiarité la plus anodine de la part de tout autre homme que son mari, eh bien, telle et telle maladie survient, et voilà cette jeune fille et cette jeune femme placées dans la cruelle alternative ou de souffrir un mal affreux et envahissant, ou de mettre dans le secret de leur misère un médecin dont l'intervention soulève d'invincibles répugnances, et blesse au vif ce sentiment qui fait la force et la dignité de la femme, la pudeur.

Aussi a-t-on vu ces pauvres créatures reculer quelquefois devant cette nécessité, véritable supplice pour la femme digne, de confier leurs souffrances à un homme étranger, et se laisser mourir, victimes de leur chasteté.

C'est assez, c'est trop, pour démontrer l'utilité des femmes médecins, et le moraliste ne peut que faire des vœux pour qu'elles se multiplient.

La femme médecin n'a pas seulement les femmes comme clientèle naturelle; elle a aussi les enfants. Dans la santé comme dans la maladie, l'enfant appelle la femme et ne peut être bien soigné que par la femme. Qui ne se rappelle avoir vu ce que nous avons remarqué souvent nous-mêmes? Quand un enfant a été visité par un

médecin quelconque, il arrive neuf fois sur dix que cet enfant ne peut sans effroi entendre parler du docteur qui pour lui est passé à l'état de croquemitaine? Il est permis de croire qu'il en serait tout autrement si l'enfant malade était visité et soigné par un médecin du même sexe que sa mère. On a objecté contre la femme médecin son impressionnabilité nerveuse. Nous répondrons que l'accoutumance fait évanouir l'obstacle. L'émotion tient à la surprise et disparaît avec elle. Toutes les femmes ne sont pas également impressionnables; et l'on aura rien prouvé quand on aura dit que la plupart des femmes ont un tempérament incompatible avec la médecine chirurgicale. On trouverait un grand nombre d'hommes qui sont dans le même cas. Nous avons connu des jeunes gens forcés de renoncer aux étud es médicales déja commencées, parce que les leçons cliniques, et les dissections de l'amphithéâtre les affectaient trop fortement.

Nous avons dit que nous avions déjà cinq ou six doctoresses sorties de l'école de médecine de Paris. Mais nous avons le regret d'ajouter que le parchemin officiel n'a pas encore eu la vertu d'attirer les malades dans les cabinets de ces dames. Le public français dominé par les préjugés et les habitudes séculaires s'est montré jusque-là réfractaire à cette innovation. Nous espérons que l'opinion publique ne tardera pas à s'amender, et que cette indifférence fera place

à des sentiments plus réfléchis, dont tout le monde se trouvera mieux, parce qu'il y a là un véritable progrès.

L'expérience est déjà faite. En Amérique, en Angleterre les femmes exercent la médecine avec succès. Dans certains États de l'Union il existe aujourd'hui des écoles de médecine pour les femmes, dont les doyens et une partie du personnel enseignant se composent de femmes, et dont les graduées remplissent toutes les fonctions de médecin dans les grandes villes, même dans beaucoup de petites, et quelquefois sont attachées par une nomination officielle aux hôpitaux des villes, aux bureaux de bienfaisance, aux établissements d'aliénés, etc. Le dernier recensement de New-York constate qu'il y a 221 médecins féminins dans ce seul État.

La profession médicale est côtoyée par une autre profession à laquelle nous voudrions convier aussi les femmes, c'est la pharmacie. Là encore nous trouvons un champ de prédilection pour l'activité feminine.

Deux séries d'opérations composent l'exercice de la pharmacie : Celles du laboratoire, celles de la pharmacie proprement dite. Celles du laboratoire n'ont rien d'incompatible avec la constitution physique de la femme, et l'on conviendra que préparer un sirop, un onguent, une teinture, ou du cérat, ne présente pas des difficultés insurmontables pour les bras et l'intelligence fémi-

nins. ' Nous ajouterons qu'il serait difficile de trouver ici une opération qui n'ait pas son équivalente dans l'art culinaire. Le laboratoire est la cuisine de la pharmacie. C'est assez dire que la femme serait là dans son élément. Tout bien considéré, le livre de *Brillat-Savarin* a beaucoup de parenté avec le *Codex medicamentarius*, et nous prétendons que le sexe qui a donné tant de cordons bleus, pourrait fournir d'excellents préparateurs pharmaceutiques.

Maintenant, pénétrons dans les arcanes de l'officine. Voici le pilulier, le trébuchet, les mortiers de verre ou de porcelaine, le livre des ordonnances, toutes choses dont la manipulation, certes, n'exige pas une grosse dépense de force musculaire.

Là, il est vrai, le maître de céans doit pratiquer cette grave et périlleuse affaire, l'exécution des prescriptions magistrales, il doit déchiffrer et tirer au clair ce grimoir hiéroglyphique qu'on appelle l'ordonnance du médecin. Enfin, il s'agit le plus souvent de préparer *secundum artem* la classique potion calmante, qui doit être méthodiquement pesée, composée, agitée, filtrée, bouchée, coiffée, ficelée, cachetée, étiquetée, numérotée, enveloppée, tariffée, livrée et recommandée.

Ce qu'il faut avant tout pour être à la hauteur de cette tâche, c'est une habileté de main, des soins minutieux, de la précision, une exactitude

scrupuleuse, une attention parfaite, des habitudes d'ordre. Or, depuis que le monde est monde, il est de constatation universelle que les femmes n'ont pas de supérieurs dans les minuties, dans les faits de détail. Leur main plus délicate excellera à dorer les pilules, et à faire une mesure exacte du remède sauveur dont une main plus lourde et moins attentive pourrait faire un poison mortel.

Nous ne parlons pas des connaissances professionnelles. La femme peut les acquérir par l'étude. Ce qui a été dit plus haut démontre suffisamment que la science est accessible aux deux sexes.

Nous ne prévoyons pas ce que pourrait alléguer l'État pour refuser aux femmes le diplôme de pharmacien et l'ouverture d'une officine. Un pareil refus serait une violation flagrante de la justice et de l'impartialité, en présence des milliers de pharmacies des hôpitaux et autres tenues par des religieuses qui, n'ayant jamais franchi le seuil des écoles de pharmacie, exercent en France la professsion, en vertu de la cornette, de l'autorisation ou de la tolérance gouvernementales. Nous sommes de ceux qui aimeraient mieux un diplôme qu'une lettre d'obédience. Si les diplômes ne confèrent pas le brevet d'infaillibilité, ils donnent la garantie des connaissances suffisantes. Si la pharmacie ne peut être pratiquée sans danger par des femmes justifiant du

savoir nécessaire, l'interdiction devrait frapper avant tout les femmes ignorantes absolument étrangères aux parchemins académiques.

Nous le répétons, les femmes peuvent devenir des pharmaciennes tout comme les hommes.

Parlons du notariat. L'étude du notaire serait-elle un sanctuaire exclusivement réservé aux aigles masculins ? Telle n'est pas notre appréciation. La réception et la rédaction des conventions particulières dont nos tabellions noircissent le papier timbré avec le style que l'on sait, ne sauraient placer le notariat sur des sommets innaccessibles à l'intellect de la femme. On trouverait souvent des femmes réunissant les trois éléments nécessaires pour tenir une étude : L'honorabilité, l'argent, et les connaissances suffisantes que donne un stage de quelques années.

Voici maintenant une autre carrière libérale dont pourraient bénéficier beaucoup de femmes : La carrière du barreau. Ici nous avons affaire à une profession qui demande, non une habileté de main, mais une habileté de langue. Sur ce point la femme peut soutenir avantageusement la concurrence masculine.

L'ordre des avocats s'est octroyé le titre traditionnel de protecteur des veuves et des orphelins.

Nous estimons que ce protectorat ne perdrait rien à être exercé par les femmes avocats, quand celles-ci auront été préparées par une

éducation progressive identique à celle des hommes.

Un organe exceptionnellement doué pour le langage, une voix harmonieusement timbrée, une parole facile et persuasive, une faconde proverbiale, un cœur sensible et compatissant, une nature vive et ardente, en voilà largement assez pour donner à la femme le talent et l'éloquence qu'il faut déployer quand il s'agit de plaider la cause des opprimés, de défendre les colombes contre les vautours.

Comme prédicateurs, comme conférencières, les femmes ont déjà donné dans le monde la mesure de leurs talents oratoires, en s'acquittant de leur rôle avec succès.

Nous arrivons enfin aux emplois qui relèvent directement de l'État. Nous ne voulons ici que viser les carrières qui concernent les finances.

Perceptions, enregistrement, contrôle des contributions directes, entrepôts des tabacs, etc. pourraient être donnés au concours, sans distinction de sexe. Les femmes n'auraient pas de grands efforts à effectuer pour pouvoir exercer ces fonctions, et surtout pour se rendre aussi avenantes au public que certains de leurs collègues virils de la bureaucratie.

Le Ministère des finances en agissant ainsi ferait d'abord de la bonne justice distributive ; la femme qui paie les impôts et qui donne les garanties de savoir et d'honorabilité ; peut bien se

mettre sur les rangs pour demander sa part de la manne gouvernementale. En outre il relèverait le niveau des capacités de son personnel par l'influence stimulante d'un plus grand nombre de compétiteurs dans les concours.

Dans ce rapide examen nous n'avons voulu parler que d'un petit nombre de carrières libérales, parce que nous tenions à ne proposer que les réformes qui pourraient être dès maintenant réalisées. Quand il s'agit de revendications, il faut savoir se limiter et préciser; qui trop embrasse mal étreint. Nous n'avons pas touché, et pour cause, aux hautes fonctions sacerdotales, judiciaires et administratives. Le réformateur qui voudrait aujourd'hui pousser les femmes dans le sanctuaire, dans la magistrature, dans les préfectures, commettrait dans notre pays une énormité qui le placerait d'emblée au rang des rêveurs et des fous.

Est-ce à dire que la chose est impossible? est-ce à dire qu'il y a entre ces hautes fonctions et la femme une incompatibilité absolue? Certainement non. Cette énormité existe ailleurs. Il n'est peut être pas sans intérêt d'en parler ici.

Dans un congrès international, tenu à Paris en 1878, M. *Théodore Stanton* exposait entre autres choses les particularités suivantes relatives à son pays, l'Amérique:

« Pour la théologie, nous avons des pasteurs féminins qui s'acquittent de tous les services

du prédicateur protestant ; elles baptisent, elles marient, elles président aux enterrements, elles prêchent et, soit dit sans malice, ce n'est pas de cette fonction de parole dont elles s'acquittent le moins bien. Le dernier recensement de New-York, donne 20 prédicateurs féminins dans ce seul État. »

« On trouve des diacres féminins dans certaines églises, et il y a quelques années le diocèse épiscopal de *Kansas* nomma deux femmes membres du comité chargé d'inspecter le séminaire diocésain. »

« Dans le territoire de Wyoming, un juge de paix féminin a jugé un grand nombre de procès, et ses jugements sont restés entiers.

« Aux dernières assises de la cour de district, dans le comité d'*Albanys*, les deux jurys, le grand et le petit, étaient également composés des deux sexes, et le président, M. Howe, saisit l'occasion de complimenter hautement l'intelligence, le discernement, l'honnêteté et la convenance d'attitude dont les femmes firent preuve. »

« Dans plusieurs villes, les femmes sont chargées de grands bureaux de postes. Il y a des exemples de femmes employées dans l'administration des législatures et des deniers publics. Une femme qui a fait de la question pénitentiaire l'étude de toute sa vie, fut nommée, il y a quelques années, par le gouverneur de l'État de New-York, comme membre d'une commission

pénitentiaire, composée d'hommes, et sa nomination fut ratifiée par la législation. »

En résumé l'Amérique compte déjà :

Des inspectrices pour l'instruction et la religion.

Des professeurs féminins.

Des femmes médecins.

Des femmes notaires.

Des femmes diacres.

Des femmes pasteurs.

Des femmes prédicateurs.

Des femmes missionnaires.

Des jurés féminins.

Des juges de paix féminins.

Des avocats féminins.

Et des électeurs féminins.

Nous terminerons cet article par l'exposé d'un *desiratum*. Si l'admission des femmes aux fonctions judiciaires est prématurée, il en est tout autrement de leur admission aux jurys criminels, cette magistrature accidentelle qui ne demande que le sens commun, la probité, l'honorabilité qu'on ne peut dénier aux personnes du sexe. Cette réforme est immédiatement réalisable. Dans presque toutes les causes de femmes il y a des abîmes de douleurs que l'homme ne peut sonder tout seul. Or, la justice, pour être la justice, ne doit-elle pas tenir compte de tous les éléments, de tous les mobiles du crime? Autrefois les faibles, les criminels trouvaient un

asile quelconque. A Rome, les esclaves trouvaient cet asile au pied de la statue des empereurs. Au moyen âge, les étrangers le trouvaient dans les églises. Pour nos femmes accusées nous demandons l'asile d'un jury féminin ou pour le moins d'un jury mixte, où leur sexe entrera aux mêmes conditions que les hommes.

MORALE.

On a donné de nombreuses définitions de la morale. Nous adoptons celle-ci : la morale est l'ensemble des règles qui doivent diriger l'activité libre de la personne humaine.

La morale est donc la science directrice de la vie, la mise en application des principes, des lois de ce code naturel, la conscience.

La morale est dans son essence, une, universelle, invariable, divine, éternelle comme la justice. Elle préexiste aux lois écrites, aux cultes religieux, à la civilisation. Sa source unique est dans la conscience humaine.

Cependant la morale est loin de nous paraître parfaite et sans variations dans l'histoire de l'humanité. Toutes les civilisations se sont vantées d'avoir une morale supérieure à celle des autres. Aucune n'a eu la morale. En voici la raison :

La morale idéale avec tous ses phénomènes de

dévouement, d'héroïsme, de sacrifice, ne pourrait jaillir que d'une société dont tous les membres ayant atteint le complet développement de leur être, par la culture intégrale de leurs facultés, auraient une notion exacte de leurs devoirs, de tous leurs devoirs, laquelle suppose la connaissance parfaite de soi-même, de ses semblables et des milieux où l'on vit. Or c'est là un idéal que nous devons poursuivre, mais dont nous sommes encore éloignés. Comme les autres facultés humaines, le sens moral a besoin de culture, et il se développe graduellement par l'éducation. On comprend de reste qu'un naturel de Borneo ou du Grœnland, ne puisse avoir le sens moral aussi raffiné qu'un membre de l'Académie des sciences morales et politiques de Londres ou de Paris. Pourtant la même loi primordiale existe dans la conscience de tous ces hommes. Le principe moral aussi grand, aussi pur qu'il est vrai, appartient à la nature même. L'erreur de l'application est le fait de l'homme.

Ces affligeantes déviations pratiques qui rappellent la fameuse expression : *Vérité en deçà des Pyrénées, erreur au delà*, ont fait chercher un critérium, une maxime générale, qui, pour la direction de la vie, puissent servir de phare et de boussole.

Mais il est difficile, il est oiseux, peut-être même dangereux, de vouloir plier à une seule

formule toute la vérité des préceptes moraux. Nous voulons cependant reproduire ici deux grandes maximes qui se distinguent surtout par leur beauté, leur simplicité et leur caractère de généralité compréhensive.

L'une se rattache à la religion, l'autre ne relève que de la philosophie.

La première est celle-ci :

Crains Dieu et chéris tes semblables.

La seconde est celle-là :

Ne fais pas à autrui ce que tu ne voudrais pas qu'il te fût fait, qui appelle cette formule complémentaire :

Fais à autrui ce que tu voudrais qu'il te fût fait.

Cette grande maxime ainsi complétée répond aux deux ordres de préceptes moraux avec leur degré d'obligation respectif qu'ils imposent. D'une part, on reconnaît des devoirs tellement impérieux que leur violation rend coupable. De l'autre, on signale des vertus dont la pratique est méritoire, dont le développement est indéfini, sans que leur observation soit imposée avec une égale rigueur.

Le premier ordre de préceptes signifie : *Ne point faire du mal à ses semblables.*

Le second ordre recommande ceci : *Leur faire le plus de bien possible.*

Il est admis classiquement que la morale a une importance capitale, que la dissolution des mœurs produit fatalement la décadence des sociétés,

l'effondrement des empires. Nous ajouterons avec Montesquieu, que la morale et la vertu sont les assises indispensables du gouvernement démocratique. C'est que la morale contient le secret de toutes les énergies individuelles et sociales.

Le plus grand obstacle à la pratique de cette morale, c'est le privilège, parce que dans la société, le privilège est la violation d'un droit, l'exonération d'un devoir, et par suite une source d'immoralité.

Notre grande révolution a eu l'heureuse ambition d'abolir les privilèges. Sa fameuse déclaration des droits de l'homme nivela effectivement toutes les classes devant la loi, et ce fut un progrès immense. Il aurait pu être plus complet. La révolution s'arrêta à mi-côte; elle laissa debout un privilège dont bénéficie encore la moitié du genre humain au préjudice de l'autre moitié : *le privilège du sexe*. L'idée aristocratique, traquée de toutes parts, se retrancha dans sa dernière forteresse : *le masculin*.

C'est ainsi que le régime du privilège a été maintenu à l'avantage du sexe fort, et à sa suite tous les rapports entre l'homme et la femme ont été faussés. Du côté de l'homme, l'arbitraire, le mépris de la justice; du côté de la femme, abaissement de caractère, oubli de la dignité humaine et révolte par la licence. L'infériorité, l'incapacité du sexe féminin, l'exploitation de la femme par l'homme ont été légiférés par le Code Napo-

léon qui, pour la morale des deux sexes, a deux poids et deux mesures. Dans ce code, Thémis ne tient pas en équilibre les deux plateaux de la balance. Notamment, le législateur a commis cette grosse inconséquence de conférer le monopole de la responsabilité au sexe déclaré faible et incapable.

Les anomalies, les injustices à l'égard de la femme éclatent surtout dans les trois circonstances de la séduction, de l'adultère et de la prostitution officielle. De là trois grandes défectuosités que nous voulons relever et combattre.

SÉDUCTION.

Nous parlerons ici exclusivement de la séduction préméditée, suivie de grossesse et d'abandon, la seule qui paraît engager des responsabilités sociales, la seule qu'on puisse atteindre, parce qu'elle repose sur un fait matériel.

Nous savons que vouloir traiter ce sujet, c'est aborder une question délicate, mais elle ne peut être éludée, parce qu'elle est pour ainsi dire dans les entrailles de notre cause et qu'elle exerce dans la société de tristes ravages.

Qu'y a-t-il au monde de plus beau, de plus pur, de plus délicat, de plus précieux, de plus intéressant que cette jeune fille arrivant à la nubilité, comme un bouton de rose au prin-

temps de la vie? Qu'y a-t-il de plus recommandable et de plus respectable que cette future compagne de l'homme dans la bonne et la mauvaise fortune, que cette future mère de famille, que cette future éducatrice des générations à venir? Qu'y a-t-il enfin de plus digne de nos sollicitudes que cette âme virginale faite d'espérance, de confiance, de loyauté, de tendresse et de candeur?

Que va devenir ce trésor d'amour et d'innocence dans le tourbillon de la vie? Qu'adviendra-t-il de la colombe quand les nécessités de l'existence l'appelleront loin du nid maternel? Hélas! nous savons trop que ce sera miracle si elle échappe aux griffes des vautours. Un séducteur se présente aiguillonné par des appétits grossiers ou les fanfarons désirs de la vanité; un séducteur à qui rien ne manque, rien ne coûte pour arriver à ses honteuses fins : richesse, étalage de faux sentiments, serments d'amour éternel, promesses fallacieuses.

Hallucinée par cet ensemble de dissimulations, entraînée peut-être par la misère avec son triste cortège de la faim et du froid, la victime succombe pour s'éveiller dans l'affreuse déception et dans un abîme de malheur. La grossesse se déclare, le séducteur se dérobe, et quelquefois c'est lui qui le premier jette ses dédains à celle qu'il a moralement assasinée; le monde qui finit par tout savoir achève l'écrasement, en acca-

blant de sa réprobation, non le monstre qui a commis le crime, mais la jeune fille qu'il a trahie et sacrifiée, et dont l'existence est à jamais flétrie.

La voilà donc cette jeune fille à qui l'avenir paraissait tout souriant, aujourd'hui plus malheureuse que la mère pauvre surchargée d'enfants, parce qu'elle est honnie, ne connaissant rien de la vie et avec un jugement à peine ébauché. La voilà écrasée sous le poids d'une faute souvent inconsciente et qu'elle expie seule, quand ils ont été deux à la commettre, et que le plus coupable est assurément l'homme suborneur, c'est à dire l'instigateur, le provocateur, l'acteur principal de la séduction.

A partir de ce moment que deviennent ces malheureuses?

Quelques-unes se résignent, dévorent leur honte, nourrissent et élèvent leur enfant avec leurs ressources personnelles ou avec l'assistance publique; d'autres, dévorées par le chagrin et la misère, demandent au réchaud ou à la rivière la fin de leurs tourments. Qui pourra dire les combats, les tortures que ces malheureuses ont dû subir avant d'en arriver au suicide? D'autres encore sont poussées au crime et donnent la mort à l'enfant dont elles accouchent clandestinement. Il a fallu une horrible série de désillusions et de dégoûts pour qu'elles se décident à tuer leur enfant, à détruire aussi leur

plus douce, leur plus chère, leur dernière religion : l'amour maternel. Enfin il en est d'autres qui à la suite de cette première faute, descendent d'échelon en échelon jusqu'au dernier, celui de l'ignominie, et vont rouler dans les bas-fonds immondes de la prostitution.

Pendant ce temps-là, que fait le séducteur? Il prend tranquillement ses ébats, et recommence à faire de nouvelles victimes dont il n'a pas plus de souci que des précédentes. La loi française le laisse indemne, il ne peut être inquiété pour ces faits, quand ils ne sont pas accompagnés de violence.

Voilà déjà une bien longue série de malheurs que traîne après elle la séduction de nos jeunes filles. Est-ce tout? Non.

Il arrive quelquefois que la victime ou quelqu'un des siens, révoltés contre cette iniquité sociale, se font justice eux-mêmes, et vont frapper le séducteur. Alors il en résulte ceci : Un procès retentissant, un acquittement juridiquement scandaleux, un dénouement qui bouleverse tout l'échafaudage de la justice collective. Témoin le fait suivant :

Une jeune fille, ouvrière laborieuse et d'une conduite jusque-là irréprochable, avait été séduite par un jeune homme, commis dans le magasin où elle était en apprentissage, et qui lui avait promis le mariage. Devenue enceinte, elle fut abandonnée, ce qui arrive presque tou-

jours. Or, il advint que le père de la victime, très honnête ouvrier et adorant sa fille, après avoir caché un couteau sous ses vêtements, s'en alla trouver le commis et lui demanda s'il voulait épouser sa fille, et sur les refus réitérés de celui-ci, il le frappa en pleine poitrine. L'assassin fut arrêté et traduit aux assises. Ce père meurtrier avoua tout, avec les circonstances de préméditation, et..... il fut acquitté.

C'est la *cause Morambat*, plaidée aux assises en 1876.

Ce procès est gros d'enseignements :

Dans l'interrogatoire, le père accusé d'assassinat disait en substance aux représentants de la loi : Eh bien, oui, ma fille a cédé aux entraînements de la nature, oui, elle a failli, mais elle n'a pas été seule à commettre la faute. Le plus coupable n'est-il pas ce vil suborneur qui l'a trompée par de faux serments, par des promesses qui n'étaient que d'odieux mensonges ? J'ai voulu venger ma fille que vous laissez sans défense. Cette fille que j'aime de toute l'âme d'un père, vous avez permis à cet homme de la prendre vierge, de la rendre mère, de la rejeter ensuite déshonorée et sans ressources. Quand on vient se plaindre à vous, les représentants de la justice sociale, quand on vient vous dénoncer de pareilles énormités, vous répondez que c'est abominable, mais que vous n'y pouvez rien. Contre tant de mal qu'on nous a fait, à ma fille

et à moi, la résignation a été au-dessus de mes forces, tout mon être s'est révolté. Alors j'ai invoqué la loi de Linck, les représailles personnelles : œil pour œil, dent pour dent. J'ai assassiné, parce qu'on a moralement assassiné ma fille. Ce que j'ait fait, je le ferais encore. Maintenant, tuez le père si vous voulez; il ne manque plus que cela !

Après le procès, le philosophe et le moraliste pouvaient dire à ces mêmes magistrats, représentants de la loi :

Voilà trois accusés ouvertement coupables que vous avez acquittés et renvoyés indemnes. Cette jeune fille qui n'a pas su résister à sa passion, a failli à ses devoirs, causé le désespoir et le crime de son père; elle va mettre au monde un enfant sans père, sans état civil, un enfant qui sera probablement une charge et un danger pour la société.

Ce jeune homme a déshonoré une jeune fille, puis l'a abandonnée, ce qui est un attentat contre la morale universelle.

Enfin, le père de la jeune fille a voulu se faire justice lui-même, ce qui est défendu par toutes les lois. Il a voulu tuer, ce qui est défendu par la loi divine et par la loi humaine. Il a frappé d'un couteau, il a commis sans remords et avec préméditation un homicide, un crime qui le rend punissable de l'échafaud ou du bagne.

Et ces trois coupables, vous les renvoyez chez

eux sans condamnation, sans flétrissure, sans la moindre amende. Où est donc la majesté de la justice et le respect dû à la loi ? Pourquoi ces scandaleux acquittements? Parce que la loi vous défendant de punir le premier coupable, vous êtes fatalement conduits à absoudre les autres dont le crime n'est que la conséquence de cette première culpabilité, non seulement impunie mais, dans certains cas, respectée et tenue comme sacrée.

Donc, il y a dans votre législation une lacune regrettable. Cette lacune, il faut la combler. Ici les protestations que vous ont fait entendre le jury, la foule, la presse, ne sont que l'écho de ce sentiment qui vibre profondément dans la conscience publique au nom de la morale universelle.

Nous disons qu'on doit faire quelque chose. Il faut envisager les jeunes filles telles qu'elles existent dans le monde actuel, et particulièrement dans le monde des travailleurs. Il est certain que par la nature incomplète de l'instruction et surtout de l'éducation de la plupart d'entre elles, il s'en faut qu'elles soient suffisamment armées contre la séduction. Si nous ajoutons que par l'éloignement forcé de la famille, elles sont trop exposées au danger, que leur chûte entraîne les conséquences les plus déplorables et leur cause d'irréparables dommages, nous aurons tout dit sur la nécessité de cette réforme. A la jeune fille de 15 ans, qui a tant besoin de défense, et dont

la beauté et l'innocence sont des causes de chute, la loi dit : Vous êtes assez grande, assez raisonnable pour défendre votre honneur. Mais, pour votre bien, dormez tranquille jusqu'à 21 ans, jusque-là je veillerai pour vous. Ainsi il y a deux majorités pour la jeune fille : la majorité du cœur et la majorité de la bourse. Il est vraiment étrange que la femme suivant le code, puisse défendre son cœur six ans plus tôt que son argent.

Maintenant, quelles mesures sont à prendre ?

Nous sommes de ceux qui pensent que tout le mal ne peut-être guéri par un article de loi. Nous comptons avant tout sur l'efficacité des moyens moraux, c'est-à-dire sur une forte éducation identique pour les deux sexes, l'éducation de famille, l'éducation publique. Les améliorations que nous avons appelées dans ce travail au point de vue scientifique et économique, feront certainement que la femme aura un sentiment plus vif de sa dignité personnelle, qu'elle s'appartiendra mieux, étant moins sous la dépendance de l'homme. Ce qui se fait ou se prépare actuellement, extension de l'enseignement professionnel, instruction répandue à flots sur la jeunesse des deux sexes, produira graduellement l'amélioration des mœurs.

Mais pour guérir ou circonscrire cette plaie envahissante de l'immoralité, il n'est pas superflu de recourir à tous les remèdes : surveillance, mesures de précautions par les administrations, les

chefs de maisons, les directeurs de manufactures et d'ateliers, propagande des grands principes par les livres, par les théâtres et par les conférences; nous voudrions que nul de ces moyens ne fut négligé.

Nous savons que la source vive de la morale est surtout dans l'intimité de la vie domestique. Que les véritables professeurs du devoir sont les mères dont les leçons données souvent entre deux caresses sont les plus pénétrantes. Mais hélas! nous savons aussi que l'industrie actuelle a besoin des bras des femmes, comme les femmes ont un impérieux besoin du salaire. Si l'on veut que la mère reste à son foyer, il faut souvent que la jeune fille travaille à l'usine. Loi cruelle, mais loi inévitable.

Nous voulons signaler ici une faute trop souvent commise par les mères de famille dans l'éducation domestique; c'est de laisser les jeunes filles, sous prétexte de pudeur, dans l'ignorance des dangers qui les attendent, grosse imprudence qui souvent a été la première cause de chûtes irréparables. La jeune fille doit être avertie, et il y a toujours avantage à ce qu'elle le soit par sa mère ou son père, avant toute autre personne. La pauvre innocente qui entre dans le monde a besoin d'être prévenue des pièges nombreux qui lui seront tendus, de l'immensité du sacrifice que peuvent lui demander, et les sacripants et les Don Juan dorés, et les tartufes de tout acabit.

Ces leçons du foyer, il importe d'en entretenir le bienfaisant souvenir et d'en perpétuer la douce influence. Quand la jeune fille des classes laborieuses, âgée de moins de 20 ans, vient vivre dans les hasards de l'usine ou de l'atelier, c'est pour elle une période critique et décisive, et l'on ne saurait trop multiplier les moyens de préservation.

Dans un congrès pour le droit des femmes, il a été formulé un *désiratum* que nous approuvons et que nous citons ici :

« Dès le premier jour de sa nubilité, une jeune fille pourrait recevoir de qui de droit, et avec une certaine solennité, une sorte de catéchisme social et officiel, dans lequel, sous un style ferme et explicite, il lui serait donné une théorie de la vie. Ce serait comme un traité d'honnêteté, s'appuyant sur des exemples choisis dans les dossiers des cours d'assises et de la police correctionnelle, prévoyant tous les cas et tous les pièges, et qui permettrait à la jeune fille de prendre sa place au soleil, en gagnant fièrement le pain quotidien.

« L'État fait afficher dans les gares les lois sur les chemins de fer, aux frontières les lois sur les douanes, chez les débitants de boissons les lois contre l'ivresse, de façon qu'à côté du danger, le faible, l'ignorant, le méchant soient averti à temps. Pourquoi n'en ferait-on pas autant pour

cette pauvre et chère innocente entourée de dangers ? »

Les philantropes puissants, les hommes spéciaux pourraient rédiger ce *vade-mecum*, ce *memento* en parchemin de la femme appelée à vivre, à combatre le mal, à se garder.

Nous voudrions encore autre chose ; nous voudrions que dans les ateliers, dans les usines, dans les manufactures, il fût placardé à côté d'un extrait dudit catéchisme, une sorte de requête adressée aux hommes, les invitant à respecter les femmes (tout cela, comme le rappel et le complément de l'éducation domestique et scolaire.)

Dans cette requête, il ne serait pas sans utilité de faire un sérieux appel à la justice, à la loyauté aux devoirs des hommes qui devraient toujours se rappeller que cette jeune fille qu'ils veulent outrager pourrait être leur sœur ou leur fille.

On a demandé encore comme moyen préventif, dans les grandes villes, l'interdiction aux filles mineures de l'entrée dans les bals publics, et de leur séjour dans les brasseries, dites brasseries à femmes.

On ne doit pas perdre de vue que la réhabilitation de la femme dépend par-dessus tout du relèvement du niveau moral chez l'homme. Aux revendications légitimes du sexe féminin correspondent les devoirs du sexe masculin. La moralité de l'homme est corrélative de celle de la femme.

Entreprendre ce relèvement est une tâche herculéenne, nous le savons, mais cependant non impossible. On peut beaucoup espérer de la jeunesse généreuse et intelligente de la France. Il ne suffit pas de dire, il faut réformer la société. Les sociétés ne progressent et ne s'améliorent que par l'amélioration des individus dont elles se composent. Il existe de par le monde des associations libres, fondées pour combattre tel ou tel abus, tel ou tel vice de la société : *Société de tempérance, société de secours pour l'enfance abandonnée, ligue du bien public, ligue du patriotisme,* etc. Pourquoi ne fonderait-on pas une société d'hommes dont la devise et le but seraient : *Respect à la femme ?*

Étant donnés les combats qu'on a à livrer contre soi-même, il serait possible de trouver dans un engagement d'honneur, une force nouvelle, multipliée par la puissance de l'union. Il serait possible de trouver dans la jeunesse masculine et éclairée de la France, un groupe suffisant pour servir de noyau à cette légion d'âmes ardentes, résolues à vaincre en elle-mêmes toutes les tentations de l'immoralité, vice odieux parce qu'il est à la fois la dégradation pour soi-même et l'injustice envers les autres.

Cette libre association du devoir entourerait les femmes d'un respect inaltérable, les plus pures, d'une profonde vénération, les autres, d'une fraternelle sollicitude. Dans toutes, chaque

sociétaire verrait une mère, une sœur ou une fille, en sorte qu'il deviendrait difficile à cet homme de les avilir ni même de profiter d'un avilissement déjà consommé.

Ces sociétaires auraient à se pénétrer du grand principe de l'égalité des deux sexes devant la morale, et du principe non moins élevé de solidarité entre l'homme et la femme. Ils s'efforceraient de répandre autour d'eux la notion des sentiments nobles que doit inspirer la femme, en commençant par faire litière de tous les sots préjugés qui ont cours dans le monde des viveurs, tels que ceux-ci : *Il faut que jeunesse s'amuse. La femme est gibier d'amour.*

Liés les uns aux autres par le serment du devoir, armés contre le vice, en eux-mêmes et dans la société, ils seraient sévères contre le mal et doux pour les âmes.

Cette association pourrait également à l'instar de ce qui se fait déjà en Angleterre, se donner la tâche de faciliter aux familles pauvres les poursuites judiciaires contre les séducteurs, dans les limites de la législation présente ou à venir.

Enfin, ce serait pour le mieux, si les membres de cette société prenaient l'engagement d'honneur de ne proposer une union avec toute fille que dans la pensée d'un amour sincère et impérissable, engagement qui impliquerait de leur part la désapprobation et la condamnation du célibat masculin.

Puisque ce mot de célibat nous tombe sous la plume, parlons un peu de la chose. Quelques considérations seront d'autant moins déplacées ici, que nous envisageons le célibat particulièrement sous le rapport moral.

Nous ne pouvons discuter le célibat forcé des soldats et des prêtres catholiques. Nous voulons seulement rappeler que le catholicisme a été la seule religion qui ait imposé le célibat à ses ministres. Le célibat ecclésiastique, pure question de discipline, fut établi après le Concile de Trente où la chose fut agitée très vivement. Rome avait bien ses vestales, la Gaule ses neuf vierges de l'île de *Senn*, mais ce ne sont là que des exceptions, il est donc vrai de dire que c'est avec le catholicisme qu'a commencé le célibat des prêtres, imposé comme règle générale.

Ce célibat eût un apôtre ardent dans saint Gérôme, dont la fougueuse éloquence laisse voir une haine vigoureuse du mariage et une profonde admiration pour la continence et la virginité. Mais ses arguments sont beaucoup plus fantaisistes que solides, entre autres celui-ci : *Puisque saint Pierre veut qu'on honore sa femme, c'est l'honorer que de s'en abstenir, autrement c'est l'outrager*. Et cet autre : *Célibat, cœlebs* dérive du mot latin *cœlum*, ce qui signifie que ceux qui vivent dans le célibat sont des personnes célestes et vivant déjà comme des anges.

C'était faire flèche de tout bois, et pousser à

l'exagération ce désir du christianisme naissant de réagir contre les mœurs corrompues de l'empire, en faisant de la virginité l'état par excellence. C'est en propageant de pareilles idées qu'on a couvert l'Europe de couvents des deux sexes.

Nous terminerons cet article en disant que le célibat ecclésiastique n'est pas plus partie intégrante de la religion que les armées permanentes ne sont la condition absolue d'une nation : Nous voulons espérer que ces deux choses disparaîtront un jour, emportant avec elles ces deux obstacles à la saine vie de famille.

L'homme a le devoir de consacrer sa vie à celle qui lui a ouvert son cœur et qui lui a donné tout son être. Pour cela il faudrait rétablir la vie de famille, opérer toute une révolution dans les opinions des hommes.

Contentons-nous de parler maintenant du célibat volontaire des hommes, assez fréquent de nos jours.

Tous les législateurs de l'antiquité ont voulu atteindre les célibataires. Dans certains pays on n'était pas tendre contre les hommes qui s'abstenaient de prendre femme. A Lacédémone, ils étaient notés d'infamie, et les femmes de Sparte, pouvaient les saisir et les traîner tout nus dans le temple d'Hercule où ils recevaient une sévère correction. La tradition ajoute que les lacédémoniennes usèrent plus d'une fois de ce privilège.

Quelque soit notre hostilité contre le régime du célibat, nous n'irons pas jusqu'à réclamer pour nos parisiennes une licence par trop naturaliste.

Au reste, si les témoignages de l'histoire démontrent qu'on a blamé de tout temps le célibat, cet état contre nature, ce qui assurément constitue un mauvais point sur son compte, ils prouvent aussi qu'à toutes les époques il s'est trouvé des égoïstes et des misantropes pour goûter ce genre d'existence, aimant mieux vivre seuls que d'avoir une famille.

Les sociétés antiques formant de petits états continuellement en guerre, ne voyaient dans l'homme célibataire qu'un réfractaire à la procréation de citoyens dont on avait un impérieux besoin. Cette considération perd beaucoup de sa valeur dans nos grandes sociétés modernes où tout se balance et se pondère par les grands nombres.

Mais si l'on envisage le célibat dans ses conséquences morales, on ne peut s'empêcher de voir dans l'homme qui vit hors du mariage, un danger perpétuel pour la vertu des femmes. Outre que tout homme qui se voue au célibat y voue nécessairement une fille, puisque la polygamie est interdite, le célibat est le véhicule de la débauche, et le scandale du monde. Si les célibataires étaient des petits saints on pourrait peut-être les laisser tranquilles. Le célibat suppose la sainteté, mais il ne la donne pas.

Le célibat est aussi la sentine du crime, comme le démontrent les statistiques judiciaires de tous les temps. Suivant le témoignage de Voltaire, il y avait cent garçons de roués ou de pendus pour un père de famille. Il est tout naturel que le mariage rende l'homme plus vertueux et plus sage. Le père de famille, près de commettre un crime, est souvent arrêté par sa femme qui est plus douce, plus craintive et plus religieuse. Il est également retenu par la crainte d'avoir à rougir devant ses enfants et de leur laisser l'opprobre pour héritage.

Dans les grandes villes, où ils trouvent trop de facilités pour satisfaire leur passion, les célibataires nuisent à la société parce qu'ils subventionnent la prostitution et contribuent pour une large part à l'entretenir. Dans les campagnes la vie de garçon est moins facile, mais le danger est plus grand à cause du trouble apporté dans les ménages mariés, le célibataire étant porté à braconner sur les terres de ses voisins.

Ce qui précède conduit rigoureusement, selon nous, à cette conclusion : Le célibat volontaire des hommes est un mal social.

Que faire contre ce mal ? aujourd'hui les esprits les plus compétents sont partagés sur cette question. Beaucoup de publicistes estiment que le sujet doit rester en dehors du domaine de la législation, et que le mieux est de laisser à chacun liberté pleine et entière.

Quelques-uns seraient d'avis de frapper le célibataire d'un impôt à partir de l'âge de trente ans. Si cette mesure devait avoir pour effet certain de diminuer sensiblement le nombre des célibataires masculins, nous y souscririons de grand cœur. Mais l'efficacité de cette mesure fiscale est douteuse, et nous laisse dans le doute.

Si la réforme regarde moins le Code que les mœurs, il y a une chose qu'on peut, qu'on doit demander, c'est que la loi n'entrave jamais le mariage, et que toutes les causes légales de célibat disparaissent.

On a signalé deux grandes causes générales qui font reculer les hommes devant le mariage : la mode qui chez les dames entraîne beaucoup de frais de toilette, et la prostitution qui abonde dans les grandes villes, et permet aux célibataires de goûter les plaisirs du mariage sans en avoir les charges.

Maintenant il s'agit d'étudier la séduction devant les lois.

Nous savons que la législation française ne contient aucun texte qui prévoit la séduction simple et qui en organise directement la répression. Comment expliquer ce silence de la loi française sur des actes dont la multiplicité et la gravité frappe l'attention publique ? On peut trouver la réponse à cette question en scrutant la pensée qui a présidé à la rédaction de notre Code pénal.

Les législateurs ont voulu proclamer ce principe que l'État est incompétent sur les questions de morale pure, et qu'il ne doit poursuivre que les faits impliquant un attentat au droit d'autrui. Partant de ce principe, la loi a toléré toutes les formes de libertinage n'intéressant que la personne qui se livre à ces honteux écarts. On a voulu distinguer parmi les actes immoraux : 1° Ceux qui, tout en révélant des habitudes licencieuses, ne produisent pas une offense directe sur autrui; lesquels actes elle a laissés à la seule réprobation de la conscience et de l'honnêteté publique. 2° Ceux qui produisent effectivement un préjudice appréciable et que la société avait un véritable intérêt à punir.

Telle est l'explication du silence de la loi française sur la séduction, qui ressort soit des paroles du rapporteur, soit de l'interprétation de nos grands jurisconsultes.

Nous accordons que dans les choses de la morale, l'intervention de la loi doit être délicate et mesurée; mais en restant sur le terrain où s'est placé le Code Napoléon, il est facile de combattre son indulgence pour les faits qui nous occupent.

Dans la séduction n'y a-t-il pas très souvent pour autrui un dommage réel, matériel, indéniable, un dommage physique et moral? Peut-on refuser de voir un préjudice quand la victime est conduite par ce fait au désespoir, au suicide

ou au crime? Celui qui abuse de l'inexpérience de la jeune fille qui a dépassé plus ou moins l'âge de treize ans, pour obtenir de ses sens ou de la faiblesse de sa raison, des faveurs que sa volonté éclairée et réfléchie eût refusées, ne commet-il pas un de ces actes que toute loi morale doit flétrir, que toute loi pénale devrait punir ?

On a invoqué la minorité des jeunes filles quand il s'est agi de l'administration de leurs biens; pourquoi ne pas l'invoquer aussi quand il s'agit de la garde de leur honneur? Pourquoi refuser à la virginité, ce capital moral si précieux, la protection et les garanties que la société accorde aux plus viles marchandises ?

En résumé, nous sommes de ceux qui sollicitent une loi qualifiant délit, le fait de séduction, accompli dans certaines circonstances déterminées; notamment pour la jeune fille, la minorité jusqu'à l'âge de 21 ans, et pour le séducteur, les circonstances d'inégalité d'âge, de position sociale, d'une autorité quelconque sur la jeune fille mineure, tels que : instituteur, professeur, fonctionnaire, ministre d'un culte, patron, chef d'atelier, maître, contre-maître, tuteur, etc.

La loi pourrait stipuler que l'instance devrait être poursuivie dans le délai d'un an, à partir de la naissance de l'enfant, sous peine de périmer.

Sans doute le projet de loi qualifiant délit la séduction n'est pas à l'abri de toute critique. On

a fait surtout cette objection que la loi serait d'une application difficile.

Nous répondrons que les tribunaux ont à démêler le sens souvent fort compliqué de milliers de dispositions inscrites dans les codes. N'ont-ils pas des enquêtes à faire, des témoignages à recueillir, des faits très délicats à apprécier? Lorsqu'ils seront saisis d'une accusation relative au fait de séduction, ils sauront discerner la vérité du mensonge, les plaintes sincères de celles résultant d'une tentative de chantage.

Personne assurément ne demande que la plaignante soit crue sur parole. Tout demandeur en justice est tenu de faire la preuve de ce qu'il avance. Quant aux jeunes filles d'une inconduite notoire, elles devront savoir qu'intenter un procès dans leur situation, c'est courir à un échec humiliant.

Sans doute il y aura des degrés dans la culpabilité. Les juges trouveront des éléments d'appréciation dans les dires des deux parties, et aussi dans la différence d'âge et de position, surtout dans le plus ou moins de subordination de la victime au séducteur.

Nous invoquons ici à l'appui de notre thèse, une page éloquente écrite par M. Legouvé :

« Quelle prime à la débauche plus honteuse, plus énorme, pouvez-vous accorder que cette impunité même laissée à l'homme? Quoi! vous ne voyez pas qu'en désarmant la jeune fille, vous

armez le séducteur? Vous ne voyez pas qu'en ajoutant à toutes ses ressources de richesse, d'adresse, d'expérience, d'ardeur sensuelle, d'ardeur vaniteuse, la sanction de votre acquittement, vous vous faites vous-mêmes son intermédiaire ou son complice! Ce n'est pas la pudeur publique que vous défendez, ainsi que vous le dites, c'est la suzeraineté masculine dans ce qu'elle a de plus vil, c'est le droit du seigneur. On nous oppose toujours les fâcheuses conséquences de la loi anglaise qui permet la poursuite du séducteur. Eh ! si la loi anglaise est mal faite, refaites-là ! Refaites-là jusqu'à ce qu'elle soit bonne, et quand elle ne devrait jamais l'être complètement, établissez-là, car au-dessus des inconvénients de telle ou telle disposition, au-dessus des obstacles qui surviennent dans la pratique, s'élèvent des principes qui veulent être respectés à tout prix, et le plus sacré de ces principes, c'est la pureté de l'âme humaine. »

La loi que nous demandons aurait sûrement un effet préventif. La perspective de la sellette de la correctionnelle ou de la chambre civile donnerait à réfléchir aux lovelaces. Quand ils auraient à répondre publiquement de leurs actes, leur prestige en serait considérablement amoindri, et la virginité des jeunes filles s'en trouverait effectivement protégée.

Au surplus, une loi pénale contre la séduction n'a rien qui puisse effaroucher nos législateurs.

Cette loi a des précédents en Europe et ailleurs.

La législation prussienne n'a pas apporté tant de scrupules dans cette matière. Elle a édicté contre le séducteur de jeune fille, la peine de six mois d'emprisonnement avec travail forcé.

En Angleterre, une action civile est ouverte au père de la victime pour atteinte à l'autorité paternelle. Quant à la famille elle peut réclamer des dommages-intérêts à titre d'indemnité.

Aux États-Unis, le séducteur âgé de moins de 25 ans est condamné à l'amende ; au-delà de cet âge, il est puni de l'emprisonnement. Une simple promesse de mariage, non suivie d'effet est considérée comme une tentative de séduction, et le coupable est mis en demeure d'épouser ou de payer une somme souvent considérable. Ajoutons qu'une fille séduite et abandonnée, qui se venge à coup de révolver est sûre d'être acquittée par le jury américain. Il en est qu'on a portées en triomphe.

Nous ferons remarquer ici qu'en France le dénouement de certains procès de ce genre, semblerait indiquer que nous ne sommes pas tout à fait aux antipodes des mœurs américaines.

Depuis 1860, la jurisprudence des tribunaux français a fait quelques pas dans le sens de la révision de la loi pénale relative à la séduction, en considérant celle-ci comme un quasi-délit, et en permettant à la victime d'ouvrir une action en dommages-intérêts. D'après un arrêt de la

cour de Dijon, l'inégalité d'âge, de fortune, même celle de la force physique, sont la preuve d'une contrainte morale, exclusive d'un consentement intelligent et d'un entraînement volontaire.

Cette jurisprudence a été adoptée par les cours de Bordeaux, de Caen, de Rouen, de Metz, de Nîmes et de Paris. C'est ainsi que le 6 juillet 1867, la quatrième chambre du tribunal de la Seine a condamné un patron qui avait séduit son apprentie à payer à cette dernière une pension alimentaire annuelle de 300 francs.

ADULTÈRE.

Notre Code pénal contient les deux articles suivants relatifs à l'adultère :

Article 337. — La femme convaincue d'adultère subira la peine d'emprisonnement, pendant trois mois au moins et deux ans au plus.

Article 339. — Le mari qui aura introduit une concubine dans la maison conjugale et qui aura été convaincu, sur la plainte de la femme, sera puni d'une amende de 100 francs à 2,000 francs.

Voilà une partialité assurément non déguisée. D'un côté, un adultère punissable criminel, partout où il aura été commis, frappé de la grave pénalité de l'emprisonnement.

De l'autre côté, un adultère encourant une condamnation à l'eau de rose, c'est-à-dire à l'amende, rien que l'amende.

On le voit, la différence est grande. Cette différence s'arrête-t-elle là? Non, certes. Pour que le mari adultère tombe sous le coup de cette pénalité d'argent, il faut qu'il ait péché avec cette circonstance monstrueusement aggravante, et presque introuvable, d'entretenir sa concubine dans la maison conjugale. Dispostiion parfaitement illusoire parce qu'elle est trop facile à éluder. N'est-il pas révoltant que le mari infidèle soit en règle contre le Code parce que sa maîtresse occupera de l'autre côté de la rue, en face de la maison conjugale, un appartement d'où elle pourra braver du regard l'épouse outragée.

Cette énorme différence de traitement du mari et de la femme adultères est expliquée dans le monde par cette formule paradoxale qui, une fois admise passe à l'état d'axiome.

L'adultère de la femme est plus coupable que celui de l'homme, parce qu'il entraîne des conséquences plus graves. La femme peut introduire des enfants dans la maison de son mari. Le mari n'en introduit pas chez sa femme.

Examinons : Si ce prétexte est admis, la logique demande que toutes les fois que l'épouse adultère n'est pas mère par stéritilité ou autrement, la loi complaisante vienne l'amnistier et ferme les yeux sur ses débordements. Or, personne n'oserait admettre ces conséquences immorales.

L'homme peut devenir coupable de trois ma-

nières : ou avec une femme mariée, ou avec une fille honnête, ou encore avec une prostituée. Dans tous ces cas, l'adultère de l'homme peut entraîner les plus graves désordres.

Dans le premier cas, si le mari infidèle n'introduit pas de bâtard chez lui, il en introduit dans un autre ménage. Dans la seconde circonstance, le mari adultère se place dans le cas de la séduction dont il aggrave la culpabilité tant au point de vue social qu'à celui de la morale universelle. Il s'expose à donner naissance à des enfants qu'il lui est interdit de reconnaître, et à augmenter le nombre de ces parias modernes, les *filles-mères*. Cet homme en agissant ainsi, se met volontiers au ban de la société, et la loi qui le ménage et le protège devient son complice dans les maux qu'il cause.

La troisième circonstance n'est pas moins condamnable pour l'homme prévaricateur qui se contente de filles quelconques. Nous dirons de cet homme, est-ce donc une peccadille de courir les risques les plus graves, de s'exposer ensuite à compromettre la santé de sa femme et de ses enfants ? L'homme n'introduit pas de bâtards chez lui, c'est vrai, mais dans l'espèce, il peut y introduire la contagion et la mort. Dans tous les cas, l'adultère de l'homme peut entraîner d'immenses désordres, la loi ne saurait l'amnistier.

Nous ajouterons ceci : quand il s'agit d'une loi

qui touche au plus intime des rapports mutuels de l'homme et de la femme, quand il importe de rehausser le mariage et de le dégager des fictions qui le compromettent, n'est-il pas utile et juste de relever la femme dans la famille qui est son empire, et de lui rendre le droit de ressentir la trahison au même degré que nous-mêmes? Doit-on supposer que la femme est moins sensible à l'outrage que l'homme, que sa dignité morale est d'une moindre valeur?

Il faut rappeler ici que la loi morale est essentiellement universelle, invariable, la même pour tous, qu'elle est une loi naturelle qui ne transige jamais avec les temps, les lieux, les personnes, les sexes, et non cette morale complaisante à double face qui, acceptée par une société frivole et égoïste, s'est installée dans nos codes.

Toutes les considérations qui précédent établissent, selon nous, que l'adultère de l'homme est aussi coupable que celui de la femme vis-à-vis de la famille, et vis-à-vis de la société. Il n'est donc pas admissible que la loi fasse une différence soit pour les circonstances où l'infidélité conjugale est commise, soit pour la pénalité qui la frappe.

Conséquemment, nous estimons que l'adultère pourra être invoqué comme cause de divorce, par l'époux et par l'épouse, sans distinction aucune, quelque soit le lieu où le conjoint infidèle a trahi la foi conjugale.

Actuellement nos chambres sont saisies du projet de loi sur le rétablissement du divorce qui, déjà voté par nos députés, attend son tour de délibération au Sénat, pour être définitivement inscrit dans le Code français.

Le divorce est une grave et une délicate question, parce qu'il touche à ce que M. Brisson avait appelé *la dernière molécule de la société, la famille*.

Le divorce intéresse directement la femme qui est la première victime dans les unions malheureuses. C'est à ce titre que nous voulons placer ici quelques mots.

Nous sommes partisan du divorce, parce que la vie domestique présente quelquefois des causes d'inoxorables ressentiments, d'invincibles dégoût, des abîmes de souffrances morales, provenant des unions mal faites ou de la perversité de l'un des conjoints. Refuser de tendre une main secourable à ces victimes de l'indissolubilité matrimoniale, c'est se condamner au rôle absurde et odieux de river des époux au supplice et au désespoir, sans profit pour personne. Mais, hâtons-nous d'ajouter que nous applaudissons de tout cœur aux sentiments élevés dont se sont inspiré nos législateurs, en répudiant cette doctrine malsaine qui voudrait la liberté entière dans le mariage au point de mettre l'existence de la famille à la merci d'un mouvement de colère. Le divorce facile, licencieux, comme il était pratiqué à Athènes au temps de Périclès et

comme le demandent aujourd'hui les réformateurs à outrance, ne peut que dénaturer le mariage et ébranler la famille, cette première assise de la société. Nous sommes de ceux qui ont prédit que le vote par les Chambres était assuré à ce projet de loi quand nous avons lu le très remarquable rapport de M. de Marcère. Le rapporteur est selon nous dans la note juste, et envisage le divorce avec une grande hauteur de vue. C'est en quelque sorte la paraphrase éloquente de cette maxime imagée, formulée il y a près de 300 ans, par un grand philosophe :

Il faut respecter le mariage tant qu'il n'est qu'un purgatoire ;
Mais il faut le dissoudre s'il devient un enfer.

On ne peut nier qu'un certain nombre de ménages sont dans ce dernier cas, et M. Naquet a ouvert sur l'enfer de ces intérieurs de terribles échappées de vue. Établir le divorce facile, c'était relâcher les liens conjugaux, ouvrir la porte au libertinage, créer un péril social. Nous ajouterons que la femme n'aurait rien à gagner avec ce divorce licencieux. Ce qu'il fallait, c'était une loi d'exception limitée à ces cas extrêmes, offrant un refuge aux désespérés. Honneur à la commission qui a voulu et présenté à la Chambre le divorce difficile, étranglé, hérissé de formalités ; un divorce impliquant cette pensée que la perpétuité est dans l'essence du mariage et doit être

dans l'intention des futurs époux ; que cette perpétuité doit être la règle, et le divorce l'exception.

Le divorce sera une sorte d'opération chirurgicale, à laquelle on ne se soumet jamais du premier coup, mais après qu'on a eu le temps de se convaincre qu'elle est indispensable.

Ainsi le veut la morale, ainsi le veut le bien de l'État.

Il faut que le divorce apparaisse aux époux, non comme une porte de sortie toute grande ouverte, mais comme une issue étroite et mal aisée, dans laquelle on ne s'engage qu'à la dernière extrémité, en sorte que même avec le divorce inscrit dans le code, beaucoup de querelles intestines continueront à se dénouer pacifiquement sur l'oreiller, au lieu d'être confiées aux hommes de loi.

La législation actuelle, tout en introduisant quelques améliorations dans l'ancienne loi abrogée en 1876, s'est contenu dans de sages limites, en s'efforçant de laisser au mariage ce caractère auguste et moral qui doit toujours le distinguer des autres associations, et le dégager de la pure matérialité.

Telle est la loi du mariage ; il est libre, il est le résultat, non d'un rapprochement instinctif, mais du choix de deux êtres intelligents, moraux et libres, qui s'aiment, qui unissent leur destinée, qui fondent une famille, et qui s'élèvent à

la plus haute région des sentiments humains. Les nobles mobiles qui déterminent ce contrat, les sentiments qui le cîmentent, les obligations réciproques qu'il suppose, les enfants, la famille, tout implique dans ce contrat l'idée de l'unité et de la perpétuité.

M. De Marcère a touché dans son rapport à la cause des femmes, et sur ce point sa parole a eu de nobles accents que nous invoquons à l'appui de notre thèse. Ces généreuses affirmations tombées de la bouche d'un ancien ministre de la République méritent d'être relevées.

En parlant du divorce demandé pour cause d'adultère, M. de Marcère a dit :

« L'article 230 de l'ancienne loi dispose *que la femme pourra demander le divorce pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il aura tenu sa concubine dans la maison commune*. Nous demandons la suppression de cette dernière phrase de l'article, ce qui équivaut à établir l'égalité entre les deux époux. »

« A l'heure où nous poursuivons un idéal de justice en faveur des personnes, où nous donnons une plus large part aux sentiments d'humanité dans une loi qui règle le plus intime, le plus achevé de leurs rapports mutuels, à l'heure où nous voulons accentuer la notion de pure spiritualité qui distingue la législation française, où nous désirons rétablir l'idée du mariage dans toute sa noblesse en le dégageant des com-

promissions qui le déshonorent, nous ne pouvons laisser la femme dans une situation abaissée qui la fait inférieure à l'homme. »

« Esclave, servante, concubine, femme chrétienne, son élévation morale a marqué chacun des progrès de la civilisation. Il appartient à notre temps de l'élever encore d'un degré et d'en faire notre égale en lui laissant avec ses dons, le rôle que la nature lui a départi. Elle subit encore dans nos lois civiles une sorte d'infériorité traditionnelle. Relevons-la du moins dans la famille qui est son empire, et rendons-lui le droit de ressentir l'injure de la trahison comme nous. »

Maintenant armons-nous de courage pour sonder cette plaie hideuse qui infecte nos grandes villes et qu'on appelle :

LA PROSTITUTION.

La prostituée est la femme qui se vend, qui trafique de son corps et de ses caresses. Mais il y a des degrés dans cette honte.

On peut distinguer la haute prostitution plus ou moins dorée et voilée, qui compte les grandes courtisanes de profession, et les courtisanes de circonstance. Vers le milieu de l'échelle, la lorette et la cocotte, qui constituent souvent la femme d'attente, l'hétaire du second degré. En bas, la prostituée tarifée la *Pallaque* moderne, ne

vivant que de casuel et dont les amants ne font que passer.

Enfin, il y a la prostitution réglementée, celle où la femme ne s'appartient plus, esclave qu'elle est de la police des mœurs. C'est de celle-ci que nous avons à parler spécialement.

Avant tout, constatons bien que la prostitution est un fléau social qu'il importe de combattre à tous les points de vue et que nous exécrons particulièrement comme une flétrissure dont la honte rejaillit un peu sur le sexe féminin tout entier.

A ce propos, nous voudrions rappeler à toutes les favorisées de la fortune et du rang, cette fameuse maxime de solidarité générale :

Homo sum, et nil humani alienum puto, et les inviter à se l'approprier en la traduisant ainsi pour la circonstance :

Je suis femme et rien de ce qui concerne la femme ne m'est étranger.

Pénétrées de cette maxime humanitaire, elles auraient à cœur de prêter leur vaillant concours pour extirper de la société, l'opprobre signalé.

La femme ne vient pas au monde avec l'instinct de la dégradation ; elle n'est conduite à la honte que graduellement et par des circonstances fatales, qu'abandonnée à elle-même, elle n'a pu écarter.

Le moraliste doit se préoccuper de rechercher

les causes du mal, d'étudier les moyens pratiques de préservation. Ces moyens peuvent être généraux et immédiats.

Les premiers, consistant à préparer de loin la femme, à l'armer contre le vice par l'éducation, par les instruments de travail, ont été passés en revue dans ce travail. Les seconds, plus directs, s'appliquant spécialement à telle ou telle circonstance, ne doivent pas être négligés. Ici encore, il faudrait mettre tout en œuvre pour arrêter sur la pente du mal ces femmes qui soutenues et pardonnées seraient capables de revenir au bien. Nous savons que le mal est grand, et les abus difficiles à déraciner. Il n'est pas superflu que chacun des éléments sociaux apporte sa quote-part de conseil et d'action pour lutter contre l'immoralité, cet ennemi trop facilement retranché dans les grandes villes. Là, la vie est plus cachée, la responsabilité moins grande. Les hommes y supportent beaucoup moins le fardeau et les conséquences des fautes auxquelles ils entraînent les femmes. La classe des riches oisifs et débauchés y est représentée par un effectif plus considérable. En outre, les villes à raison de leur grandeur sont des exutoires où aboutissent les éléments viciés d'alentour, pour y chercher le secret et une existence plus facile.

Il est une catégorie de femmes qui fournit chaque année un contingent trop nombreux au bureau des mœurs, à Paris, ce sont les libérées

des prisons de femmes. C'est en faveur de ces infortunées que nous voudrions solliciter des mesure préservatives.

S'il est pour la jeune fille une heure critique et décisive, c'est assurément celle où la prison lui ouvre ses portes pour la rendre à la liberté. Les souvenirs poignants du passé, les affreuses réalités du présent, les entraves de toutes sortes qui l'attendent sur sa route, une santé délabrée par la détention, et par-dessus tout cela, les malsains conseils des *Marcheuses*, ces vétérans du vice, qui rôdent autour de la préfecture de police, et qui, moyennant une prime, conduisent dans les maisons du vice ces malheureuses parfois inconscientes. En voilà beaucoup, en voilà trop pour achever de perdre les libérées. Une seule faute de jeunesse peut flétrir à jamais l'âme d'une fille, et entraîner des conséquences qui la placent, à un moment donné, dans cette cruelle alternative : La mort ou le bureau des mœurs. Il faut venir en aide à ces femmes, leur tendre une main secourable.

A cette fin, il est indispensable de fonder, dans le quartier des prisons de femmes, des maisons de convalescence morale et physique, où les libérées trouveront un abri, du pain, des vêtements, des encouragements et du travail. Refuges religieux ou œuvres civiles ne devraient manquer nulle part. En coopérant à ces utiles fondations, les grandes dames trouveront pour

leur argent et leur philantropie un excellent placement.

Ces refuges devraient exister dans tous les grands centres où sont situées les maisons centrales qui reçoivent les femmes condamnées à plus d'un an de prison : telles sont aujourd'hui les villes d'Auberive (Haute-Marne), de Clermont (Oise), de Cadillac (Gironde), de Doullens (Somme), de Montpellier (Hérault), de Rennes (Ille-et-Vilaine), de Vannes (Morbihan).

Rappelons ici que la prostitution réglementée consiste dans ce système qui impose aux prostituées :

1° L'inscription sur le registre des mœurs.

2° L'obligation de subir périodiquement la visite sanitaire.

3° L'obligation, quand elles sont malades, de subir un traitement dans les hôpitaux spéciaux ou salles spéciales.

4° Enfin l'obligation de se conformer, dans l'exercice de leur métier, au règlement de police.

Ce système de réglementation a prévalu jusqu'ici. Néanmoins, il est vivement attaqué depuis huit à dix ans par ce qu'on appelle le *parti des abolitionnistes*, lequel parti compte actuellement un grand nombre d'adhérents dans le monde, particulièrement en France et en Angleterre. Nous déclarons nous y rallier formellement en demandant la suppression pure et simple de

toute réglementation officielle et du bureau des mœurs.

Le fonctionnement de cette partie de la police, que par euphémisme on a décoré du nom prétentieux de *Bureau des mœurs*, a pour but, on le sait, de diminuer et de circonscrire les maladies vénériennes. Ce but est complètement manqué ainsi que le démontrent par les chiffres de la statistique deux médecins éminents : Le docteur Lecour, en France, et le docteur Chapmann, en Angleterre.

Le système de surveillance sanitaire a pour fondement indispensable l'inscription des prostituées sur le registre de la police. Or, cette inscription est déjà une défaite. Sur le chiffre présumé des trente mille courtisanes de Paris c'est à peine si quatre mille de ces malheureuses peuvent être enregistrées, et ce nombre s'accroît graduellement. Toutes les autres s'obstinent à demeurer dans l'état de courtisanes clandestines, parce qu'elles ne redoutent rien tant que cette inscription et les humiliantes obligations qu'elle entraîne.

D'un autre côté, la statistique accuse une augmentation croissante de la syphilis tant pour les filles insoumises que pour les filles inscrites. En calculant par induction raisonnée la proportion des autres personnes de la société, atteintes de la même maladie, M. Lecour est arrivé, il y a dix ans, au chiffre formidable de 47 mille victi-

mes du mal vénérien pour une année. Résultat qui démontre avec évidence que la réglementation administrative est sans utilité. Le docteur Chapmann, à Londres, est arrivé à peu près au même résultat.

Après avoir étudié et analysé tous les faits observés jusqu'en 1875, et en présence de cette augmentation progressive de la prostitution clandestine, M. Lecour conclut ainsi : Je persiste dans ma première opinion émise en 1870 ; je disais alors, et je dis aujourd'hui: cet état de chose révèle une maladie sociale que des mesures de police ne peuvent seules atteindre et détruire. »

La réglementation étant inutile, il faut y renoncer.

Nous ajoutons qu'elle est dangereuse tyrannique et immorale au premier chef. Il y a longtemps que le bureau des mœurs est une pierre d'achoppement à Paris, une source de conflits entre la préfecture de police, la municipalité et le public. L'opposition entre le bureau des mœurs et la prostitution parisienne est devenue une lutte à outrance, dans laquelle la police n'a pas le dessus. Le personnel du bureau ne peut être ni parfait ni infaillible, et l'on ne peut nier que l'arbitraire tient une large place dans les arrestations, motivées généralement par aucun fait précis, mais seulement par des apparences difficiles à bien apprécier. De là des erreurs assez

fréquentes et assurément très regrettables pour le public.

La réglementation est une injustice flagrante, parce qu'elle impose une tyrannie honteuse à l'un des sexes seulement, en vue du bénéfice que l'autre est censé en retirer. D'ailleurs, la contagion se transmet aussi bien par les hommes que par les femmes, et pour être logique et conséquente, la visite réglementaire devrait s'exercer également aux hommes qui fréquentent les maisons du vice, le sexe mâle ne manquerait pas de se récrier contre la honte de cette visite forcée.

Les victimes du bureau des mœurs sont après tout des créatures humaines, des enfants de Dieu comme les autres femmes; ce sont des égarées à qui l'on doit tendre la main pour les aider à reprendre le bon chemin, et non des esclaves dont on peut abuser à discrétion, qu'on peut arrêter, emprisonner sans jugement, comme une classe à part, exclue à jamais du droit commun.

La réglementation officielle offense ouvertement la morale, en violant d'abord le principe supérieur de la liberté individuelle chez ces malheureuses que le régime condamne sans retour à la dégradation physique et morale. La visite médicale et périodique qu'on impose est tellement révoltante et contre nature qu'elle révolte même les femmes les plus dégradées. Aussi le plus grand nombre trouve les moyens d'y échapper, aimant mieux s'exposer aux maladies les

plus graves. En enchaînant les prostituées au bureau des mœurs, l'administration les dépouille de ce droit sacré pour toute conscience humaine, la liberté de lutter contre le mal.

En pratiquant le régime de la réglementation, l'État organise, patente, patronne la débauche, et s'en rend complice. Il sanctionne aussi ce préjugé immoral qui prétend que la débauche est une nécessité pour l'homme. Enfin, le système actuel implique la reconnaissance de cette fausse et dangereurse théorie du mal nécessaire, qu'invoquent les partisans du *statu quo*, théorie commode qui dispense de reconnaître ses responsabilités, de chercher les remèdes et les améliorations.

En résumé, nous n'hésitons pas à prononcer le *delenda est Carthago,* contre la prostitution réglementée, et nous prétendons que tous les éléments de la société devraient se coaliser pour supprimer :

Ce stigmate du sexe féminin.

Ce boulet d'infamie attaché à l'espèce humaine.

Cette traite des femmes blanches.

Ce viol instrumental.

Cette manifestation sauvage du privilège.

Ce monstrueux amalgame de barbarie primitive et de civilisation en délire.

Maintenant, en présence de ce fait brutal, la débauche augmente à Paris, l'État, les pouvoirs publics doivent-ils se croiser les bras et se cantonner dans la doctrine du laisser faire ? Évidem-

ment non. Une part de responsabilité incombe à l'administration, à la police, à la société, qui doivent lutter contre le mal dans la limite de leurs attributions. Il faut faire la part des faiblesses et des erreurs de la nature humaine; mais il faut affirmer ce principe invariable : *Ne jamais rendre les armes au mal.*

On a dit à propos des ravages de la prostitution : *Nous sommes vaincus par le mal.* Nous prétendons qu'il faut dire : *Nous ne voulons pas être vaincus par le vice.*

Luttons tous avec persévérance. Nous savons que malgré les lâchetés individuelles elle vit toujours, cette conscience publique qui, de temps à autre, dans les grandes circonstances, fait explosion contre les triomphes du mal, et qui pas plus aujourd'hui qu'hier ne songe à abdiquer.

Quand on aura supprimé la réglementation par le bureau des mœurs, que pourra-t-on mettre à la place?

Le motif ostensible du système actuel est de combattre et circonscrire les maladies vénériennes, en forçant au traitement les femmes déjà atteintes. On arriverait peut-être plus sûrement à ce résultat, en procédant autrement que par la contrainte. L'administration pourrait mettre tout en œuvre pour traiter gratuitement les vénériennes, absolument comme les autres malades pauvres. Pour attirer les filles malades dans les

hôpitaux, il faudrait ôter à ces institutions toute ressemblance avec les hôpitaux-prisons que ces femmes redoutent tant. Et pour empêcher qu'elles en sortent avant la guérison, il suffit de leur faire savoir qu'elles sont libres d'en sortir. En même temps on devra consacrer tous ses efforts pour les traiter avec humanité, et les rappeler au respect de leur propre personne.

Le docteur Chapmann qui par ses études approfondies doit faire autorité, a dit qu'au point de vue de la morale, il était très important d'ouvrir les portes des hôpitaux généraux aux malades vénériennes, parce que les hôpitaux spéciaux tendent à maintenir ces malheureuses dans la condition d'une classe à part, et empêcher ainsi leur réhabilitation, et aussi qu'il y a bien des femmes qui, ayant mis le pied sur le bord de l'abîme, en reculent avec horreur et que, tandis qu'elles iraient volontiers cacher leur honte et leurs souffrances dans un hôpital général, elles mourraient plutôt que d'entrer dans un hôpital spécial où il faudrait se présenter comme prostituée.

Maintenant, la suppression du bureau des mœurs entraînerait-elle de graves désordres pour la morale publique? Nous ne le croyons pas. La police ne manque pas de lois et de règlements pour maintenir l'ordre public, assurer la décence dans la rue, et réprimer les provocations licencieuses à la débauche. Les hommes auront

à se garder eux-mêmes, et les femmes aussi. Les uns et les autres doivent avoir conscience de leur responsabilité personnelle, et se rappeler que la société n'a pas charge d'âmes.

On a dit : si l'on rend les prostituées à la juridiction commune, les jours et les nuits ne suffiront pas aux tribunaux pour juger de simples contraventions aux règlements de police commises par des milliers de filles publiques. Le régime arbitraire de la police est une nécessité, parce que les lois actuelles n'arment pas suffisamment le juge contre les manœuvres des prostituées. Nous répondrons que rien n'empêche de proportionner le nombre des juges à la quantité d'affaires à expédier. Quant à la prétendue insuffisance des lois actuelles pour réprimer et refréner le dévergondage public, on en fera des nouvelles. Nos députés n'ont pas pour mission exclusive de voter les budgets, de renverser les ministères. Ils ont aussi reçu le mandat de légiférer, de reviser certaines lois, de combler les lacunes de nos codes suivant les besoins du pays.

L'arbitraire est toujours chose mauvaise qu'elle qu'en soit la victime.

Il faut le supprimer.

LÉGISLATION.

Dans la seconde partie de notre étude, nous avons signalé les nombreuses dispositions légales qui infériorisent les femmes. Nous avons à combattre ici principalement cette dictature spéciale qu'on désigne par le nom de puissance maritale.

Ce fameux Code Napoléon qui a révolutionné le monde, en consacrant la proclamation des droits de l'homme, le grand principe d'égalité, comme fondements du droit public moderne, ce code qui a nivelé seigneurs et manants en abolissant la suzeraineté et le servage, ce chef-d'œuvre de législation nouvelle que l'Europe nous a envié et copié parce qu'il enregistrait les conquêtes de la grande révolution. Eh ! bien, ce code n'a rien fait ou presque rien fait pour la femme qu'il a laissée en dehors de l'émancipation générale, en sorte que, véritable anachronisme, la femme du dix-neuvième siècle a la même situation légale que la femme romaine. Autour d'elle tout a marché, tout à progressé : la science, la philosophie, la littérature, la politique ; seule, la femme est restée immobile. Pour elle, le code est en retard de plusieurs siècles. La famille actuelle est gothique.

La législation de 1803, calquée sur celle des Césars, a établi un ensemble de dispositions draconiennes et humiliantes qui considèrent la

femme comme un être faible, incapable, indigne et ne pouvant se passer d'un maître. Elle en a fait l'humble vassale de son seigneur et suzerain, l'homme. Elle a institué contre la femme mariée une minorité spécialement abusive, la mise en tutelle à perpétuité.

L'anachronisme de ces lois s'explique, il est vrai, par l'opinion de celui qui les inspira. L'autocrate de Brumaire a dit en effet :

« Un mari doit avoir un empire absolu sur les actions de sa femme. Il a le droit de lui dire : Madame, vous ne sortirez pas ; Madame, vous n'irez pas à la comédie ; Madame, vous ne verrez pas telle ou telle personne ; c'est-à-dire, Madame, vous m'appartenez corps et âme. (Bonaparte 1er consul, Conseil d'État. *Mémoires sur le Consulat.*)

La femme est donnée à l'homme pour qu'elle fasse des enfants. La femme est notre propriété, nous ne sommes pas la sienne. Car elle nous donne des enfants, et l'homme ne lui en donne pas ; elle est donc sa propriété comme l'arbre à fruit est celle du jardinier. (Napoléon. *Mémorial de Sainte-Hélène*).

Tout d'abord, nous voyons dans le code que la femme, à raison de son sexe, est déclarée indigne comme témoin dans un acte public, en sorte que tout acte civil ou notarié, contenant une signature de femme comme témoin instrumentaire, est entaché de nullité, une signature de femme ne compte pas pour le législateur. Il est pourtant

bien difficile de s'imaginer que la présence et la signature de madame Thiers par exemple ou de madame Sand, à un contrat de mariage, eussent été de moindre valeur que celles de leur palefrenier.

Cette chose sacro-sainte, la maternité qui peut revendiquer les droits à l'autorité les plus légitimes, les plus solennels, n'a pas même été respectée. Le code civil lui impose silence et déclare que les enfants sont du mari et que le père seul doit exercer la puissance paternelle. Suivant les textes, la femme n'aurait pas voix au chapitre ni pour le conseil ni pour la direction, elle n'élève pas les enfants, elle n'entre pas dans l'éducation des fils et des filles, elle ne représente pas la famille ni au dedans ni au dehors. Si la femme fait toutes ces choses, c'est bien malgré le législateur, parce que la nature est plus forte que les lois positives.

On lit dans le code que, quand les enfants se marient, le consentement du père seul suffit. Ainsi, le consentement comme le refus de la mère ne comptent pas. Comment ne pas voir le danger de cette annihilation du pouvoir maternel, surtout quand il s'agit de marier une fille? Le coup d'œil de la mère porte ailleurs et plus loin que celui du père. La mère s'inquiète plus des rapports sympathiques que de la fortune du gendre. La mère sera presque toujours plus compétente pour préserver sa fille d'un choix

fatal, ou pour la soutenir dans un choix heureux. Il importe que le père et la mère soient également appelés dans la grande question du mariage des enfants.

La loi civile confère à l'homme, un droit d'autorisation pour tout engagement pécuniaire ou gratuit de l'épouse, un droit d'autorisation pour toute action civile, qu'elle soit active ou passive, et enfin un droit absolu d'administration et de jouissance des biens conjugaux, de la fortune particulière de la femme. Sous le régime de la communauté, qui est à peu près universel, le mari peut vendre les immeubles, il peut vendre et donner les meubles, les objets mobiliers, les bijoux, les objets d'art et de souvenir appartenant à sa femme, il peut en disposer à son gré, même pour les donner à une Phryné quelconque. Pourquoi ce pouvoir énorme, si peu contrôlé, ne présentant aucune garantie vis-à-vis des devoirs éventuels d'assistance pour l'épouse ruinée ? S'il est prodigue, s'il joue à la bourse, la femme, son associée, n'a aucun droit efficace de remontrance; elle ne peut ni prévenir le mal ni l'arrêter.

Nous savons que la femme peut poursuivre en justice la séparation de biens en cas de mauvaise gestion du mari. Mais par cela même qu'elle est exclue de cette gestion, l'épouse n'a presque aucun moyen de la connaître et, dix-neuf fois sur vingt, il arrive qu'elle n'apprend sa ruine que le jour où elle est ruinée.

Cette omnipotence maritale entraîne une foule de tyrannies vexatoires et puériles. La femme veut-elle déposer chez un banquier la somme la plus légère? Veut-elle obtenir un livret de chèques? Il lui faut l'autorisation de son mari. Veut-elle acheter une obligation, une action quelconque? Elle ne peut le faire sans l'autorisation de son mari. A-t-elle à recevoir une donation entre vifs ou testamentaire? Il faut encore et toujours l'autorisation du mari. Mais ici l'interdiction est une injure pour la femme mariée, et implique un insultant soupçon d'argent mal gagné.

Cet exhorbitant pouvoir sur le mobilier amène de véritables catastrophes dans les classes pauvres. Il y a des faits authentiques. Écoutons à ce sujet M. Legouvé :

« Qu'un mari ivrogne ou débauché vende le lit où dort sa femme, le berceau où couche son enfant, la table où se mange le repas, la huche où se serre le pain, tout enfin, tout, pour aller en dépenser le prix avec quelque vile créature ou, ce qui est pis encore, le prenne pour le porter chez sa concubine; que la malheureuse mère qui voit ses enfants en guenilles et affamés, accoure éperdue chez l'homme de justice et lui demande avec désespoir de forcer au moins son mari à leur laisser un grabat, l'homme de loi lui répond : *Le mari peut vendre ou donner tous les meubles de la communauté.* Des femmes ont vu vendre ainsi

jusqu'à trois fois le pauvre mobilier acquis par elles à la sueur de leur front. Dès que la maison était vide, le mari partait. Dès que l'industrie de la femme l'avait remeublée, il revenait et vendait tout de nouveau. Moi-même, j'ai entendu une pauvre ouvrière en filets, me raconter que son mari avait ainsi dévalisé cinq fois sa pauvre chambre, pour aller meubler celle de la femme avec laquelle il vivait. Et un jour enfin, elle reçut de cette femme la lettre suivante : « Madame, il m'est arrivé un grand malheur, j'ai eu le chagrin de perdre votre mari. »

Ici les commentaires sont superflus. Quand une institution peut conduire l'homme à ce degré d'infamie, quand elle permet et abrite de pareilles abominations, elle est frappée d'anathème et condamnée à disparaître.

Arrivons maintenant au pouvoir marital sur la personne de l'épouse, légiféré par les fameux articles 213 et 214 du Code civil. Les textes sont courts et brefs mais d'une immense portée, et l'on ne saurait sonder sans frémir l'effrayante profondeur de misère qu'ils ont creusée dans la destinée des femmes.

Comme pour légitimer ce qui va suivre, le législateur débute par un devoir de protection et de défense de l'époux, protection destinée à rester purement platonique. Comment concevoir l'application de ce devoir dans notre société où la justice personnelle est formellement interdite,

parce que chacun peut trouver dans les lois une protection suffisante? Ce devoir de protection aurait sa raison d'être dans les temps primitifs où l'homme, dans sa lutte quotidienne pour l'existence, avait à défendre sa cabane contre l'invasion des bêtes fauves.

Nous voilà en présence de la seconde partie de l'article : *La femme doit obéissance à son mari.* On a édicté pour la femme une soumission sans mesures et sans limites, et pour l'homme un pouvoir absolu, discrétionnaire, qui a reçu et reçoit encore dans la pratique, des interprétations excessives, pouvoir, qui viole ces choses précieuses et sacrées entre toutes : La conscience, la volonté, la liberté individuelle.

Nous savons que cette puissance maritale comprenait autrefois le droit de correction; *saint Augustin* a écrit : *le mari a le droit de souffleter sa femme. Beaumanoir*, jurisconsulte du moyen âge, a rapporté cette loi de son temps :

Il loist à l'homme de battre sa femme sans mort et sans méhaing, c'est-à-dire modérément.

Les mœurs ont aboli cette loi de correction dans les classes élevées, du moins généralement. N'a-t-on pas imprimé de nos jours que, dans certains cas, l'homme pouvait s'ériger en haut justicier et administrer une correction pour une infraction quelconque, attentatoire au foyer proprement dit? N'a-t-on pas prétendu même que l'époux suzerain pouvait se constituer bourreau

de l'épouse vassale et infidèle et tuer cette femelle de Caïn, cette guenon du pays de Nod?

On est donc autorisé à dire que la législation actuelle confère au mari un pouvoir sur la personne, qui implique droit de correction, droit de mort. Il est même un cas où le code donne explicitement ce droit de mort au mari, c'est quand celui-ci surprend sa femme en flagrant délit d'adultère dans la maison conjugale.

Dans le second article, 214, le code prescrit le devoir de cohabitation du mari, devoir assez mi-raculeux pour s'accorder avec le droit d'absence. Abstraction faite de la loi du divorce actuellement en délibération, il est loisible à l'homme de délaisser sa femme et ses enfants et de fouler aux pieds ses devoirs d'époux, de père et de chef de famille. Si après une absence quelconque il revient au logis, il retrouvera, envers son épouse et ses enfants, tous ses droits quoique ayant manqué à tous ses devoirs.

Mais la femme devra bien se garder d'en faire autant. La femme partie, devient non une absente, mais une fugitive coupable, que le mari peut rechercher, poursuivre, contraindre *manu militari*, à réintégrer le logis conjugal, à moins que ce mari ne se contente de confisquer le patrimoine de l'épouse fugitive.

Cette puissance maritale sur la personne, est impolitique, dangereuse immorale et corruptrice. Ce pouvoir despotique, la loi le donne

d'avance à tous les maris, sans condition, sans distinction. Elle le livre aux natures grossières comme aux natures d'élite. On ne peut nier qu'il existe de par le monde un certain nombre d'hommes méchants, de maris pervers. Les pouvoirs légaux du mariage se trouvent ainsi confiés au premier venu, au plus vil malfaiteur, qui peut commettre sur sa misérable femme, toutes les atrocités, sauf le meurtre et même avec de l'adresse, il peut la faire périr sans encourir le châtiment légal. Mais combien de milliers d'individus qui, dans la vie publique, sont en règle avec le code pénal, et s'abandonnent chez eux à tous les excès de violence. On voit tous les jours des hommes humbles et servils pour les personnes qu'ils ont à ménager, prendre un féroce dédommagement à opprimer les êtres placés sous leur autorité. L'excès de dépendance où la femme est réduite inspire à ces natures ignobles non de généreux ménagements, mais au contraire l'idée que la loi leur a livré la femme comme leur chose pour en user à discrétion.

Sans doute ce sont les cas extrêmes; mais il est utile de les signaler. Les monstres nous font voir ce que vaut l'institution. Avant d'arriver à ces abîmes, combien de gouffres! combien de misères!

Il est assez fréquent de voir des hommes vicieux et foncièrement méchants, cacher leur monstrueux égoïsme sous un vernis de culture

et de civilisation, et se conduire dans leur intérieur comme des tyrans au petit pied.

Telle est la position légale de la femme dans le mariage. Si la vie conjugale était tout ce qu'elle pourrait être, la société serait un enfer pour les femmes. Dans les classes éclairées, l'éducation tempère la rudesse du code; dans celles qui ne le sont pas, cette rudesse éclate dans toute sa sauvagerie. Nous savons, qu'il y a beaucoup d'hommes bons, des unions paisibles et heureuses où la loi actuelle est lettre morte. Le plus ordinairement, le partage des droits et des fonctions se fait à l'amiable et naturellement suivant les aptitudes relatives. Quelquefois même, l'autorité se déplace tout-à-fait dans le ménage, au point que la toute-puissance n'est pas du côté de la barbe. Tout cela ne sert qu'à démontrer la force de la nature humaine pour réagir contre les institutions vicieuses, et à mettre en évidence ce fait, qu'il y a des femmes supérieures à certains hommes, ce qui donne un démenti formel à la tradition surannée présentant le sexe féminin comme radicalement inférieur et incapable. Une institution ne doit pas être jugée sur les exemples favorables. Le mariage est fait pour tous et non pour un petit nombre d'élus. C'est en vue des hommes méchants qu'il faut établir les lois.

La relation de supérieur à subordonné est une pépinière de vices, et favorise trop les mauvais penchants en leur donnant libre carrière. Une

servitude crée toujours deux esclaves celui qui tient la chaîne, et celui qui la porte ; l'un se croit tout permis, l'autre s'ingénie à obtenir ce qu'on lui refuse ; il en résulte l'antagonisme permanent. Voilà pourquoi la famille est pour le chef une école d'arrogance, d'égoïsme et d'autocratie. Le régime domestique est le contrepied de nos institutions politiques actuelles. La famille se trouve aux antipodes de notre démocratie, ce qui ne laisse pas d'être dangereux. La famille doit être le type de l'État, parce que le citoyen ne peut être immédiatement que ce qu'il a été formé dans la famille. Si celle-ci ne possède que les éléments du serf et du despote, comment pourrait éclore le citoyen libre? Jamais la pratique du despotisme ne peut être l'apprentissage de la liberté. N'oublions pas que la vie privée est le berceau de la vie publique. Il n'y a que la société entre égaux qui puisse devenir une véritable école de sentiment moral. Ecoutons M. John Stuart-Mill dans ce passage remarquable d'observation et de philosophie :

« L'éducation morale de la société s'est faite jusqu'ici par la loi de la force et ne s'est guère adaptée qu'aux relations créées par la force. Dans les états de sociétés moins avancées on ne reconnaît guère de relations avec des égaux, un égal est un ennemi. Du haut en bas, la société est une échelle où chaque individu est au-dessus ou au dessous de son plus proche voisin ; partout où il

ne commande pas, il faut qu'il obéisse. Tous les préceptes moraux en usage aujourd'hui se rapportent principalement à la relation de maître à serviteur. Cependant, le commandement et l'obéissance ne sont que des nécessités impérieuses de la vie humaine. L'état normal de la société, c'est l'égalite. Dans la vie moderne déjà et toujours plus à mesure qu'elle marche dans la voie du progrès, le commandement et l'obéissance deviennent des faits exceptionnels. L'association sur le pied d'égalité est la règle générale. La morale des premiers siècles reposait sur l'obligation de se soumettre à la force; plutard elle a reposé sur le droit du faible à la tolérance et à la protection du fort. Jusques à quand une forme de société se contentera-t-elle de la morale qui convient à une autre? Nous avons eu la morale de la servitude, nous avons eu la morale de la chevalerie et de la générosité, le jour de la morale de la justice est venu. . . . . .

. . . . . .

« Rien dans la vie telle qu'elle est constituée aujourd'hui, ne cultive ces vertus en les exerçant. La famille est une école de despotisme où les vertus et les vices du despotisme sont plantureusement nourris; elle doit être une école de sympathie dans l'égalité, de vie en commun dans l'amour. »

L'auteur anglais a raison; l'idéal que nous devons poursuivre dans le mariage, c'est l'union,

c'est l'association de deux intelligences sur le pied de l'égalité. Là seulement peut se trouver la véritable école des vertus domestiques et sociales. Le mariage ainsi équilibré, unissant deux compagnons loyaux, au lieu d'unir un maître et une esclave, gagnerait beaucoup en dignité, en moralité. Les enfants, tenus naturellement à l'obéissance envers leurs parents, apprendraient néanmoins de bonne heure à connaître et à pratiquer la liberté saine, loyale et digne, qui doit reposer sur les droits de tous.

Quoi de plus édifiant qu'un mari et une femme, chacun possédant autorité pareille, associant leur vie pour s'adoucir mutuellement les soucis dont est semé le chemin de la vie!

Sans aucun doute, l'égalité légale dans le mariage ne sera pas une panacée contre les maux de la famille. Il y a des femmes (comme aussi des hommes) que l'égalité ne satisfera pas, avec lesquelles nulle paix n'est possible tant que leur volonté ne règne pas sans partage. Tout le monde sait qu'il se trouve des personnes moroses, foncièrement égoïstes, insociables, qui sont incapables d'unir à leur vie une seconde personne autrement que comme souffre-douleur. Ces personnes-là sont faites pour vivre seules. C'est surtout pour cette catégorie que la loi du divorce est utile.

Le despotisme dans le mariage est essentiellement vicieux. Il peut être comparé au gouver-

nement absolu et personnel en politique. Tous les rois ne sont pas des tyrans, de même que tous les maris ne sont pas des despotes. Nous dirons que, fussent-ils par milliers, tous les Titus, les Antonin, les Marc-Aurèle ne pourraient faire absoudre un régime politique qui a enfanté les crimes d'un Caligula et d'un Néron.

Le pouvoir personnel, absolu, est mauvais, pernicieux ici comme là; il faut le condamner partout.

On a dit souvent et l'on répète encore : Dans toute société, dans une famille comme dans un état, il faut un gouvernement, une personne qui commande. Nous répondons ceci :

Il n'est pas vrai que dans toutes les associations volontaires de deux personnes, l'une d'elles doive être maîtresse absolue. Quand deux industriels s'associent pour exploiter en commun une usine ou un fonds de commerce, l'un d'eux ne devient pas, par droit de naissance ou à raison de son sexe, le détenteur exclusif du pouvoir directeur, et l'on ne voit pas l'autre se contenter du rôle subalterne de simple employé. Jamais non plus la loi n'intervient dans ces associations pour ordonner cette forme de gouvernement par un seul.

Quant aux grandes sociétés commerciales, celles en commandites par exemple, il y a bien généralement un directeur-gérant unique. Mais

son autorité est un pouvoir délégué, temporaire, révocable.

Rien de cela ne se trouve dans le pacte conjugal. La position de la femme est tellement précaire que M. Stuart-Mill l'assimile à l'esclavage de la plus dure servitude. Effectivement, il y a eu des codes qui accordaient à l'esclave par trop maltraité, le droit de contraindre son maître à le vendre. Les esclaves romains pouvaient avoir un petit pécule dont la loi leur garantissait la possession. L'esclave du Sud avait sa case et son travail une fois terminé, il pouvait y trouver quelques instants de liberté. Enfin, toutes les législations antiques, reconnaissaient à l'esclave femme le droit de refuser ses dernières faveurs à son maître. Les esclaves d'Orient avaient le même droit. On laissait à la fille de couleur une dernière liberté, celle du cœur.

Pire, hélas! est le sort de beaucoup de femmes, de toutes celles que les hasards du mariage ont liées à un mari pervers. Dans ce cas, l'épouse est rivée à perpétuité au despotisme du maître. Elle ne possède rien en propre, son mariage la dépouille de tout son bien présent et à venir. La femme n'a que le toit conjugal où la tyrannie du maître s'exerce à toute heure, à toute minute, et enfin elle est soumise de sa personne à l'esclavage le plus dégradant; elle doit de par le Code et de par la religion, subir l'amour de son mari, qui peut être un libertin, un débauché, un misé-

rable achevé, pour lequel elle ne ressent qu'une insurmontable aversion; n'importe, l'épouse doit se soumettre à sa tendresse bestiale d'un moment, en vertu du *debitum conjugale*, qu'un savant jurisconsulte a justement appelé: *le droit de viol entre époux*.

On le voit trop, le servage légal de la femme est au grand complet, et il l'est à perpétuité avons-nous dit. Une seule chose peut le briser, la mort de son mari. Contrairement à ce qui devrait être, puisque la famille est la base essentielle de la société, on a rendu le mariage aussi peu enviable que possible, pour la femme surtout. Il en résulte que le veuvage est très séduisant; c'est le bâton de maréchal des femmes. Voyons plutôt : hier la femme mariée n'était rien, ne pouvait rien. Elle était placée si bas que l'article 442 la compare à un être inconscient, à un fou, à un escroc. Elle ne figurait dans la famille qu'à l'état d'instrument passif pour la reproduction. Le mari meurt et soudain, en une minute, sans transition, sans préparation, cette femme, est investie par le même code, de tous les droits de la puissance paternelle. La voilà tutrice, protectrice, maîtresse, appelée à gérer seule deux fortunes, à diriger seule la vie de ses enfants et la sienne. C'est absurde, mais très concluant. Cette inconséquence est la condamnation formelle du mariage actuel, la preuve palpable que l'incapacité de la femme est une chimère et un

prétexte, et que la puissance maritale n'a pas d'autre raison que l'égoïsme de l'homme.

Telle est la constitution actuelle de la famille ; tels sont les graves et scandaleux abus qu'elle entraîne. Cette forme gothique est choquante dans nos institutions politiques. L'omnipotence maritale sur les biens présente un vice radical qu'il faut résolument attaquer. Il est temps de porter la hache dans ce fouillis d'articles oppressifs et injurieux. L'iniquité est flagrante et généralement reconnue. Dans une grande partie des États-Unis d'Amérique, la femme est aujourd'hui traitée sur le pied d'égalité avec son mari. L'Italie a supprimé dans son code la disposition outrageante déclarant les femmes indignes de témoigner dans un acte public. L'Angleterre a marché aussi dans cette voie libérale. En vertu du *Married Women's Proderty act*, voté en 1870, les femmes anglaises ont la propriété et l'administration exclusives de tous biens acquis soit par le travail d'un commerce quelconque, soit par la production d'œuvres scientifiques, artistiques ou littéraires. La femme mariée peut ester en justice et réclamer en son propre nom les valeurs diverses constituant la propriété personnelle que lui reconnaît la loi. Même progrès en Suède, où la femme mariée peut administrer ses biens personnels, et disposer à son gré, du fruit de son travail.

Sur quelle base doivent s'appuyer nos réfor-

mes. On a proposé cette règle aussi simple que naturelle :

La femme majeure étant personne civile, tout ce qui appartiendrait au mari ou à la femme, s'ils n'étaient pas mariés, restera sous leur direction exclusive.

Cette règle fondamentale une fois admise et adoptée, rien n'empêcherait les époux d'y apporter les tempéraments que les circonstances leur indiqueraient comme utiles et avantageux, par des arrangements particuliers, soit pour leurs intérêts personnels, soit surtout pour conserver à leurs enfants les biens communs ou respectifs.

Ces conventions entre époux n'auraient d'autres limites que celles du droit commun, c'est-à-dire la restriction de ne pas déroger aux bonnes mœurs et aux lois qui intéressent l'ordre public.

Nous estimons que tous les articles du Code civil qui excluent la femme mariée de toute administration, du vivant de son mari, pourraient être supprimés et remplacés par l'article unique ainsi formulé :

Les époux exercent un droit égal pour l'administration de leurs biens personnels.

Comme corollaire naturel à cette première réforme, on débarasserait le code de ces mille vexations de détail qui sont des tyrannies et des injures.

Plus exhorbitant, plus révoltant encore est le

pouvoir marital sur la personne de l'épouse, par la raison qu'il viole, avons-nous dit, le principe supérieur de la conscience, de l'autonomie, de la liberté individuelle. Là aussi il est urgent d'apporter une réforme.

Nous estimons que quand il s'agit de réglementer les devoirs réciproques des époux, la loi doit être spécialement claire, brève et concise; on couperait court à bien des critiques, à bien des abus, en supprimant du code les deux articles 213 et 214, pour ne laisser subsister que l'article 212 ainsi conçu :

Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance.

Dès le commencement, nous avons indiqué notre intention de rester sur le terrain des réformes immédiatement réalisables pour la condition des femmes; voilà pourquoi, nous avons écarté la question des droits politiques. Cette mise à l'écart implique-t-elle un rejet absolu? non certes. C'est une question simplement réservée.

Nous devons constater ici que les porte-drapeau du parti n'ont pas voulu encore franchir le seuil de l'égalité politique des deux sexes dans leurs revendications, du moins généralement.

C'est une affaire ajournée et pour cause.

Le programme actuel des revendications fémi

nines est assez chargé pour qu'on doive s'en contenter. Faire autrement serait téméraire et s'exposer à compromettre le tout. C'est ici le cas de se conformer à la sentence du sage : *Qui trop embrasse, mal étreint.*

Une application immédiate du suffrage universel féminin ouvrirait la porte à un inconnu gros de complications. Là-bas, en Amérique où tous les droits sont exercés dans leur plénitude et sans danger de retour offensif du côté de la réaction, la franchise politique est considérée comme l'instrument et la garantie de tous les autres droits, et partant, se trouve toujours en première ligne dans les revendications sociales.

Il en est tout autrement en France, où l'égalité civil des femmes doit avoir le pas sur l'égalité politique pour laquelle les esprits ne sont nullement préparés. L'exercice de ce suffrage entraînerait les plus graves inconvénients, parce que nous avons encore à compter avec les partisans des dynasties déchues. Il assumerait de terribles responsabilités pour l'avenir de son pays, le réformateur qui, sans transition, sans préparation jetterait dans l'arène politique ce flot nouveau de neuf millions d'électrices. La révolution de 1848 doit être une leçon, non un exemple. Tout le monde sait que nous avons payé cher, cette boutade d'enfant terrible, cette logique à rebours d'un insurrection armée pour revendiquer l'adjonction des capacités au suffrage. La-

quelle insurrection, dans l'exaltation de sa victoire, ouvrit la porte à toutes les incapacités, à toutes les ignorances du sexe masculin.

Ces réserves faites, nous n'hésitons pas à affirmer qu'en théorie, le droit des femmes à voter comme les hommes est incontestable.

Pour déposer un bulletin dans l'urne électorale, faut-il donc avoir inventé la poudre? A ce compte-là, les sept millions d'électeurs masculins, en 1848, auraient eu à subir un formidable travail d'épuration, dont le résultat aurait bien pu rappeler la pathétique et mémorable exclamation du célèbre Massillon, dans son sermon du petit nombre des élus.

Quoi qu'il en soit, le suffrage universel fonctionne aujourd'hui pour les hommes tant bien que mal ; il est solidement implanté, et l'on peut dire que rien ne le supprimera plus. Or, dans ce suffrage universel masculin proclamé le 5 mars 1848, a été inconsciemment, mais implicitement inclus le suffrage universel féminin. Sans ce complément, qu'il appelle, le suffrage universel d'aujourd'hui ne serait qu'un mensonge légal, puisqu'il laisse en dehors la moitié des électeurs intéressés.

Ce sexe qui a fourni des impératrices, des reines, des régentes ; ce sexe qui a donné M^me^ de Sévigné, M^me^ Lafayette, M^me^ Maintenon, M^me^ Dacier, M^me^ Guyon, M^me^ Delongueville, M^me^ Duchatelet, M^me^ du Deffaut, M^me^ de Staël, M^me^ Rolland,

Mme Sand ; ce sexe, disons-nous, a bien conquis le droit de donner son avis sur la nomination des conseillers municipaux, des conseillers généraux, des juges consulaires, et même des députés, des sénateurs.

Ce serait faire violence à toute logique, au gros bons sens, que de vouloir interdire à la femme illustre, à la femme de génie, à la femme de talent, à la femme de science, reçue bachelier ès-lettres, bachelier ès-sciences, docteur en médecine, docteur en droit, la faculté de concourir aux élections, quand cette faculté est laissée au domestique qui la sert ; quand les portes de la airie s'ouvrent à deux battants et devant tous les majeurs masculins, devant les gredins, les imbéciles et les indigents, devant les hommes tarés, pourvu qu'ils soient sans condamnation infamante, devant tous les hommes à gage qui, par les traditions de la domesticité sont communément condamnés à l'obéissance passive. Les intérêts et les sentiments des femmes mêlés désormais à toutes les choses de notre société, sont non moins respectables et non moins dignes d'être représentés que les nôtres.

Nous n'ignorons pas que bien des personnes sont scandalisées au vif, et portées à se voiler la face quand on leur parle de cette grosse énormité, le vote des femmes. Nous comprenons les poétiques appréhensions de ceux qui, estimant que les dents du sexe beau sont faites pour em-

bellir le sourire et non pour déchirer des adversaires politiques, ne songent qu'avec effroi aux écœurantes agitations de certaines réunions électorales, où la colombe ne pourrait entrer sans y laisser une partie de ses plumes.

Mais il faut en prendre son parti, le suffrage universel des femmes doit être, il sera. Si actuellement nos mœurs répugnent à cette innovation, si en un mot la question n'est pas encore mûre ; elle peut l'être demain, c'est-à-dire dans un avenir plus ou moins rapproché.

Voici les pronostics qu'ont portés récemment deux éminents publicistes français :

« *Avant dix ans, les femmes seront électeurs comme les hommes.* »

« ALEXANDRE DUMAS FILS, 1880. »

« *On peut accumuler contre le suffrage féminin toutes les objections imaginables, on ne réussira qu'à en retarder l'avènement. Cet avènement on ne l'empêchera pas, il est inévitable.* »

« ÉMILE DE GIRARDIN 1881. »

Enfin, en remontant plus haut, nous voulons rappeler la belle parole d'une des héroïnes de la Révolution :

« *Les femmes ont le droit de monter à la tribune, puisqu'elles ont le droit de monter à l'échafaud.* »

Nous arrivons à la péroraison de notre plaidoyer sur l'émancipation des femmes.

Il y a bien longtemps que cette émancipation se fait attendre. On a tiré de ce retard un argument pour la combattre. Si le serf du moyen-âge, a-t-on dit, s'est débarrassé progessivement de ses chaînes, pourquoi la femme, serve aussi vis-à-vis de l'homme, n'aurait-elle pas secoué le même joug, si elle n'eût été invinciblement arrétée par une infériorité native et irrémédiable ?

L'argument aurait une certaine valeur, si la femme était restée stationnaire dans son assujettissement. Il est loin d'en être ainsi. L'évolution de la femme a été lente, mais, l'histoire en main, elle est indiscutable. Elle a suivi à distance les étapes de la civilisation universelle. Partie de l'origine la plus humble, parfois la plus misérable, la femme a progressé, de la race noire à la race jaune, dans une marche ascendante. Elle était bête de somme, animal domestique, esclave, elle est devenue servante, sujette.

La race blanche qui est en tête de l'humanité a permis à la femme de continuer et accélérer son évolution. Chez les nations européennes les plus policées, la femme n'est encore que mineure, mais cela vaut mieux que d'être esclave comme chez les noirs ou servante comme chez les Mongols. Les conditions morales et matérielles de son existence se sont inconstestablement améliorées. Sa position s'est modifiée en bien, dans la famille

comme dans la société. Qui pourrait dire que la femme d'aujourd'hui est la même qu'il y a vingt siècles?

Or, si elle s'est élevée, elle s'élèvera encore, parce que tous les progrès s'enchaînent et se commandent; le passé est la garantie de l'avenir. Cette grande mineure doit atteindre la majorité. La femme est partie intégrante, essentielle de l'humanité, et non un ingrédient dans la race. Si la femme a besoin de l'homme, celui-ci ne peut se passer de la femme. Il y a solidarité étroite entre l'un et l'autre; solidarité entre le développement de la femme et le progrès de la société. Il faut que la femme grandisse; mais on ne grandit pas dans la servitude, le progrès veut la liberté. La femme, compagne naturelle de l'homme, ne peut la devenir complétement que par l'égalité. La justice, le progrès du monde réclament cette égalité des deux sexes.

La division du travail, cette exploitation méthodique de la nature, a déjà réalisé des merveilles et réhabilité dans l'ordre économique la formule machiavélique : *diviser pour régner*. Nous devons en attendre un nouveau bienfait, celui d'occuper la femme sans amoindrir l'homme, de donner sa part légitime à cette grande déshéritée du monde, la femme. Il y a place pour tous dans le vaste chantier de l'industrie humaine, et il ne sera pas difficile de trouver une organisation nouvelle où la femme sera, non une concurrente,

mais une collaboratrice précieuse de l'homme.

La Révolution de 1789, cette magnifique explosion de la démocratie, n'a pas dit son dernier mot. Pour beaucoup, elle ne pouvait être qu'une oriflamme placée à l'entrée du monde nouveau. La lumière n'était pas faite pour éclairer la longue route de l'avenir. Nous sommes héritiers des civilisations antérieures; il eût été sage de ne les accepter que sous bénéfice d'inventaire, de fouiller les ruines amoncelées pour extraire les nobles sentiments, les grandes pensées, les principes féconds, qui sont le pratrimoine de l'humanité. La tradition s'est effectuée dans un ordre tout différent, de là cette confusion dans laquelle nous nous débattons.

La suzeraineté masculine est la dernière citadelle du privilège, du droit de la force. Il appartient à notre dix-neuvième siècle de la démanteler, de reprendre l'œuvre de 1789 qui a été détournée de son cours. Tous les despotismes de l'antiquité sont condamnés par la loi indomptable et providentielle du progrès. Ne doit-il pas disparaître à son tour, le despotisme du foyer, ce despotisme de la plus répandue, de la plus universelle des relations humaines; ce despotisme qui est la contradiction monstrueuse de tous les principes modernes, particulièrement de nos institutions françaises, de nos mœurs actuelles où les idées égalitaires ont pénétré profondément dans les consciences? Bientôt,

nous l'espérons, on pourra dire en France que la plénitude des temps est arrivée pour les femmes. Victor Hugo a prophétisé que ce sera l'une des gloires de notre grand siècle d'avoir reconnu et proclamé le droit des femmes. Celles-ci auront leur 1789 qui, cette fois, n'aura pas de quatre-vingt-treize et ne coûtera ni larmes ni sang. L'avènement de cette belle et bonne moitié de l'espèce humaine, loin d'être jamais une menace de guerre civile, de guerre étrangère, de guerre contre Dieu, pourra apporter dans le monde la douceur des relations, la pureté des sentiments, et enfin avec le correctif obligé de l'instruction ou de la science, la femme conservera dans l'humanité le grand idéal religieux. Cet évènement le plus considérable de notre époque rétablira dans la société, l'équilibre qui oscille aujourd'hui entre l'abus de la force, et l'abus de la faiblesse. Pourquoi ne pas augurer favorablement de cette merveilleuse coïncidence, quand on songe qu'il y a un siècle, les encyclopédistes préparaient la fameuse déclaration des droits de l'homme? Pourquoi ne pas espérer que le centenaire de 1789 sera aussi une date à jamais mémorable pour la femme? Que ce centenaire verra le couronnement de cette grande œuvre de réparation sociale? Nous dirons, avec Emile de Girardin, que le jour où la femme sera proclamée l'égale de l'homme, ce jour-là sera un grand jour

pour l'humanité, un grand jour pour la civilisation. On aura peut-être franchi la plus longue étape de la question sociale, et déblayé la route des autres. Beaucoup de progrès attardés ne tarderont plus à s'accomplir. Le plus grand génie de notre époque a appelé la question des femmes : *le grand, le pathétique problème dont la solution résoudrait presque la question sociale toute entière.*

Oui, le triomphe final est assuré ; sinon, il faudrait désespérer de la raison humaine, de la démocratie française, et aussi de l'avenir, ce grand trésorier qui verse éternellement le progrès sur le monde.

En outre, si la femme était irrévocablement condamnée à la subordination, tout ce qu'on a fait dans les temps modernes, pour alléger sa chaîne, cette loi sur l'instruction des deux sexes, cette création de lycées et de collèges de jeunes filles, cet enseignement civique, ces sacrifices que l'on s'impose pour leur donner l'instruction à pleines mains ; tout cela ne serait qu'une série de fautes. Des femmes qui savent, des femmes qui raisonnent, qui comprennent, qui écrivent, ne seraient qu'une contradiction, qu'un élément de perturbation. Etaler aux regards des femmes un trésor qu'elles ne doivent jamais ni posséder ni partager, ce serait de la part de l'homme une aggravation, un raffinement d'injustice, en les vouant ainsi à l'odieux supplice de Tantale.

Maintenant, si cettte grande transformation s'annonce et monte à l'horizon, la femme doit s'y préparer et s'en rendre digne. Majeure par aspiration, elle est encore mineure par éducation. Il lui faut combler les vides du passé, réparer ce que de longues années de servitude et de tutelle lui ont donné d'infériorité factice. Pour cela, l'instruction est indispensable ; elle est aussi toute puissante.

La femme doit étudier, mais sans jamais oublier que l'éducation, l'étude des grands devoirs doivent marcher de front avec le développement de l'intelligence. Par là, elle préparera ses frêles épaules à supporter le fardeau des responsabilités dans les nouvelles destinées qui l'attendent. Nous serions tentés de dire à la femme : Aide-toi, l'homme t'aidera. Que les femmes apprennent à se réunir à se concerter, à s'entr'aider, en mettant de côté les petites jalousies de positions, de préjugés et d'intérêts. Que les favorisées de la fortune fassent quelques sacrifices pour concourir à fonder des journaux destinés à soutenir la cause de leur sexe. Qu'elles s'attachent surtout, sans cesser d'être femmes, à rejeter cette frivolité qui les neutralise.

En agissant ainsi, les femmes avanceront le grand jour de l'émancipation. Oh ! alors, il ne manquera pas de mains amies qui leur seront tendues pour les aider à monter ; elles ne man-

queront pas les voix puissantes pour crier aux pouvoirs publics :

Place pour la femme au soleil de la justice et de la liberté qui, à l'instar du soleil des planètes, doit briller pour tout le monde!

Sol lucet omnibus !

PARIS. — Imp. PAUL DUPONT, rue J.-J. Rousseau, 41.